

## Terrorisme à Barcelone

Le fait que l'attentat anti américain commis le 28 décembre à Barcelone ait été revendiqué par deux groupuscules séparatistes catalans renvoie à une époque de l'histoire espagnole que l'on croyait définitivement révolue : celle où, dans l'esprit des militants indépendantistes, les intérêts américains étaient associés à ceux de l'Etat central, oppresseur de la démocratie et des nationalités. L'accord signé entre Franco et Eisenhower au début des années 50 n'avait-il pas été, pour le Caudillo, un très précieux soutien ?

Franco est mort depuis douze ans et le nationalisme catalan, qui fut l'un des plus ardents à le combattre, a déposé les armes. Les relations de la Généralité de Barcelone avec Madrid ne sont certes pas toujours idylliques : mais on se querelle en bonne démocratie et l'indépendantisme, contrairement à ce qui se passe au Pays basque, n'a plus en Catalogne aucune infrastructure, aucun soutien social. C'est par sa puissante capacité créatrice, par sa langue autrefois rebelle, devenue aujourd'hui facteur d'intégration, par son ouverture, que s'est affirmée la nation catalane, non par le terrorisme. Les derniers attentats qui ont frappé Barcelone furent le fait de l'ETA basque, qui, en s'exportant ainsi dans la ville olympique, espérait apparaître plus redoutable encore. Ces actions meurtrières ont fait descendre dans les rues de Barcelone des centaines de milliers de manifestants et déclenché la colère des intellectuels catalans.

C'est dire que les deux groupuscules qui se disputent la paternité de l'attentat de samedi n'ont rien à gagner en termes de popularité, quand bien même l'anti américanisme aurait-il encore en Espagne quelques beaux jours devant lui. Le ressentiment envers les Etats-Unis, pour leur soutien à la dictature, pour leur politique en Amérique latine, a en effet la vie dure. Le premier ministre, M. Felipe Gonzalez, s'était risqué courageusement en 1986 à organiser un référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN. Il en sortit victorieux, mais il lui avait fallu promettre de négocier avec les Etats-Unis le départ de certaines installations militaires, en particulier le retrait des soixante-douze chasseurs-bombardiers F16 stationnés à Torrejon.

Cette négociation se révèle des plus difficiles. M. Gonzalez peut en effet décevoir son opinion publique : mais il ne peut non plus, au moment où il s'efforce de faire participer son pays à la défense européenne, risquer d'apparaître comme un partenaire peu crédible dans l'alliance atlantique.

Cependant, l'attentat de Barcelone n'a peut-être aucun rapport avec cette négociation. Les autorités espagnoles et les Américains eux-mêmes n'excluent pas l'idée qu'il s'agit d'une reprise de ce que l'on nomme le terrorisme « international », c'est-à-dire proche-oriental. L'Espagne avait déjà été la cible, en avril 1985, de ce type de violence, lorsque le Dôme islamique s'en était pris à un restaurant proche de la base américaine de Torrejon, faisant dix-huit morts espagnols. L'attentat de Barcelone ne ferait donc que confirmer l'hypothèse qu'il s'agit d'un acte isolé par certains groupes de trapper l'importation.

(Lire nos informations page 24.)

Arrestation en France d'un chef présumé de l'ETA militaire

Page 8

M 0147 - 1228 - 4,50 F



3790147004500

## Apaisement en Nouvelle-Calédonie

### Le numéro deux du FLNKS a été remis en liberté

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nouméa a infirmé, le lundi 28 décembre, l'ordonnance de mise en détention de M. Yeiwéné Yeiwéné, numéro deux du FLNKS, le parquet ayant fait appel de cette ordonnance délivrée par M. Michel Blanc, juge d'instruction, le 22 décembre. M. Yeiwéné est accusé de « provocation au meurtre ». A Paris, Mgr Decourtray avait, dans une interview au « Journal du dimanche », décrit la situation en Nouvelle-Calédonie comme « l'urgence des urgences ».

L'inculpation et la mise en détention de M. Yeiwéné Yeiwéné avaient suscité une très ferme mise en garde du président de la République, le 24 décembre, à bord du porte-avions Clemenceau. Le chef de l'Etat en avait appelé au respect du dialogue et de l'équité, notamment à l'égard de la communauté canaque. Au contraire, M. Jacques Lafleur, député RPR du territoire, qui s'était entretenu de ce sujet avec le premier ministre, s'était félicité d'une telle décision, estimant que son incarcération « aiderait M. Yeiwéné à réfléchir pour la prochaine fois ».

A sa sortie du camp Est, la prison de Nouméa, lundi, M. Yeiwéné s'est déclaré « plus déterminé que jamais » à poursuivre sa lutte pour l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Il a annoncé

qu'il appellerait les militants indépendantistes à faire preuve eux aussi de davantage de « détermination ». « Il faut remplir les prisons », a-t-il expliqué en demandant à ses militants de ne pas répondre aux convocations de la justice. « Laissez les gendarmes venir vous mettre les menottes, vous entrainer devant le juge : pas un mot devant le juge, laissez-les faire », a-t-il dit.

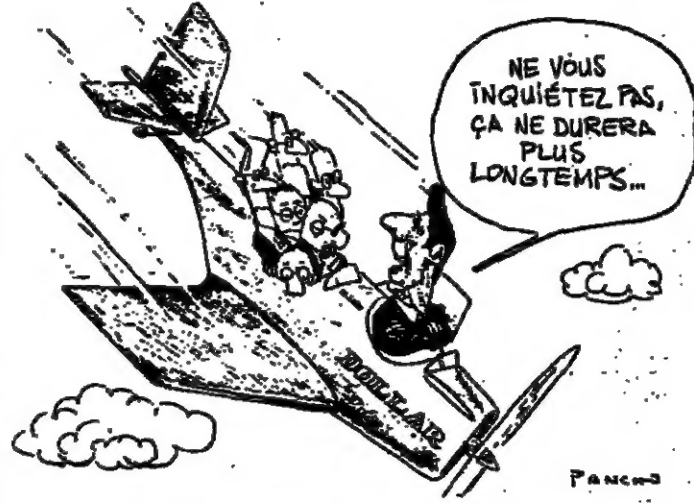
Evocuant les poursuites judiciaires engagées contre d'autres dirigeants du FLNKS, et notamment contre son chef de file, M. Jean-Marie Tjibaou, M. Yeiwéné a ensuite déclaré : « Ces mesures sont des mesures d'arrière-garde qu'on a vu appliquer dans d'autres pays ».

(Lire la suite page 7.)

## La monnaie américaine au-dessous de 125 yens

### Les banques centrales ne parviennent pas à enrayer la chute du dollar

Malgré des interventions des banques centrales, le dollar a à nouveau baissé, le lundi 28 décembre. Il a atteint ses plus bas niveaux depuis l'après-guerre vis-à-vis du yen (123,55 yens à Tokyo) et du deutschemark (1,60 DM à Francfort). A Paris, il cotait 5,43 F. Le deutschemark s'est légèrement raffermi, à 3,39 F. Après cinq jours consécutifs de baisse, la chute des cours des actions à Tokyo s'est arrêtée lundi, à la veille de la traditionnelle fermeture annuelle. A Paris, les cours étaient en baisse de 2 % à l'ouverture.



Lire page 20 l'article de ERIK IZRAELEWICZ

## La bataille de Khost en Afghanistan

Le siège est brisé, assure Kaboul. La résistance dément.

PAGE 6

## Israël et les émeutiers palestiniens

Procès en série dans les territoires occupés.

PAGE 3

## Le prochain film de Mehdi Charef

Tournage de « Camomille » dans le treizième arrondissement de Paris.

PAGE 16

Le sommaire complet se trouve page 24

## Les débats de fin d'année en RFA

### Querelles d'Allemands à la veille

BONN de notre correspondant

L'Allemagne fédérale, comme en chaque fin d'année, s'est retirée dans ses appartements. On ne parle pas ici de « trêve des confiseurs », mais de la « pause » que chacun s'accorde au sein de la famille avant de commencer la nouvelle année.

Le débat public fait relâche sur les estrades, mais il se poursuit autour des tables décorées, où les générations se retrouvent pour les

fêtes. Les événements des mois passés sont commentés, on tire le bilan d'un automne mouvementé. De la visite de M. Erich Honecker jusqu'à la signature du traité sur l'élimination des euromissiles, la République fédérale a vécu un automne faste : les choses bougent dans un sens souhaité par la majorité de l'opinion. Un peu de baume a été mis sur la plaie de la division du pays avec la nouvelle phase de rapprochement entre Bonn et Berlin-Est, et la lourde angoisse d'être un pays cible à

cause de la densité des armes nucléaires stationnées sur le sol allemand s'est quelque peu dissipée.

Les mots-clés qui animent les soirées ne sont pas cette année ceux qui firent fureur l'an passé : missiles, Tchernobyl, mort des forêts. Le pacifisme et l'écologie seraient-ils passés de mode en RFA ? Non, mais l'expression s'en est plutôt assagie.

LUC ROSENZWEIG.

(Lire la suite page 4.)

## Le Monde

### ÉCONOMIE

#### Les marchés financiers en 1987

1987 aura été une année très contrastée pour l'ensemble des Bourses mondiales. Après avoir atteint des records de hausses durant la première partie de l'année, l'ensemble des places mondiales ont été ébranlées par le krach du 19 octobre. Si les Bourses de Londres, de New-York et de Tokyo ont réussi à rester debout bien qu'ayant été très affectées, celles du Vieux Continent ont essuyé le coup de plein fouet. Une époque s'achève : après cinq années glorieuses, la Bourse-casino passe la main. Le temps de l'ingénierie financière arrive.

Pages 11 à 14.

La chronique de Paul Fabra

Page 21

## Un entretien avec le grand rabbin de France

« Notre responsabilité est de donner au juif l'envie et la fierté de le rester »

M. Joseph Sitruk, nouveau grand rabbin de France, élu pour sept ans, le 14 juin dernier (le Monde du 16 juin), prendra officiellement ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 1988. Ancien grand rabbin de Marseille, le successeur de M. René-Samuel Sirat présente ici les orientations de son « septennat », en affirmant qu'il « faut créer un nouveau courant de culture juive ». Il s'exprime aussi sur les derniers incidents en Cisjordanie et à Gaza.

« Un rabbin orthodoxe, tempéré par le chapeau méridional, est-ce que ce portrait vous plaît ?

— Plutôt qu'orthodoxe, je préfère le mot engagé, car un rabbin qui ne préche pas l'exemple, par l'engagement éthique et social de toute sa vie, n'est pas un rabbin sérieux. Au moment de se couvrir de son chapeau de prière — le taalit — le juif veille à ne pas heurter son voisin : la limite de son engagement vis-à-vis de Dieu, c'est l'exigence de l'orthodoxie. Mais une orthodoxie rigide n'est pas forcément étrangère.

— Né en Tunisie, ayant grandi à Nice et étudié à Marseille, mon centre de gravité est la Méditerranée et, d'évidence, ce tempérament facilite la communication et l'ouverture aux autres. Qui s'en plaindrait ?

— La conversion et le mariage de M<sup>lle</sup> Eric de Rothschild ont provoqué, en 1985, un malaise au sein

de la communauté entre l'autorité laïque, celle du consistoire central, et le grand rabbinat. Quelle leçon avez-vous tirée de cette crise ?

— Cette affaire ne méritait sans doute pas d'être montée en épingle comme elle l'a été. Il s'est produit une confusion des rôles sur laquelle le grand rabbin Sirat a estimé bon, en son âme et conscience, d'alerter l'opinion. Il a cru, à un moment donné, voir poindre à l'horizon le danger que le rabbinat ne soit plus la seule autorité à définir ce qui doit être une conversion et à décider d'une adhésion au judaïsme. Le consistoire s'est défendu d'avoir voulu empiéter sur le pouvoir du corps rabbinique. Le problème était plus rationnel que doctrinal et un accord a été trouvé.

— Le rabbinat craint souvent de voir son pouvoir religieux grignoté par l'autorité laïque. Êtes-vous tout à fait rassuré sur ce point ?

— Le Talmud dit : laissez l'homme qui connaît sa place... Des contacts que j'ai eus avec le président du consistoire central, je peux vous assurer que notre volonté de travailler main dans la main est totale. Je pers donc confiant et résolu à engager un train de réformes pour dissiper tous les malentendus liés à l'exercice de la fonction rabbinique et favoriser la collaboration de l'ensemble des responsables communautaires.

— Compte tenu de la diversité des institutions juives, le leader-

ship de la communauté n'est pas toujours apparent. Qui doit exercer chez vous le commandement ?

— Je ne sais pas si la communauté juive accepterait facilement d'avoir un « patron » ! La formule de la direction collégiale me paraît préférable. Mais le grand rabbin y occupe une place à part. Le statut d'institutions comme le Fonds social juif ou le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives) peut toujours évoluer. Le grand rabbin, lui, ne peut être remplacé et son autorité est exclusive. Elle est l'expression de la sensibilité profonde du peuple juif, de son attachement à une histoire, à une éthique, à une religion et à ses rites. A cet égard, dans le concert des expressions communautaires, la voix du grand rabbin est unique et irremplaçable.

— Votre prédécesseur disait souvent que l'éducation est la priorité des priorités. On a beaucoup investi dans la pierre, mais les écoles juives aujourd'hui sont loin d'être remplies en nombre et en effectifs. Est-ce que vous représentez cette priorité ?

— Nous sommes en effet en pleine pénurie de cadres — enseignants, rabbins, éducateurs — et je suis décidé à lancer un véritable programme de formation de cadres communautaires.

Propos recueillis par HENRI TINCO.

(Lire la suite page 9.)

**LE MAROC DE DELACROIX**  
DE MAURICE ARAMA

**PRIX ÉLIE FAURE 1987**  
DU LIVRE D'ART  
POUR LA MEILLEURE MONOGRAPHIE

LES ÉDITIONS DU JAGUAR  
3, rue Roquepine, 75008 Paris tél. 42.66.69.33  
DIFFUSION VILO



حکومتی ادارہ

2 Le Monde • Mardi 29 décembre 1987 •

## Débats

Les partis et l'argent

### Arrêtez le massacre !

ET si l'on rendait hommage aux hommes politiques de notre pays ? Et si l'on cessait de décrier les entreprises prises en flagrant délit, ici ou là, de soutien à ce combat des idées qui s'appelle aussi la démocratie ?

Comment peut-on avoir l'idée d'accuser, de dénoncer, de diffamer successivement les uns et les autres alors qu'aucune disposition ou procédure acceptée au terme d'un consensus réel ne leur offre d'autre alternative ?

Aucun parti, aucune campagne ne vit seulement des cotisations des adhérents.

On fait toujours — et non pas parfois — appel à d'autres soutiens.

Et, à l'exception de quelques brebis galeuses (il y en a certainement moins, et c'est heureux, que dans d'autres professions), ce n'est pas pour s'en mettre plein les poches que nos politiques font la quête, mais pour conduire leur action, acheter des panneaux d'affichage, payer leurs imprimeurs ou les faire payer par d'autres et défrayer faiblement leurs militants. On ne saurait donc leur faire un faux procès.

Si l'on veut que l'argent, venu d'on ne sait où, ne fasse pas la loi, alors, en effet, il est temps de faire une loi.

Lorsque l'on parle de contrôler le patrimoine des hommes politiques en général, c'est insultant. Le fait-on pour d'autres professions ? René Plevin disait : « Quand je suis entré en politique, j'étais un homme intègre... Je suis encore honnête. »

La vérité est tout simplement humaine : nous ne payons pas assez les cadres supérieurs de la

par MICHEL BONGRAND (\*)  
nation. Un sénateur de la République ou un député gagnent moins que le directeur des ventes d'une entreprise de 10 000 personnes, alors que leur responsabilité est infiniment plus grande. Un conseiller général n'est pas même rémunéré sur l'ensemble du territoire comme un agent de maîtrise. Alors pourquoi s'étonner que certains, très rares, les moins solides moralement, se laissent séduire par quelque remerciement pour une intervention couronnée de succès ?

#### Comptabilité et bulletins de paie

Alors, demain, quoi faire ? Tout d'abord, la comptabilité des partis doit être claire. Tout parti doit se définir comme une entreprise, par l'existence d'un siège « social » et un certain nombre de permanents rémunérés, ce qui implique l'existence d'une accession à la propriété ou de loyers, de salaires ou d'indemnités, et la tenue de livres.

Les bulletins de paie devront être produits en justification des personnels utilisés. Il serait souhaitable d'autre part que les dépenses de forces militantes comparables soient à peu près les mêmes. Cela pourrait s'appeler l'égalité des chances en politique. La loi peut la promouvoir en se basant sur le nombre d'élus de chaque formation.

Les méthodes plus ou moins clandestines de financement en

cours aujourd'hui ne sont qu'une forme de défiscalisation sauvage de la part des généreux donateurs. Ceux-ci souscrivent en frais généraux, déductibles de leurs bénéfices, et par surcroît recouvrent la TVA : double infraction.

Il importe de mettre au point un système de défiscalisation totale, s'agissant de toute contribution exercée dans le domaine politique : cela se fait déjà partiellement pour les grandes causes nationales. Le combat pour la démocratie n'est-il pas la première d'entre elles ?

Ensuite, il suffira de légaliser la totalité des sommes versées, donc reçues, en rendant leur publication obligatoire dans un BOFP (Bulletin officiel du financement politique) : ainsi, ceux qui donnent et ceux qui reçoivent ne seraient-ils plus accusés d'être des fraudeurs.

Que l'imprimeur de tel ou tel département soit payé par une société X, Y ou Z au bénéfice d'une formation politique ne gêne les Français que parce que cette formation politique et cette société ne le déclarent pas.

Lorsque, pour entretenir de bonnes relations avec les élus locaux, départementaux, régionaux ou nationaux, une entreprise finance à la fois plusieurs formations politiques, cela ne choque pas non plus les Français outre mesure. Ils peuvent s'en admettre, au moins le comprendre.

Mais ils ne sauraient accepter que cette subvention constitue une pression de nature à conduire les hommes politiques à trahir l'intérêt de plus grand nombre au bénéfice d'un intérêt particulier, quel qu'il soit. La rigueur de la loi devrait à leurs yeux sanctionner tout trafic d'influence.

Ainsi avons-nous abordé financièrement des partis et patrimoine : reste l'hypothèse du plafonnement des dépenses. Encore faudra-t-il être sûr qu'il ne peut être transgressé par des actions indirectes provenant d'autres émetteurs. Sinon cela ne serait que poudre aux yeux pour l'électeur, ce qui ne saurait être le but du législateur.

Donc, Messieurs les juges, ne tirez pas trop sur les lampistes. Les seuls responsables des affaires publiques sont ceux qui nous gouvernent, majorité et opposition réunies. Demandez-leur plutôt de « légaliser », c'est-à-dire de légiférer ce qui, tout compte fait, est la mission pour laquelle nous les avons élus.

### La justice solitaire

par ALEXIS SERGE (\*)

A PART tous ceux, de plus en plus nombreux, qu'inquiète le traitement infligé à l'institution judiciaire depuis que se succèdent les « affaires », les débats de l'Assemblée nationale sur le projet relatif à la détention provisoire fournissent peu de raisons d'espérer.

Paradoxe consternant, en effet, que celui présenté par une classe politique qui, une fois passées les vociférations et les indignations, est frappée de mutisme dès lors qu'il s'agit d'analyser la crise de la justice et d'en définir les remèdes.

La divorce n'a, peut-être, jamais été si manifeste entre une opinion publique convaincue que la justice est insuffisamment protégée des pressions de pouvoirs, de corporations ou d'individus puissants et des responsables politiques incapables d'exposer les moyens de sortir de cet état de choses.

Une telle carence étonne moyennement de la part des formations de la majorité gouvernementale. Elles se satisfont du statut actuel de la justice et des juges dans la mesure où il laisse la possibilité de congédier l'une et les autres dès qu'une affaire « gêne », et les accords disciplinaires de M. Chalon à l'égard des magistrats « agités » qui manquent à la réserve marquent la continuité d'une tradition à laquelle M. Peyrefitte donna, jadis, son expression la plus achevée. Tout au plus peut-on s'étonner de ce que certaines réflexions, d'ailleurs concises, de M. Barre ou de tel de ses collaborateurs sur la nécessité de respecter et de mieux assurer l'indépendance de la justice n'aient trouvé aucun relais à l'Assemblée nationale.

#### Evénements suspects

Beaucoup plus surprenant, et décevant, il faut le dire, est l'attitude des socialistes, qui, après avoir relevé une série d'événements suspects dans le déroulement ou le non-déroulement de certaines procédures judiciaires, n'ont pour seul diagnostic que de les qualifier de scandaleux, et n'évoquent comme unique solution que la démission de l'actuel garde des sceaux.

Est-il donc si difficile de rappeler que, les règles de droit étant l'essence même du contrat social qui permet de réguler les conflits d'intérêts entre individus ou entre groupes sociaux et de les empêcher de dégénérer en vengeance privée ou en guerre civile, la mission du juge, garant du respect de ces règles, est essentielle ?

Est-il si pénible d'expliquer que les entraves apportées au libre exercice, par le juge, de sa mission atteignent la société dans ses fondements, puisqu'elles conduisent ses membres à penser que les règles qui la fondent ne s'appliquent pas conformément à l'égalité et qu'il n'y a donc pas lieu de les respecter ?

Est-il si compliqué d'exposer que les garanties qui doivent permettre au juge d'exercer la plénitude de ses attributions sont des garanties dues à la société elle-même, et que c'est au regard de cette exigence, couramment résumée par le mot d'indépendance, que l'on doit observer l'actualité judiciaire la plus récente ?

Est-il inconcevable d'analyser les difficultés rencontrées ces derniers mois par un certain nombre de juges d'instruction et les décisions de juridictions d'appel ou de cassation à l'égard de procédures menées par quelques-uns de ces juges à partir de la simple question suivante : les garanties du libre exercice des fonctions judiciaires ont-elles été assurées, l'indépendance a-t-elle été respectée ?

Où, décrit la justice française telle qu'elle est, exposer ce qu'elle devrait être, par référence aux principes de ce que l'on appelle au fond l'Etat de droit, expression pourtant abondamment utilisée par les socialistes voici quelques années, semble dépasser désormais leurs possibilités.

On ne peut manquer de rapprocher ce constat des difficultés qu'éprouve depuis quelque temps déjà un des plus importants laboratoires d'idées de la gauche en matière judiciaire, dès lors qu'il s'agit de dessiner, d'une façon qui soit convaincante pour d'autres qu'une poignée de ses membres, les traits d'une justice efficacement protégée des pressions de toute nature.

La Syndicat de la magistrature, puisque c'est de lui qu'il s'agit, n'a-t-il pas en effet décidé, lors de son dernier congrès, de répliquer à la crise de l'institution judiciaire par... la création d'un groupe de travail ?

La place et le temps manquant aujourd'hui pour analyser en profondeur les causes de cette inertie de la gauche. Evocations simplement, comme une regrettable probabilité, la survie en son sein d'une défiance profonde à l'égard d'une justice

(\*) Pseudonyme d'un magistrat de la chancellerie qui nous a demandé de lui préserver l'anonymat.

dans laquelle la logique juridique ne serait plus jamais subsidiaire par rapport aux impératifs politiques ou à ceux de la raison d'Etat.

L'opinion que la magistrature est majoritairement conservatrice et quelques idées-forces du type « pas de liberté pour les ennemis de la liberté », « vous êtes politiquement minoritaire donc vous avez juridiquement tort », « à bas le droit bourgeois » ne constituent-elles pas un résumé trop fidèle de certaines des bases de la pensée judiciaire socialiste ?

#### Double cruauté

C'est dire que, en cette fin d'année 1987, il est difficile de placer ses espoirs de changement de la justice dans des lendemains électoraux qui chantent. On l'a vu, rien n'autorise à penser que les socialistes aient été le moindre engendrement de l'ajournement des réformes promises en 1981 ; qui devaient tendre à donner plus d'autorité au Conseil supérieur de la magistrature en élargissant sa composition et en accroissant ses pouvoirs.

La remarque de M. Wagner au cours des débats de l'Assemblée nationale sur la réforme touchant à la détention provisoire, remarque sur laquelle les socialistes n'auraient pas à se plaindre de faire aujourd'hui les frais de manipulations de la justice s'ils avaient bien réalisé les promesses faites en 1981, est doublement cruelle. Doublement, parce qu'elle est certainement l'expression de la vérité, et parce qu'elle est exprimée par la bouche d'un député du Front national. Etait-ce à un député du Front national de rappeler ce qui relève simplement du bon sens ?

La justice, est-elle, comme l'automobile des frères Dupont-Dupont dans *Tintin au pays de l'or noir* : en panne au milieu du désert, alors que les dépenses sont aussi en panne ?

La crise judiciaire actuelle paraît pourtant assez spectaculaire pour que les femmes et les hommes les plus directement concernés par le droit et la justice, avocats, magistrats, universitaires, en appellent publiquement au président de la République, garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire, et fassent valoir que le seul du crédit de la justice aux yeux de la nation requiert des mesures aussi urgentes que celle du crédit des hommes politiques, qu'une prochaine loi sur le financement des partis va renforcer.

Il ne reste que peu de temps pour prendre des initiatives en ce sens, car une fois la normalisation venue il sera trop tard.

MICHEL ALBERT.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauré (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter  
du 10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Woux.

Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS PAR MINTEL  
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO  
365 jours par an. 24 heures sur 24

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 386 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57437  
ISSN : 0395 - 2037

#### AFFAIRE MICHEL DROIT

« A vouloir trop prouver »

Vous n'avez pas cru devoir commenter sur le champ la mise au point, d'ailleurs pas mal embellie, de M. Yves Rocco sur « Des anomalies qui n'en sont pas » (*le Monde* du 23 décembre). Je vous en félicite.

Vous avez sans doute pensé, vous aussi, que ce texte se passait de commentaire ; il est certes plus accablant pour M. Rocco que pour d'autres, sinon pour M. Rocco lui-même.

Dans l'ignorance du dossier lui-même, le principal reproche qu'en effet le Français moyen peut faire à

M. Droit est d'avoir participé à une délibération dans laquelle, étant donné ses liens avec un des candidats, il ne pouvait pas juger objectivement. Or, pour M. Rocco, ces liens ne seraient pas différents de ceux que les membres de la commission, dont M. Droit lui-même, ont avec tous ceux qu'ils rencontrent dans les couloirs de Radio-France, etc. ».

A vouloir trop prouver, M. Rocco réduit tous ses louables efforts à néant, et l'on revient au point de départ : comment comprendre que le premier souci d'un innocent, M. Droit en l'occurrence, soit de supprimer le juge chargé de faire la lumière ? S'il avait eu le courage de faire face à l'inculpation, il n'aurait peut-être plus besoin aujourd'hui que des M. Rocco viennent maladroitement prendre sa défense. Et nous aurions écrit un beau gâchis « au niveau » (sic) de la justice.

JACQUES PÉNAUD  
(Als-en-Provence).

#### Au Courrier du Monde

##### BAISSE DU DOLLAR

Bon sens et contresens

Le sommaire du *Monde* du vendredi 18 décembre 1987, rubrique économie, page 37, porte le premier paragraphe suivant : « Le dollar restera orienté à la baisse après les déclarations du ministre allemand des finances. Les indicateurs économiques américains sont pourtant encore favorables. »

En apparence, rien à redire à ce texte. Chacun comprend en effet que, si les indicateurs économiques sont favorables, le dollar devrait cesser de baisser : les économistes sains ne font-elles pas les monnaies fortes ?

Hélas, le bon sens équivaut ici à un contresens. En effet, comme l'a encore répété M. Volcker à Tokyo voici quelques jours, les déficits américains sont « insoutenables ». Ce mot, il faut maintenant le prendre à la lettre. Il signifie que mieux les affaires marchent aux États-Unis et plus sera sévère la récession inévitable pour compenser ces déficits « insoutenables ».

Cela, le marché des changes l'a compris. C'est pourquoi le dollar baisse. Il baissera d'autant plus profondément que l'économie américaine gardera les apparences de sa bonne santé.

Cela n'est malheureusement pas de l'ordre des hypothèses plus ou moins probables mais des certitudes « incontournables », comme le groupe des 33 l'a démontré.

MICHEL ALBERT.

AUX  
TROIS  
QUARTIERS  
BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

SOLDES  
A PARTIR DU JEUDI 24 DÉCEMBRE

AUX  
TROIS  
QUARTIERS

SCIEN



# Etranger

Les ambiguïtés du sommet de Ryad

## Les pays du Golfe et l'Iran : la main tendue ou la menace

exporter d'étranges idées dans la société musulmane et arabe.

Le monarque, qui, après Cheikh Zayed, des Émirats arabes unis, en 1987, présidera cette année le CCG, avait commenté son discours par un « vibrant salut à la résistance palestinienne dans les territoires occupés ». « En souhaitant à ces combattants de la liberté un plein succès », le prince avait aussi mentionné « la juste cause des résistants libanais, qui combattent pour libérer leur terre », et la crise libanaise en affirmant que « les chances d'une solution venant de l'extérieur étaient très minces ».

### L'application de la résolution

Les travaux du CCG se déroulent à huis clos, il est difficile d'en connaître le contenu exact. Mais on peut se faire une idée des positions des pays du Golfe à l'égard de l'Iran. « Cheikh Zayed est prêt à se rendre demain à Téhéran s'il a le CCG derrière lui », nous disait dimanche un proche d'une délégation — et ceux qui, comme le prince, veulent une grande fermeté ne se sont pas rapprochés.

L'Arabie saoudite, qui pencherait plutôt vers les positions koweïtienes, veut avant tout préserver l'unité du CCG. C'est sans doute aussi une raison de la modération du discours inaugural du roi Fahd. En fait, chacun est conscient que l'Iran est un voisin avec lequel il faut et il faut compter, et que le CCG ne peut pas se permettre de lui faire une guerre.

Dans une conférence de presse qu'il a tenue dimanche soir, le prince Saoud Al Fayçal, ministre des Affaires étrangères, a déclaré : « Le CCG demande l'application de la résolution 598 selon les termes de l'accord conclu (c'est-à-dire, comme le veut l'Irak : cessez-le-feu, retrait des troupes aux frontières, échange de prisonniers, puis ouverture de négociations pour la résolution de la responsabilité du Conseil de sécurité de l'ONU, et c'est à lui de trouver les moyens nécessaires pour la faire appliquer ».

En réponse à une question sur la position soviétique concernant des

sanctions éventuelles contre l'Iran, le prince a déclaré : « Nous espérons que l'unanimité qui s'est manifestée pour le vote de la résolution 598 se maintiendra pour l'application de celle-ci. Il semble qu'il y ait une certaine évolution dans l'attitude soviétique. J'espère qu'elle est réelle. » Le ministre a souligné à cet égard « la responsabilité particulière des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale ».

Sollicité à deux reprises, le prince Saoud Al Fayçal n'a pas donné de détails sur la teneur du message verbal du président Assad de Syrie bal du samedi par son ministre des Affaires étrangères, M. Farouk Chalhoub, qui a été en rapport avec les efforts entrepris depuis le sommet d'Amman pour une réconciliation inter-arabe, c'est-à-dire entre la Syrie d'une part, l'Irak et l'Égypte d'autre.

Mais le ministre syrien, qui s'était rendu mercredi à Téhéran pour la première fois depuis l'appui de Damas aux résolutions du sommet arabe condamnant les agressions iraniennes, a sans doute donné quelques informations sur l'état d'esprit actuel des dirigeants iraniens.

Refusant de préciser notamment si le ministre syrien avait fait part d'un changement d'attitude de Téhéran face aux États du CCG, le prince a ajouté : « Nous espérons que l'Iran fera preuve de réciprocité envers les pays du Golfe qui souhaitent des relations de bon voisinage fondées sur la non-ingérence dans les affaires intérieures, et le respect mutuel. Malheureusement, il existe une certaine distance entre nos sentiments et l'attitude de l'Iran ».

Les travaux du CCG, qui se sont poursuivis lundi, donnent lieu en tout cas à d'intenses consultations bilatérales dans les très beaux palais des conférences de Ryad où sont logés toutes les délégations. Mais il faudra sans doute attendre la publication des relations de bon voisinage mesurées parvenues aux États du Golfe qui, pour l'instant, présentent une unité de façade plus qu'une réelle solidarité face au danger iranien, qu'ils ne perçoivent pas tous de la même façon dans la mesure où ils ne sont pas, en fait, traités parallèlement par Téhéran.

FRANÇOISE CHIPAUX.

La colère des Palestiniens de Gaza

## « En finir avec l'occupation »

GAZA de notre envoyé spécial

Le ton est celui de la colère. Et, qu'il s'agit de la colère des Palestiniens de Gaza, c'est évident. Les journalistes étrangers de passage, les Palestiniens eux-mêmes, de la ville de Gaza, dans le camp de réfugiés de Bourj, le dimanche 27 décembre, n'en témoignent pas moins de la rancœur et du ressentiment accumulés. Ici, les enfants vont stupides dans la boue, et les femmes abritées dans quelques bidonvilles; ici, il n'y a qu'un pitoyable terrain de jeux pour une population majoritairement adolescente, les égouts sont à ciel ouvert et les « routes » détournées par la pluie sont à peine praticables.

Le tableau est misérabiliste à souhait, mais il reflète la condition de nombre de réfugiés de Gaza (650 000 habitants), le plus peuplé des territoires occupés par Israël, et celui qui fut le théâtre des plus violents affrontements au cours de ces deux dernières semaines.

### Contraire

Ce dimanche, la tension était vive à Bourj, alors que plusieurs centaines de résidents de Gaza venaient d'être arrêtés. On y tient des propos de défi et de détermination. Dans la pièce qui tient lieu de « salon », quelques nappes, une armoire à glace, un poêle à pétrole, — un père de sept enfants, dont l'un a été blessé par balles, affirme qu'il n'est pas question d'empêcher les jeunes d'aller manifester. « C'est le combat de tous le monde et nous devons tous y participer ». Un jeune homme arborant fièrement un bras en écharpe, sans l'air administratif de la famille et des voisins. Il dit qu'il vient de passer trois jours à la prison d'Ansa-2, où il a été « humilié, insulté et torturé ».

Autres déclarations, mêmes récents. Cette jeune femme, Sobhiya, relate que « des soldats sont venus arrêter son mari à 2 heures du matin, sans explication ». Cette grand-mère, fliche blanc sur la tête, rapporte que l'armée a saisi, une grande lacrymogène à l'intérieur de sa maison... Et cette autre jeune femme raconte que des parents et amis « ont été embarqués » aux assés en pleine nuit, « en pyjama ».

Il y a eu un manifestant tué et plusieurs autres blessés à Bourj lors de ces quinze derniers jours. Depuis, la plupart des accès au camp ont été clos avec des murs de sable; seule, une entrée reste en service, contrôlée jour et nuit par l'armée.

Mais c'est à Jabaliya, autre camp au nord de Gaza, hébergeant plus de soixante mille réfugiés, que les affrontements furent les plus durs. C'est d'ici qu'est partie la récente tourmente dans les territoires occupés. Les premières manifestations commencèrent le 9 décembre lorsque les jeunes du camp descendirent dans la rue à la suite d'un accident de la route à l'entrée de Jabaliya, venant d'être tué lors d'une collision avec un camion israélien. Le chauffeur fut incarcéré, immédiatement, mais la rumeur de Jabaliya disait que l'accident avait été provoqué pour « venger » la mort d'un homme d'affaires israélien assassiné la veille à Gaza. L'incident était en tout cas révélateur du climat ambiant.

Depuis mercredi, le camp est bloqué par l'armée; impossible d'y entrer ou d'en sortir. Les allées et venues sont interdites, et cette cité entourée d'orangeants et qui s'étale au long de la mer au fil des arrivées des véhicules militaires. Selon le directeur de l'UNRWA (1), M. Bernard Mills, un couvre-feu très strict a été imposé, n'autorisant les habitants à sortir de chez eux qu'une heure par jour. « Depuis jeudi, poursuit-il, nos programmes d'aide humanitaire ont été arrêtés. En dépit d'un accord conclu avec l'État-major, les soldats présents sur le terrain ne laissent pas le personnel de l'UNRWA distribuer les rations alimentaires, collecter les ordures et faire fonctionner les pompes à eau à plein temps ». M. Mills voit « une punition collective » destinée « à briser la volonté des habitants de Jabaliya ».

### Deux mille colons

Bourj, Jabaliya : deux lieux qui sont Gaza, cette bande de terrain sabbatienne, d'environ 50 kilomètres de long sur 10 de large, délimitée à la frontière sud de l'État hébreu et que les Israéliens occupent depuis 1967. À l'issue du mandat britannique sur la Palestine, elle fut divisée en 1948 à 1967, sous la tutelle de l'Égypte, qui n'y laissa pas que des bons souvenirs. Durant ces

vingt années, elle devint une place forte des fedayins et le point de départ d'infiltrations vers Israël. Il n'y a « que » deux mille colons israéliens à Gaza (moins de 0,4 % de la population), mais ils disposent de près de 10 % des terres, dans un territoire où la densité démographique est une des plus élevées au monde. Il n'est pas d'attachement sentimental religieux ou historique pour Gaza de la part d'Israël (comme ce peut être le cas pour la Cisjordanie, l'autre territoire occupé depuis 1967). Mais que faire de cet immense camp de réfugiés dont ne veulent ni l'Égypte ni la Jordanie — sauf dans le cadre d'un règlement d'ensemble de la question palestinienne ?

« Les Israéliens le savent, il y aura en l'an 2000 un million d'habitants à Gaza », que vous-ils en font ? Poings serrés sur le bureau de bois noir, silhouettes altières et profil aquilin, Rachad Shawa (soixante-dix-neuf ans), maire des deux camps de Gaza, est d'humeur sombre. « S'ils avaient un peu d'intelligence, les Israéliens, dit-il, ouvriraient les yeux : la nouvelle génération, celle des jeunes, qui constitue près de 60 % de la population, est totalement désespérée, elle vit dans l'humiliation quotidienne et elle n'a plus peur de l'armée. » Croyez-moi, ces émeutes ont été spontanées, pas plus organisées par l'OLP que par le Dihad islamique, et, pour M. Shawa, « la question n'est pas de savoir si elles vont reprendre, mais quand ? » Puis il dénonce l'absence de toute perspective politique et l'indifférence « du monde occidental ».

Les jeunes de Bourj et de Jabaliya se interrogent pas sur « la conférence internationale », encore moins sur les conflits qui paralysent le gouvernement israélien. La plupart des témoignages rapportent que leur révolte, largement soutenue par la population, fut une révolte sans slogans. Au plutôt, il n'y en avait qu'un seul, qui résumait la colère des gens de Gaza : « En finir avec l'occupation ».

ALAIN FRACHON.

(1) UNRWA : « Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine », créé en décembre 1949 par l'ONU afin de venir en aide aux réfugiés palestiniens, à l'issue du conflit israélo-arabe de 1948.

## Prochaine libération ou poursuite de leur « interrogatoire » ?

### Mystère sur le sort des otages français et belges d'Abou Nidal

Le Fatah-Conseil révolutionnaire (Fatah-CR d'Abou Nidal) a annoncé dimanche 27 décembre qu'il poursuivait l'interrogatoire des huit passagers du bateau de plaisance *Silco*, dont il s'est emparé en novembre au large d'Israël, et a déclaré que l'équipage du bateau était lié aux services de renseignements israéliens. Dans un communiqué distribué à Beyrouth-ouest, le Fatah-CR n'a fait aucune allusion à une libération prochaine des deux otages, mais se trouve par ailleurs, comme l'avait annoncé samedi à Paris le président de l'Association de solidarité franco-arabe, M. Lucien Bitterlin.

Dans ce communiqué, M. Walid Khalaf, fait état de « la poursuite de l'interrogatoire de ce groupe qui réside au Mossad en France et en Belgique », et indique qu'il donnera « les éclaircissements nécessaires au fur et à mesure, afin de ne pas détourner l'attention de notre révolution en Palestine ».

M. Bitterlin avait affirmé avoir été informé par le Fatah-CR de la libération « dans les prochaines semaines et sous contrepartie » des deux filles, Marie-Laure (six ans) et Virginie (quatre ans), de nationalité française. Selon M. Bitterlin, les autorités françaises ont également été informées de cette décision. Le Fatah-CR avait d'autre part annoncé vendredi à Beyrouth que Mme Valente avait mis au monde une fille (le *Monde* daté 27-28 décembre).

Le Fatah-CR avait déclaré le 8 novembre avoir arraché le *Silco* au large de la bande de Gaza, précisant que les huit passagers de ce vieux sardinier avaient la double nationalité israélo-belge ou israélo-française. Il s'agissait de la suite qu'aucun des passagers du *Silco* n'était de nationalité israélienne ni de religion juive. Il s'agit de MM. Fernand et Emmanuel Houdékins, deux frères belges, de

Mme Godelieve Kets, épouse d'Emmanuel Houdékins, et de leurs deux enfants, Laurent et Valérie, ainsi que de M. Jacques Valente, compagnon de Fernand Houdékins, et de ses deux filles, Marie-Laure et Virginie.

Le 4 décembre, le Fatah-CR avait indiqué que l'interrogatoire de ses prisonniers touchait à sa fin et que la Croix-Rouge serait bientôt autorisée à les rencontrer. Le jour de Noël, il annonçait que Mme Valente avait mis au monde un bébé prématuré de sept mois. Dans son communiqué de dimanche, le Fatah-CR fait également état d'enquêtes « des services sionistes, américains et de Yasser Arafat en personne » pour retrouver le lieu de détention des huit prisonniers.

D'autre part, l'envoyé de l'archevêque de Canterbury au Liban, M. Terry Waite, et plusieurs autres otages occidentaux ont été déplacés par leurs ravisseurs à la faveur de Noël et conduits dans la prison de Basra, à Beyrouth-Ouest, a affirmé dimanche l'hebdomadaire britannique *Sunday Express*.

Chant un responsable non identifié de l'Agence de sécurité nationale américaine, le journal indique que ce transfert dans Beyrouth a pu être observé par le satellite espion américain *Lacrosse*, stationné en permanence au-dessus du Liban. Ce satellite, écrit le *Sunday Express*, est équipé de magnétophones et de caméras ultra-sophistiquées capables d'enregistrer une conversation par walkie-talkies au sol et d'identifier des visages « à travers d'épais nuages ou même de nuit ».

Toujours selon l'hebdomadaire britannique, les tempêtes qui ont touché la capitale libanaise peu avant Noël ont créé « les conditions idéales permettant aux extrémistes du Hezbollah de transférer leurs otages ».

À Washington, un porte-parole de la Maison Blanche s'est refusé à tout commentaire sur cette affaire. — (AFP.)

## Vague de procès après les émeutes dans les territoires occupés

JÉRUSALEM de notre correspondant

Les tribunaux militaires de Cisjordanie ont commencé, le dimanche 27 décembre, à juger des dizaines de jeunes Palestiniens — exclusivement des hommes — arrêtés au cours des émeutes de ces deux dernières semaines. Des peines de quelques mois de prison ont été prononcées à l'issue de certaines de ces présumées lors d'auditions publiques qui doivent se poursuivre dans les jours à venir. Des avocats assistent les jeunes gens, qui peuvent faire appel devant la Cour suprême. Aucune mesure d'expulsion n'a encore été annoncée, et il semble que les États-Unis aient vivement incité Israël à ne pas avoir recours à cette sanction de façon massive.

### Manifestation dans les rues de Jérusalem

Les tribunaux ont entamé ces procès alors que toutes les écoles de Cisjordanie rouvraient leurs portes pour la première fois depuis une dizaine de jours. Les émeutes furent souvent au premier rang des manifestations, et un ou deux Palestiniens tués (vingt et un ou vingt-deux selon les sources) ou blessés par l'armée (au moins cent cinquante), au cours des émeutes, on compte beaucoup d'adolescents. Si cette « rentrée » s'est effectuée dans le calme en Cisjordanie, elle n'était pas à l'ordre du jour à Gaza, où la tension reste grande, les écoles étant fermées pour une semaine encore. Selon des sources palestiniennes locales, citées

par le *Jérusalem-Post*, 85 % des cinq cents à six cents jeunes Palestiniens arrêtés à Gaza sont âgés de quatorze à dix-sept ans.

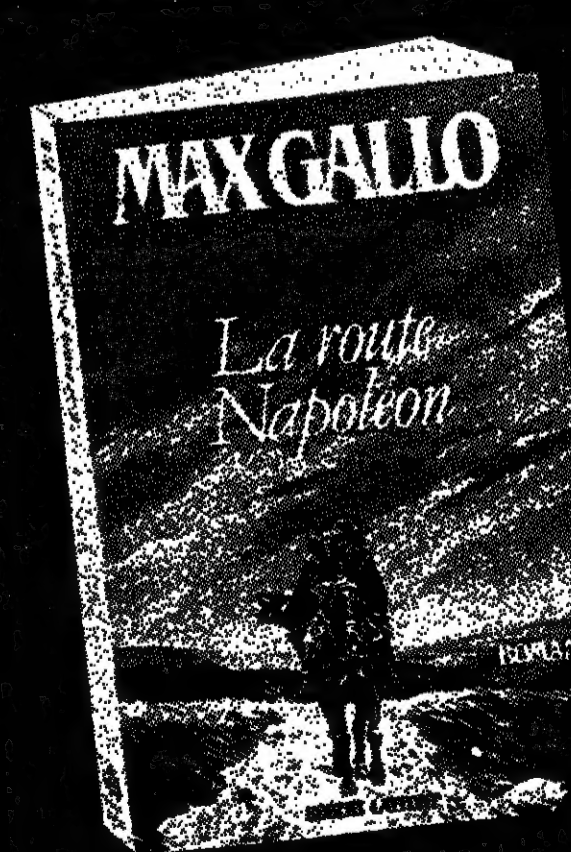
Samedi, quelque deux mille Israéliens membres du mouvement de gauche La Paix maintenant avaient manifesté dans les rues de Jérusalem avant d'être dispersés à coups de grenades lacrymogènes devant la résidence du premier ministre. Ils entendaient dénoncer la politique de gouvernement dans les territoires occupés et la facilité des mesures de maintien de l'ordre décidées pour répondre à la « question nationale palestinienne ». Les slogans affirmaient : « Le sionisme, ce n'est pas l'occupation », « Non à l'apartheid israélien », « Nous avons quitté le Liban, nous quitterons Hébron ».

Dans la nuit de vendredi à samedi, un commando de trois Palestiniens — appartenant au Front de libération de la Palestine de M. Abul Abbas — a été intercepté dans la vallée du Jourdain alors qu'il venait de franchir la frontière occidentale d'Israël avec la Jordanie. Son point de départ avait sans doute été l'Irak, où est installé le quartier général de M. Abbas. Les infiltrations dans ce secteur sont particulièrement rares. A en croire des sources militaires palestiniennes, le commando avait l'intention de mener une spectaculaire opération à l'occasion de la « journée du Fatah », célébrée le 1<sup>er</sup> janvier pour marquer l'anniversaire de la création de ce mouvement nationaliste palestinien.

AL. F.

Le Monde  
SCIENCES ET MÉDECINE

## MAX GALLO La route Napoléon



Max Gallo, l'écrivain qui sait donner sa force et son prestige au vrai roman populaire.

Noël Lioriot, L'EXPRESS

ROBERT LAFFONT

AUX  
TROIS  
QUARTIERS



سكنا في الاجل

4 Le Monde • Mardi 29 décembre 1987 •

## Diplomatie

### Le Danemark et la Pologne échangeront des informations en cas d'accident nucléaire

COPENHAGUE  
de notre correspondant

Le Danemark a signé le 23 décembre avec la Pologne un accord bilatéral par lequel les deux pays s'engagent à se communiquer les informations les plus rapides et les plus complètes possible en cas d'un accident nucléaire se produisant chez eux ou s'ils venaient à détecter sur leur territoire respectif une augmentation de la radio-activité dans l'air.

Le gouvernement de Copenhague avait conclu ou complété ces derniers mois des arrangements identiques avec ses plus proches voisins : la Suède, la Norvège, la Grande-Bretagne, la Finlande et l'URSS.

Depuis plusieurs années déjà, les Danois disposent d'une convention de ce type avec les Suédois, dont l'une des quatre centrales atomiques avait été bâtie, au début des années 70, de l'autre côté du détroit du Sund, juste en face de Copenhague, et ce en dépit des protestations répétées des écologistes des deux bords. La catastrophe de Tchernobyl devait montrer que cette convention présentait des lacunes graves et que le Danemark était très mal préparé à ce genre de mauvaise surprise. Les Suédois avaient mis en effet plusieurs heures à les alerter après avoir constaté, au nord de Stockholm, une forte hausse de la radio-activité de l'air. Ces événements avaient amené aussitôt les dirigeants danois, soucieux de tranquilliser une population inquiète, à revoir fondamentalement leur système de

contrôle et d'alerte, afin de le rendre plus efficace.

Le Parlement danois (Folketing) vient parallèlement de voter 30 millions de couronnes (25 millions de FF) de crédits pour l'acquisition d'équipements perfectionnés qui permettront, dès le début de 1988, de mettre en place un réseau de surveillance de la pollution nucléaire. Ces sommes devraient également permettre de mieux préparer la police et la défense civile à toute éventualité.

Le Danemark, comme la Norvège, n'a aucune centrale atomique sur son territoire. Il dispose seulement d'un petit réacteur pour des expériences scientifiques. L'avarie de Tchernobyl a porté le coup de grâce aux plans de ceux qui auraient souhaité développer un programme électronucléaire national.

Par ailleurs, le premier ministre, M. Poul Schlüter, suivant les recommandations répétées du Parlement, a, à plusieurs reprises, demandé officiellement au gouvernement suédois de fermer au plus vite la fameuse centrale de Barsebäck, jugée dangereuse pour l'agglomération de Copenhague. Mais, très prudents, les Suédois n'ont voulu faire jusqu'ici aucune promesse. Le référendum organisé en 1980, en Suède, sur l'avenir du nucléaire prévoit le démantèlement des quatre centrales avant 2010. Toutefois, le gouvernement de M. Carlsson n'a pas encore fixé de date précise pour le déclenchement de l'opération de fermeture des deux réacteurs actuellement en service.

CAMILLE OLSEN.

### L'URSS affirme que ses stocks d'armes chimiques « ne dépassent pas 50 000 tonnes »

Moscou (AFP). — Les réserves en armes chimiques de l'URSS « ne dépassent pas 50 000 tonnes de substances toxiques », a affirmé, le samedi 26 décembre, le ministère soviétique des affaires étrangères (MID).

Un responsable de l'armée rouge, le général Vladimir Pitkalov, brisant un silence absolu des autorités soviétiques dans ce domaine, avait laissé entendre, le 10 novembre dernier, que les stocks soviétiques en armes chimiques ne seraient que d'environ 30 000 tonnes, alors qu'il s'agit généralement évalués, de sources occidentales, à plusieurs centaines de milliers de tonnes.

L'évaluation du MID est contenue dans un document dénonçant la décision des Etats-Unis, annoncée le 16 décembre, de produire des composants binaires, une nouvelle génération d'armes chimiques. « Le ministère des affaires étrangères de l'URSS a été autorisé à annoncer que les stocks d'armes chimiques en URSS n'excèdent pas 50 000 tonnes en termes de substances toxiques. Selon les estimations des experts soviétiques, ceci correspond aux réserves d'armes chimiques des Etats-Unis. De plus, les stocks d'armes chimiques soviétiques sont situés sur le territoire soviétique », souligne la déclaration du MID.

L'Union soviétique, dans ce texte, accuse les Etats-Unis de se livrer, avec la production d'armes binaires, à « une action militariste », à une nouvelle incitation à la course aux armes chimiques et à un encouragement « à la prolifération » des armes de ce type, en « donnant un mauvais exemple aux pays qui ne les produisent pas jusqu'à présent ».

« L'Union soviétique dénonce cette action des Etats-Unis et considère qu'elle crée une situation nouvelle dans le domaine des armes chimiques qui peut requérir l'adoption de mesures de réciprocité », poursuit cette déclaration qui, toutefois, note en conclusion : « Dans le même temps, l'URSS continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les pourparlers de Genève ne soient pas déviés. »

● Essai nucléaire. — L'URSS a procédé, le dimanche 27 décembre, à un nouvel essai nucléaire souterrain « pour perfectionner sa technologie militaire » sur son polygone de tir de Semipalatinsk, au Kazakhstan (Asie centrale), a-t-on annoncé de source officielle. Il s'agit du quatrième essai nucléaire soviétique à des fins militaires depuis que l'URSS a mis fin, le 25 février dernier à son moratoire unilatéral de dix-neuf mois sur les tests atomiques. La dernière expérience avait eu lieu le 13 décembre. — (AFP.)

### Une étude de l'Union interparlementaire

### Les femmes restent très minoritaires dans tous les Parlements du monde

GENÈVE  
de notre correspondant

Une étude sur les femmes dans les assemblées législatives a été réalisée par l'Union interparlementaire, organisation où sont représentées les Parlements de la quasi-totalité des pays du monde. Cette étude porte sur cent huit assemblées parlementaires. On y constate que, dans les cas les plus favorables à la représentation féminine, celle-ci dépasse à peine le tiers de l'ensemble des députés ou des sénateurs du pays : 34,3 % en Norvège et en Roumanie ; 33,9 % à Cuba.

Dans six pays (Djibouti, Émirats arabes unis, Jordanie, Liban, Maroc, Yémen du Sud), aucune femme ne siège au Parlement, encore que, au Maroc, en Jordanie et au Yémen du Sud, les femmes soient, en principe, éligibles et éligibles. Pour ce qui est de ces deux derniers pays, de toute façon, les « parlemen-

taires » du sexe masculin sont nommés par le pouvoir exécutif.

La France, pour sa part, occupe une place des plus modestes quant aux progrès du féminisme au sein de ses assemblées. Les premières élections législatives d'après guerre (octobre 1945), auxquelles les femmes votèrent pour la première fois, ont porté à l'Assemblée nationale 443 hommes et 33 femmes seulement (soit 6,9 % du total des 476 sièges). En mars 1986, cette proportion, qui n'a jamais augmenté entre-temps, est tombée à 6,4 %, soit 37 femmes pour — ou faut-il dire contre ? — 540 hommes.

Faudrait-il, pour renverser, ne serait-ce que légèrement, la vapeur, prévoir dans les assemblées parlementaires un contingent obligatoire réservé au sexe féminin ? C'est ce qui se fait en Tanzanie, où 15 sièges (sur 244) de l'Assemblée nationale sont occupés de plein droit par des femmes.

L.V.

## Europe

### Les débats de fin d'année en RFA

### Querelles d'Allemands à la veillee

(Suite de la première page.)

Les thèmes mis en avant par les mouvements de protestation du début des années 80 ont été repris par la quasi-totalité des forces politiques du pays. Ces thèmes ne divisent plus. Ils rassemblent, et on ne se bat pas sur des nuances.

En revanche, d'autres mots sont devenus explosifs pour les colères foyers d'outrage. On fera trembler les guirlandes des sapins de Noël en évoquant la « parole d'honneur » du défunt Uwe Barschel, le ministre-président déchu du Schleswig-Holstein, le « Vermummungsverbot » l'interdiction de se masquer, que M. Franz Josef Strauss veut imposer à tous les manifestants, — et cette fameuse « Ladenschlussgesetz », cette loi d'airain de la fermeture des magasins que certains voudraient bien voir assouplir.

« Parole d'honneur ! » : Qui oserait encore aujourd'hui, en République fédérale, faire usage de cet argument de dernier ressort pour convaincre un interlocuteur de sa bonne foi ? La Belgique n'est pas la Méditerranée, et jusqu'à ce fameux 18 septembre où Uwe Barschel donna devant l'Allemagne tout entière sa « parole d'honneur » qu'il n'était mêlé en rien aux agissements de son ancien attaché de presse contre son concurrent social-démocrate Björn Engholm, on faisait un usage rarissime et solennel de cette formule. Trois mois plus tard, il ne reste rien de l'honneur d'un homme qui s'est enfui dans la mort dans une chambre d'hôtel de Genève. La commission d'enquête parlementaire mise en place à Kiel a révélé chaque jour un peu plus des turpitudes d'un politicien affaibli par l'idée de perdre le pouvoir.

### Faux serments

L'incroyable s'est révélé parfaitement exact : libéré par la mort de leur « patron », les proches d'Uwe Barschel ont confirmé l'implication directe de ce dernier dans la plus sale campagne électorale qu'ait connue l'Allemagne de l'Ouest : non content de faire dénoncer anonymement M. Engholm pour fraude fiscale, il lui avait fait téléphoner par son collaborateur Reiner Pfeiffer — l'homme qui fit ensuite éclater le scandale — pour lui apprendre, en se faisant passer pour un médecin, qu'une personne ayant eu des relations intimes avec lui était atteinte du SIDA.

Mais le fond était atteint lorsqu'il apparut qu'Uwe Barschel, accusé, avait entraîné son « petit personnel » dans le mensonge en lui faisant signer des déclarations sous serment l'immortalité. Son chauffeur, ses deux secrétaires, sont venus en larmes, devant la commission d'enquête, raconter comment Uwe Barschel avait fait pression sur eux pour

qu'ils signent des témoignages rédigés par avance. Plus que d'avoir porté atteinte à la crédibilité des hommes politiques dans leur ensemble, l'opinion publique ouest-allemande reproche, post mortem, à Uwe Barschel d'avoir démenté pour longtemps l'usage de cette « parole d'honneur » par laquelle l'homme fait alliance avec la vérité.

Si personne, aujourd'hui, ne prend plus la défense du défunt, le débat n'est pas clos pour autant : on reproche encore à la CDU du Schleswig-Holstein et à son président, M. Gerhard Stoltenberg, de mettre une certaine mauvaise volonté à nettoyer les

« casseurs » dans les manifestations de rue. Le ministre, qui est membre de la CSU de M. Franz-Josef Strauss, a particulièrement dans son collimateur le « bloc noir » masqué, porteur de passe-montagne ou de casque de moto du type « intégral », qui profite des défilés populaires pour s'adonner à la violence.

Jusqu'à-là, le Parti libéral s'était refusé à criminaliser le simple fait de dissimuler son visage. Le meurtre de deux policiers, le 2 novembre dernier, lors d'une manifestation contre l'extension de l'aéroport de Francfort, a en raison de cette résistance. Si le Parti social-démocrate et les Verts, ainsi

ment, les boutiques baissent leur rideau. Les commerçants obéissent ainsi à une loi édictée sous Bismarck et jamais modifiée depuis. De plus, du samedi 14 heures jusqu'au lundi matin, il est impossible d'acheter quoi que ce soit. Cet état de choses doit sa persistance à l'alliance des organisations syndicales des employés de commerce et des associations de patrons du petit commerce.

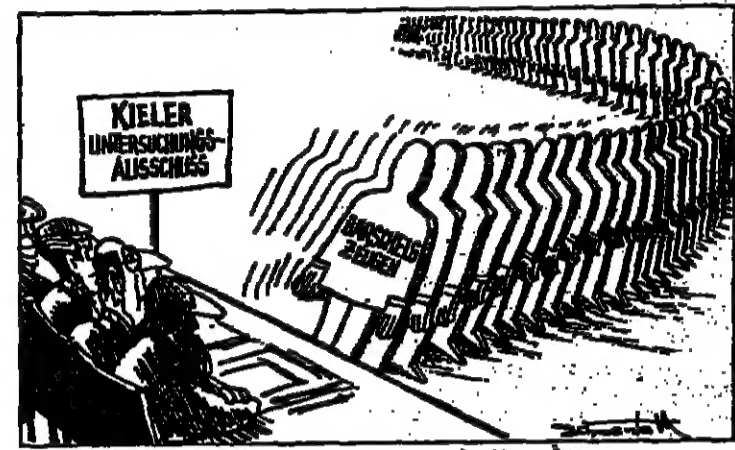
### Phildoyers pour l'ouverture

Les uns craignent que la dérégulation ne contrainne les vendeurs à travailler plus longtemps, les autres qu'elle ne favorise les grandes surfaces. Mais les Allemands de l'Ouest, qui sont de grands voyageurs, ont plutôt dans les pays voisins, notamment en France, aux défilés des croisières chaudes du dimanche, et ne supportent plus trop les rues du samedi dans les grandes villes, où l'on voit des consommateurs aux yeux hagards s'efforcer de remplir les caddies avant l'heure fatidique. Cette rigidité a été jusqu'à un secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, qui voit là un des obstacles à la relance de l'économie ouest-allemande. A quoi sert-il en effet d'être riche si l'on n'a pas le temps de dépenser son argent ?

Premier pas sur la voie de la dérégulation : en proposant leur plan de relance, le ministre de l'économie et celui des finances ont annoncé qu'ils allaient soumettre au Parlement l'institution d'un « soir de services » par semaine, où les boutiques pourraient être ouvertes jusqu'à 21 heures. Cette loi devra passer, au début de l'an prochain, l'épreuve du Bundestag, et va faire d'ici là l'objet d'un vaste débat dans le pays. Aux lobbies corporatistes et syndicaux s'opposent les patrons — qui en ont assez de voir leurs secrétaires s'effondrer pendant les heures de travail pour aller faire leurs courses ; — allié aux fidèles, qui se déolent devant le spectacle des centres des villes déserts du samedi après-midi au lundi.

Si, enfin, ces sujets n'ont pas épuisé l'ardeur à discuter dans les foyers, il reste la croisade d'une ancienne passionnaria féminine reconverte dans la pudibonderie : Alice Schwarzer, directrice du mensuel Emma, propose une interdiction totale de la pornographie, industrie florissante outre-Rhin, au nom du respect de l'image de la femme. La prochaine introduction dans la législation ouest-allemande de la notion de « viol conjugal » est aussi de nature à alimenter des controverses, ces « querelles d'Allemands », sur le droit et la loi dont on ne saurait sourire sans vexer les héritiers de Kant et de Hegel.

LUC ROSENZWEIG.



Conspiration de ténacité dans la commission d'enquête chargée de l'affaire Barschel. (Dessin paru dans le Hamburger Abendblatt.)

écuries d'Augias de Kiel. La presse est également sur la sellette : faut-il, comme l'a fait l'hebdomadaire Stern, aller jusqu'à s'introduire dans une chambre d'hôtel pour dénicher le « scoop » d'Uwe Barschel mort dans sa baignoire ? Le Spiegel était-il fondé à divulguer l'affaire en ne s'appuyant que sur les déclarations d'un témoin plutôt louches ? L'éternel débat sur l'éthique de l'information et des devoirs du journalisme d'investigation est à nouveau à l'ordre du jour.

Les électeurs du Schleswig-Holstein auront, le 8 mai prochain, leur mot à dire. M. Björn Engholm tentera à nouveau de faire basculer ce Land dans le giron social-démocrate. Il a de bonnes chances d'y parvenir, face à un parti chrétien-démocrate local que l'affaire a laissé complètement désarmé.

### Bas les masques !

Malgré les rigueurs de l'hiver, il est déconseillé de se protéger des frimas avec un passe-montagne. Cette pièce d'habillement risquera bientôt de valoir à son porteur les foudres de la loi. Le ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, à force d'obstination, a réussi à faire passer son projet de renforcement de la législation contre

qu'une partie de la hiérarchie policière, estimant suffisant l'arsenal des lois réglementant le droit de manifestation. L'émotion créée par le drame de Francfort a engendré un climat favorable pour les partisans d'une répression accrue. Quelques centaines d'autonomes, armés de lance-pierres et de cocktails molotov, que l'on trouve dans les grandes villes comme Berlin, Hambourg ou Munich, seront bientôt contraints de jeter bas les masques. Cela suffira-t-il à mettre fin aux activités des Erbschützen de la contestation violente ? Beaucoup en doutent, et estiment que cette fameuse « Vermummungsverbot », dont le ministre-président de Bavière émaille ses philippiques stigmatisant la « mollesse » de Bonn, n'est qu'une mesure démagogique destinée à rassurer les petits bourgeois effrayés, sans effet sur la réalité du maintien de l'ordre.

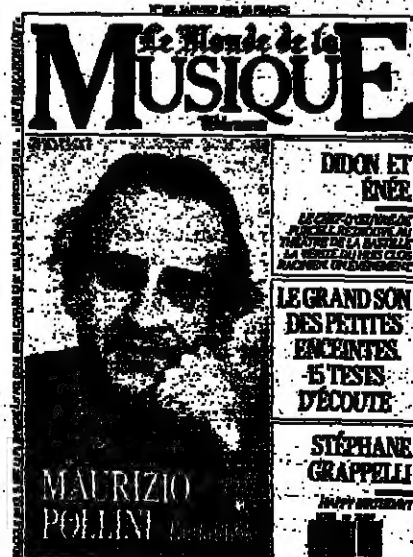
Si les libéraux de MM. Genscher et Bismarck sont obligés de se soumettre à la volonté de leurs partenaires de la coalition sur cette affaire, ils pourront se consoler en constatant que la question des horaires d'ouverture des magasins, dont ils réclament l'extension, est en train d'évoluer. La situation dans ce domaine touche à l'absurde. Une fois leur travail terminé, les citoyens de la RFA sont saisis par l'angoisse de procéder à leurs achats avant 18 h 30, heure à laquelle, impitoyable-

## POLLINI, L'INFAILLIBLE

HIFI. En quelques années, les fabricants d'enceintes acoustiques ont su améliorer spectaculairement les performances de leurs mini-enceintes acoustiques. Le Monde de la Musique a sélectionné des modèles particulièrement performants.

MYTHE. En quinze ans, Maurizio Pollini s'est imposé comme l'un des grands pianistes de notre temps. Il vient jouer en février les cinq concertos de Beethoven avec la Philharmonie de Vienne et Abbado. Le Monde de la Musique fait le point sur la carrière d'un pianiste infatigable. DRAMATURGIE. Après un « Pelléas et Mélisande » révolutionnaire à Lyon en 1985, Pierre Strasser a réuni « Didon et Enée » de Purcell. Il en a fait un huit-clos racien qui sera créé en janvier au théâtre de la Bastille. RENAISSANCE. Le plus grand musicien du XVI<sup>e</sup> siècle était aussi un écrivain qui semblait avoir trempé sa plume dans l'encrier de Rabelais. De savoureux extraits de sa correspondance.

ANNIVERSAIRE. Stéphane Grappelli fête ses 80 ans. Le pape du violon-jazz est toujours l'idole des jeunes. Un portrait en forme d'itinéraire. Les programmes de concert. La critique des disques du mois. La chronique « Ciné-son » de Michel Chion. Sapho et Peter Serkin passés à la question, etc.



Le Monde de la Musique  
25 F. Chez votre  
marchand de journaux

### Cinq millions de visites d'Allemands de l'Est en 1987

Les Allemands de l'Est ont effectué cette année cinq millions de visites en RFA, a annoncé le samedi 28 décembre, le service de presse du gouvernement de Bonn sur la foi d'informations communiquées par la RDA.

Sur ce total, 1,2 million de visites ont été le fait de personnes d'un âge inférieur à celui de la retraite. Jusqu'en 1985, la RDA, qui compte 16,6 millions d'habitants, n'accordait chaque année que de 40 000 à 60 000 autorisations pour se rendre en RFA à des responsables non salariés, publics ou communautaires.

En revanche, selon le service de presse du gouvernement allemand, le nombre d'Allemands de l'Est autorisés à venir à l'étranger en Allemagne fédérale a augmenté de 11 500 en 1987, contre 20 000 en 1986 et 36 000 en 1984.

Les statistiques des visas accordés en 1987 ont été publiées par le service de presse du gouvernement allemand. Elles indiquent que les Allemands de l'Est ont effectué cinq millions de visites en RFA en 1987. — (AFP.)



## Amériques

HAÏTI : privée d'aide économique internationale

### La junte militaire doit faire ses comptes

PORT-AU-PRINCE  
correspondance

Tristes fêtes de fin d'année en Haïti. La peur et la morosité l'ont emporté sur le désir d'oublier, ne serait-ce que quelques jours, le cauchemar de la dictature recommencée. Même les commerçants semblaient avoir renoncé aux guirlandes et aux lampions de Noël, tandis que des rumeurs de pénurie d'essence parcouraient la capitale. Un mois après les massacres qui ont anéanti l'espoir de changement démocratique, la population s'attend au pire, dès les premiers jours de janvier.

Pour les forces démocratiques appuyées par l'Eglise catholique et la grande majorité des organisations socio-professionnelles, le temps presse ! Il faut mobiliser avant le 17 janvier, date à laquelle le Conseil national de gouvernement (CNG) national organisera une nouvelle consultation électorale. Même s'il s'agit d'élections sous l'étroite surveillance des militaires et des « masques » et avec une participation minime, les tenants de l'ordre néo-duvallériste en tireraient un semblant de légitimité.

En attendant, le gouvernement militaire doit faire face à d'autres difficultés, financières et économiques. La brusque interruption de près de la moitié des flux d'aide internationale va rapidement faire sentir ses effets. Pour protester contre les tueries commises avec la complicité de l'armée, lors des élections du 29 novembre dernier, les Etats-Unis ont réduit des deux tiers leur assistance à Haïti (elle représentait environ 100 millions de dollars par an), ne maintenant que l'aide humanitaire.

Deux autres grands bailleurs de fonds, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ont bloqué deux crédits, respectivement de 17 et de 20 millions de dollars que le gouvernement haïtien attendait pour la fin décembre.

La France et la Communauté économique européenne ont également annoncé une réduction pour la première et une suspension pour la seconde de leurs programmes d'aide. « Même si aucune sanction n'a été

annoncée publiquement, le climat d'insécurité et le découragement des experts entraînent un ralentissement des projets », explique un responsable du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qui prévoit de débours 5,2 millions de dollars en 1987, et n'en donnera que 4 millions.

« Au total, c'est plus de 70 millions de dollars, en devises, qui disparaissent des recettes du budget de l'Etat », calcule M. Bernard Hadjadj, chef de la Mission de coopération française. Un trou considérable quand on sait que les dépenses publiques courantes prévues pour l'exercice 1987 s'élevaient à 190 millions de dollars.

Pour pallier cela, la réduction de 15 % à 20 % des traitements des fonctionnaires, à l'étude au ministère des finances, paraît bien insuffisante. Enfin, l'échec de la réforme fiscale, lancée en septembre 1986, a entraîné une baisse des recettes de l'Etat, accélérée par la généralisation de la contrebande, qui a permis à certains militaires de bâtir de rapides fortunes. Elle a également pour effet de transformer Haïti en dépôt de produits périmés ou de qualité douteuse. « Beaucoup de constructions financées sur crédits internationaux risquent de s'effondrer d'ici quelques années, car on a utilisé du ciment mort », achète en contrebande, révèle un banquier étranger.

#### Désastre

Pour la grande majorité des experts, le gouvernement va être contraint à la fuite en avant. Déjà la gourde, la monnaie haïtienne, est échangée dans la rue avec une décote de 22 % par rapport au dollar. Un record dans ce pays, qui connaît depuis soixante-dix ans un billet de change fixe avec le billet vert, à raison de 5 gourdes pour 1 dollar. Très ouverte sur l'extérieur, notamment depuis l'explosion de la contrebande, l'économie haïtienne est très vulnérable au réchauffement des importations dû à la dépréciation de la gourde. « Le marché haïtien s'est complètement transformé depuis quelques années, au détriment des produits locaux et

au bénéfice des importations », constate M. Charles Ciernmont, un jeune économiste haïtien. Incapable de nourrir le pays, l'agriculture génère de moins en moins de devises à l'exportation. Pour la plupart, l'abandon aujourd'hui, les plantations de café fournissaient près de la moitié des recettes extérieures du pays au début des années 70.

Les industries d'assemblage tournées vers l'exportation ne se portent guère mieux. Ces usines, qui employaient plus de 50 000 salariés il y a deux ans, ont perdu au moins dix mille emplois, et les fermetures s'accroissent, dans le textile et les articles de sport. Les entreprises d'électronique bas de gamme, qui résistaient plutôt mieux, ont depuis plusieurs semaines des difficultés d'approvisionnement en pièces détachées et de livraison. Plusieurs syndicats de dockers de la côte est des Etats-Unis boycottent en effet les cargaisons à destination ou en provenance d'Haïti. Quant aux perspectives touristiques, elles apparaissent à ce point compromises que le Club Méditerranée cherche un acquiescement pour son village haïtien.

Les espoirs de transition démocratique après la chute de Jean-Claude Duvalier avaient considérablement grossi le flux d'aide internationale vers Haïti. En moins de deux ans, 350 millions de dollars ont été déboursés. « A quel a servi tout cet argent ? s'interroge un journaliste haïtien. Les conditions de vie de la population ont empiré, les routes se sont dégradées, aucun des grands travaux promis par le gouvernement militaire n'a été engagé. »

JEAN-MICHEL CAROT.

● CHILI : sanctions commerciales américaines. — Les Etats-Unis ont décidé de retirer au Chili le bénéfice de son système généralisé de préférences commerciales, ce qui devrait réduire les importations en provenance de ce pays de 60 millions de dollars, a annoncé jeudi 24 décembre le sous-directeur du commerce extérieur, M. Alan F. Holm. Cette décision, a précisé l'administrateur américain, a été adoptée en réaction à la suppression des syndicats indépendants par le gouvernement du général Pinochet. — (AFP.)

CANADA : défi à l'hiver

### Dans les rues de Montréal une armada contre la neige

MONTREAL  
de notre correspondant

« L'hiver, c'est l'ennemi », déclare les habitants de Montréal. L'ennemi n'est pas seulement la neige, mais aussi le froid. L'ennemi est un homme d'action. Économiste de ses moyens, il vit ses passions en rafales instantanées. Les grandes tourmentes peuvent bien contester à saupoudrer 2,5 mètres de neige chaque hiver sur la métropole québécoise. Cet homme-clé, directeur de service des travaux publics de la ville de Montréal, n'en a cure, il sait qu'il se verra à bout.

Au moindre flocon qui s'annonce, dans les deux montréalaises, quatre-vingt-quatre sautoirs entrent en scène de jour comme de nuit, tandis qu'une centaine de petits engins sur chenilles déposent à toute allure leurs grains de sel sur les trottoirs. Si l'accumulation dépasse 2,5 centimètres, cent trente camions chasse-neige et cent quatre-vingts engins à niveleurs arrivent à la rescousse. Souvent à deux ou trois de front, ils repoussent l'ennemi le long des trottoirs... ou des véhicules stationnés, jusqu'à ce que la tempête s'assouisse.

L'artillerie lourde entreprend alors ses manœuvres. C'est le clou du spectacle, ce tire les enfants de leur sommeil et les amène aux fenêtres, le nez collé aux vitres. Les dépanneuses ouvrent le bal avec leurs sirènes pour éveiller l'attention des citadins distraits. La veille ou le matin même, ils ont été invités par des signaux lumineux à ne pas ranger leurs voitures sur l'un ou l'autre des côtés de la rue. Pour ceux qui persistent, les dépanneuses ne font pas de quartier : elles déplacent le véhicule gênant. Son propriétaire devra téléphoner au poste de police pour savoir dans

quelle rue voisine le retrouver, à charge pour lui de payer une amende de 60 dollars (environ 225 F).

L'impressionnant convoi qui s'annonce ne souffre en effet d'aucun obstacle. Repoussée vers la chaussée, la neige des trottoirs est littéralement aspirée par une « souffleuse ». Cet engin dangereux équipé d'une vis hélicoïdale broie la neige, la propulse dans un tuyau recouvert et le déverse dans la benne d'un camion qui avance en parallèle. Dès qu'il est plein, le suivant prend le relais et le caravane poursuit sa lente avancée.

#### Travail de Sisyphe

Ces opérations de débâtellement, confiées pour moitié aux entreprises privées, s'effectuent simultanément dans les artères principales, puis dans les rues secondaires. D'après les normes en vigueur, elles doivent être terminées dans les trois jours qui suivent la tempête s'il est tombé moins de 20 centimètres. Les services de la ville se donnent un délai d'une journée supplémentaire lorsque ce seuil est dépassé.

La pari est souvent tenu. Sur les 3 100 kilomètres de trottoirs et les 1 840 kilomètres de chaussées de Montréal, il ne reste plus que de vagues traînées blanches. Les dépanneuses ostentent parviennent tout juste à paralyser la ville une journée. Mais il faut constamment recommencer.

Ce long travail de Sisyphe mobilise pendant les six mois d'hiver environ trois mille employés qui gardent tous en mémoire les lieux « tempêtes du siècle ». Le 4 mars 1971, 50 centimètres de neige s'abattaient en vingt-quatre heures sur la métropole, balayée par des vents de plus de 100 kilomètres à l'heure.

Seuls les fondeurs et les motoneiges parviennent à circuler en ville. Le record du 29 décembre 1989 n'avait toutefois pas été battu : il était tombé 29 centimètres en trois jours.

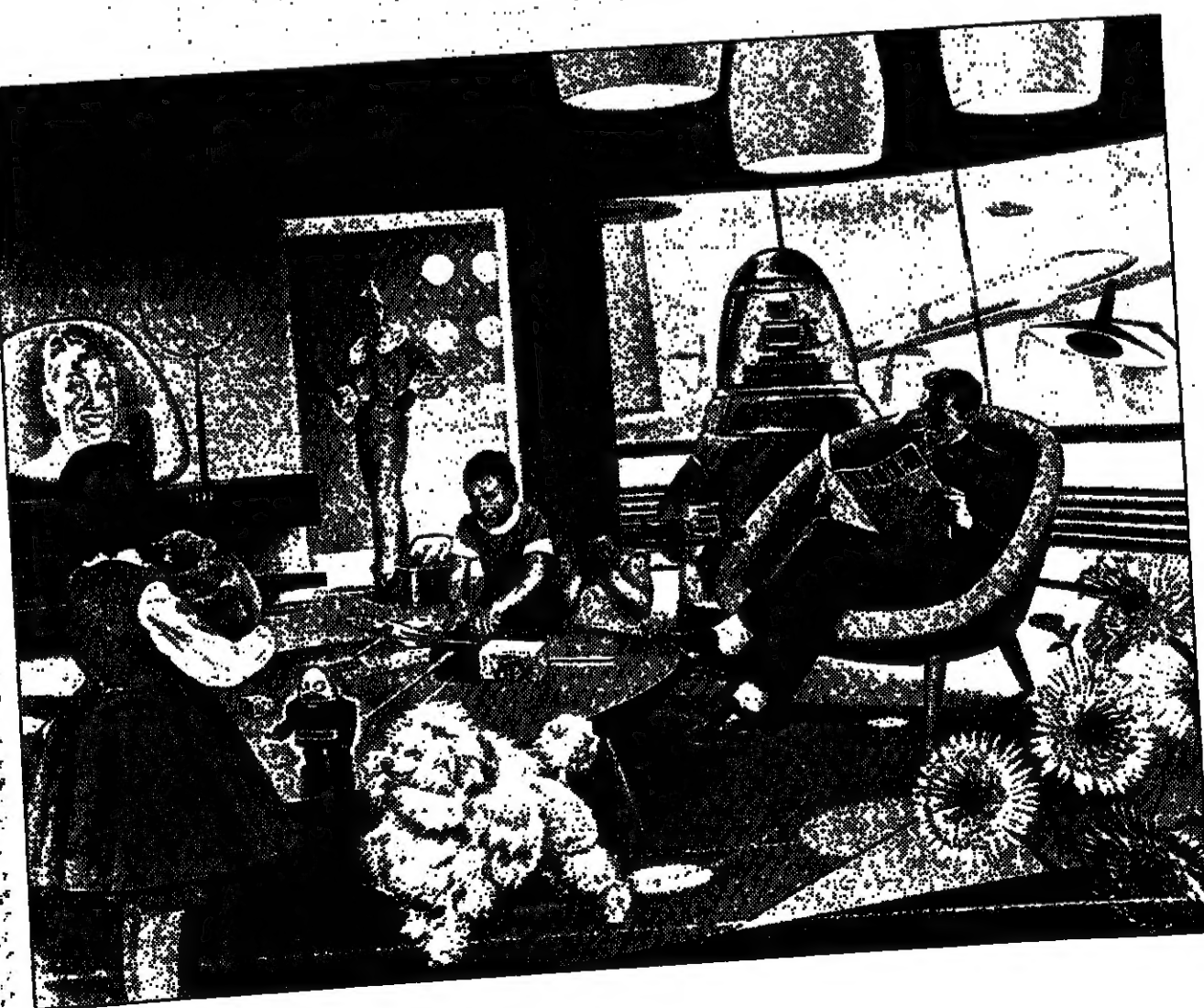
« Nulle part ailleurs vous ne trouverez système plus efficace », assure René Morency. Les services de déneigement coûteraient cette année aux Montréalais 47 millions de dollars (plus de 211 millions de francs ou encore 846 000 francs par centimètre de neige tombée), mais personne ne songerait sérieusement à réaliser des coupes dans ce budget. Souvent, la neige ne doit pas trop gêner les activités économiques nord-américaines pour obtenir droit de cité.

Montréal est la seule ville d'Amérique du Nord qui transporte sa neige sur une si vaste échelle. Les quelques 9 millions de mètres cubes enlevés chaque hiver sur chaussées sont pour un tiers déversés dans le fleuve Saint-Laurent, solution la moins onéreuse, dont l'impact sur la faune aquatique n'a pas été clairement mesuré. Le reste est déposé dans une carrière désaffectée ou dans les collecteurs d'égoûts.

Si les hommes de la ville ont presque vaincu la neige, ils restent encore partiellement impuissants devant le verglas. Lorsque la métropole se transforme en une dangereuse patinoire, que les arbres centenaires de Mont-Royal, figés dans des gâches de glace, se fracturent les uns après les autres parce que le vent s'est levé, René Morency bouillonne. « Un cauchemar, une calamité, un désastre qu'il faut des années pour réparer », dit-il. C'est le seul caprice des deux susceptibles de déclencher chez lui... une tempête.

MARTINE JACOT.

# Le chauffage de l'an 2000 existe depuis 10 ans en Hlm.



Si le chauffage au gaz naturel a 10 ans d'avance, on le doit en particulier à la relation étroite que les Hlm ont établie avec le Gaz de France.

En 1978 à Moulins, on mettait en service le premier chauffage à condensation de France.

Cette technique consiste à récupérer la chaleur de la vapeur d'eau contenue dans les produits de combustion du gaz naturel. Elle permet de réduire les charges des propriétaires et des locataires. Le Label Haute Performance Énergétique, décerné à un très grand nombre de maisons et d'immeubles neufs, en fait foi.

Depuis, le chauffage à condensation a si bien fait ses preuves que la proportion de logements neufs Hlm ainsi équipés ne fait que croître. D'un quart en juin 1982, elle est passée aujourd'hui à un tiers.

Avec résolution, les Hlm mènent le combat du mieux-vivre. Pour améliorer la vie quotidienne des habitants, il leur fallait de solides alliés, de fidèles partenaires comme le Gaz de France, capables de signer avec eux les grandes réalisations de l'habitat social.



**Hlm Aujourd'hui**  
OBJETIF : MEILLEUR VIVRE











سكنا من الاول

## Société

### Arrestation en France d'un des chefs présumés de PETA militaire

La police de Madrid est convaincue qu'Ignacio Pujana Alberdi, l'un des deux Basques espagnols arrêtés, le mercredi 23 décembre à Angoulême, est le nouveau chef militaire de l'organisation séparatiste ETA. Il aurait remplacé Santiago Araspide, dit Santi Petros, arrêté le 30 décembre à Bayonne.

Les policiers français ont cependant accueilli cette information avec prudence car ce n'est pas la première fois que l'arrestation d'un responsable ETA est annoncée, et la direction de l'Organisation indépendante est d'abord connue pour sa collégialité. L'Espagne, après l'arrestation d'Ignacio Pujana Alberdi, a précisé que ce militant présumé pourrait être l'organisateur de l'attentat meurtrier de Saragosse, le 11 décembre.

Ignacio Pujana Alberdi, âgé de vingt-six ans, a été interpellé mercredi en compagnie d'un autre militant basque lors d'un banal contrôle d'identité par trois gardiens de la paix. Leur véhicule, immatriculé dans les Deux-Sèvres, était mal garé dans une rue d'Angoulême. Les policiers s'étaient approchés alors que les deux hommes s'apprêtaient à repartir, après une courte halte. Roberto Martinez Olasagare, âgé de trente ans et marié à une Française résidant à Bayonne, s'est laissé appréhender sans difficulté, mais Alberdi a tenté de s'enfuir. Rattrapé alors qu'il possédait un pistolet de calibre 9 mm contre sa tempe, il a été maîtrisé.

Sur les deux hommes, les policiers ont trouvé des sommes d'argent fran-

çaises, espagnoles, belges et néerlandaises. Selon certaines informations, ils auraient pu se rendre en Belgique pour acheter des armes. Ignacio Pujana Alberdi, longtemps assigné à résidence dans les Charentes, était entré dans la clandestinité en France après qu'un arrêté d'extradition avait été délivré contre lui en 1986; la police espagnole, déjà, le soupçonnait d'avoir commis deux attentats en 1983 dans la province d'Alava.

Transféré à Paris, écroué, il a été inculpé par M. Gilles Rivière, juge d'instruction chargé des dossiers antiterroristes, de « tentative d'homicide » — pour avoir un instant menacé un gardien de la paix de son arme — d'« association de malfaiteurs, d'infraction à la législation sur les armes » et de « faux papiers ». Son compagnon, Roberto Martinez, a été inculpé, lui, d'« association de malfaiteurs et d'infraction à la législation sur les armes ».

#### Les attentats à Paris

### Les avocats de Mouhadjer soulignent l'absence totale de charges à l'encontre de leur client

Deux jours après la demande déposée par les avocats de Fouad Ali Saleh et visant à désaisir le juge Gilles Bouloque du dossier concernant leur client (*le Monde* du 26 décembre), les avocats de Mohamed Mouhadjer, un des principaux inculpés après le démantèlement, à Paris en mars et avril 1987, de deux réseaux pro-iraniens soupçonnés d'avoir joué un rôle dans les attentats terroristes de 1986 (huit morts, près de deux cents blessés) ont souligné, le samedi 26 décembre, l'absence totale de charges sérieuses à l'encontre de leur client.

Dans un communiqué, M<sup>re</sup> François Morette et Étienne Tardieu déclarent : « Nous ne pouvons que regretter qu'il soit impossible de publier le dossier tout entier. Ainsi apparaît, en effet, la réalité la plus claire : l'absence totale de charges sérieuses à l'encontre de Mohamed Mouhadjer, pourtant détenu depuis de longs mois. »

Mohamed Mouhadjer, trente-quatre ans, né à Baalbek, un des fiels au Liban de l'organisation extrémiste Hezbollah, marié à une Française et ayant ainsi acquis la nationalité française, avait été arrêté le 21 mars à Paris. Il était alors étudiant en philosophie à la Sorbonne.

Le communiqué des deux avocats fait suite, ont-ils déclaré, à « la publication, pour le moins insolite, de l'interrogatoire de Wahid Gerdji et des péripéties judiciaires qui en sont la conséquence » (*le Monde* du 23 décembre). Ils font ainsi allusion à l'ouverture par le parquet de Paris d'une information contre X pour violation du secret de l'instruction, après la perquisition dans le *Nouvel Observateur*, du procès-verbal de l'audition par le juge d'instruction Gilles Bouloque de M. Gerdji. C'est après cette audition que M. Gerdji avait été autorisé à quitter la France.

#### TÉMOIGNAGE

### Expulsions et contre-vérités

M. Gérard Bourreau, maître de conférence à l'université de Paris-Sud, nous a fait parvenir son témoignage sur les conditions de l'expulsion au Gabon d'Alfanzeh Youssefi, avec treize autres citoyens iraniens.

Lundi 7 décembre à 7 heures, un violent coup de sonnette nous réveille : la police — plusieurs personnes en civil — vient signifier l'expulsion d'Alfanzeh Youssefi, l'étudiante iranienne qui garde nos enfants l'après-midi. Je demande à voir l'ordre d'expulsion. Il fait une page complète mais ne contient aucun fait précis. Absurdi, je leur indique l'adresse de sa chambre. En fait, une autre équipe y est déjà et l'interroge. Auparavant, les policiers avaient longuement interrogé les

gardiens, leur faisant entendre qu'il s'agissait d'une affaire liée au terrorisme.

Mon épouse et moi avons été d'autant plus surpris de ces événements que nous savons qu'elle n'appartient pas au mouvement des Moudjahidines du peuple, ce qui pourtant aurait été son intérêt pour obtenir une carte de séjour, la caution des Moudjahidines étant, jusqu'à présent, un élément jugé très positif dans un dossier. Un argument fréquent de rejet du statut de réfugié est même : « Ne milite pas contre le régime khéméniste ».

« Initiation à notre civilisation »

En fin de matinée, je contacte M<sup>re</sup> Irène Terrel, qui accepte de défendre Alfanzeh et me demande d'accomplir un certain nombre de formalités (visite en particulier). Simultanément, mon épouse alerte Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme. Il faut faire vite car la loi ne laisse que six jours (durée de la rétention) pour présenter un recours. Contacté par Amnesty, le ministère de l'Intérieur indiquait ne pas être au courant d'arrestations systématiques d'Iraniens. C'était le début d'une longue série de contre-vérités. Un coup de téléphone au député de la préfecture me confirme que sans problème, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, je peux rendre visite à Alfanzeh.

Arrivé en milieu d'après-midi à la préfecture, j'apprends qu'elle n'est pas là. Un inspecteur très courtois m'indique qu'elle est en rétention à l'École nationale de police (ENPP) à Vincennes. Là-bas, les visites ne sont autorisées que jusqu'à 17 heures. Donc pour aujourd'hui, c'est trop tard, mais pour le lendemain 9 heures, aucun problème. Il m'assure qu'elle bénéficiera, bien entendu, de toutes les garanties de la loi française. Nouvelle contre-vérité.

Le mardi matin, j'arrive à 9 heures à l'ENPP, on me reçoit très courtoisement. Malheureusement,

les personnes en rétention ont été transférées ailleurs. Il me faudra attendre jusqu'à 10 heures pour savoir que lesdites personnes ont été expulsées par un avion militaire parti d'Evreux. L'avion n'a sans doute pas encore décollé car les formalités sont longues (passages à la préfecture puis aux domiciles des détenus pour qu'ils puissent prendre leurs effets). En fait, à part l'expulsion en vertu de l'urgence absolue, tout est faux : les expulsés n'ont pu repasser chez eux comme je l'apprendrai plus tard. Donc, encore une nouvelle contre-vérité, toujours destinée au même but : convaincre les personnes de bonne volonté que tout se passera normalement avec le maximum de garanties. Inutile de s'inquiéter, on peut faire confiance à la justice de son pays.

Dans la soirée, M<sup>re</sup> Terrel m'indique qu'un certain M. Vidal, à l'ambassade de France à Libreville, est chargé des contacts avec les avocats et les familles. Le mercredi matin, je réussis à joindre M. Vidal, qui est absolument charmant (je commence à avoir l'habitude des gens charmants). Il me donne une indication exacte : les expulsés sont à l'hôtel Mont de Cristal. Malheureusement, à chaque fois que je téléphone à cet hôtel, on me répond qu'il n'y a pas d'Iraniens. Je joins le Haut Commissariat aux réfugiés où mon interlocutrice n'a pas l'air spécialement surprise de mon récit. Elle me cite d'autres cas invraisemblables. Vendredi 11 décembre, nous recevons finalement des nouvelles indirectes : Alfanzeh est extrêmement abattue et faible.

Ces jours-ci, les étudiants qui suivaient avec elle les cours de civilisation française au centre universitaire Censier et qui viennent de pays très divers (États-Unis, pays scandinaves, Italie, etc.) ont appris la nouvelle. Ils ne comprennent pas. Ils se demandent ce qu'ils peuvent faire pour l'aider. Le ministère de l'Intérieur s'est chargé de compléter leur initiation à notre civilisation de bien triste manière.

En fin de matinée, je contacte M<sup>re</sup> Irène Terrel, qui accepte de défendre Alfanzeh et me demande d'accomplir un certain nombre de formalités (visite en particulier). Simultanément, mon épouse alerte Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme. Il faut faire vite car la loi ne laisse que six jours (durée de la rétention) pour présenter un recours. Contacté par Amnesty, le ministère de l'Intérieur indiquait ne pas être au courant d'arrestations systématiques d'Iraniens. C'était le début d'une longue série de contre-vérités. Un coup de téléphone au député de la préfecture me confirme que sans problème, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, je peux rendre visite à Alfanzeh.

#### FAITS DIVERS

### Vingt-neuf personnes tuées dans un accident de la route en Algérie

Vingt-neuf personnes ont été tuées et vingt autres blessées à la suite d'une collision entre un autobus et deux camions, survenue au cœur de la nuit de samedi 26 à dimanche 27 décembre dans la région de Stif (est algérien).

Un poids lourd, voulant doubler un autre camion stationné dans un emplacement interdit, a percuté de plein fouet un autobus venant en sens inverse. L'autocar assurait la liaison entre Souk Ahras (localité proche de la frontière tunisienne) et Alger. Plusieurs blessés sont dans un état critique, a précisé l'agence algérienne APS.


Dimanche en fin de matinée, les secouristes s'étaient toujours pas retrouvés le corps du chauffeur du poids lourd dont la cabine a été projetée loin du lieu de l'accident. — (AFP)

Les suites de l'accident du RER. — Le trafic a été rétabli, lundi 28 décembre, sur la ligne C du RER après la collision après deux trains, jeudi 8, les deux trains pris de Paris, au cours de laquelle une personne a été tuée, et quinze autres blessées dont deux très gravement.

Le conducteur du train de voyageurs, M. Théophile Leborgne, trente-quatre ans, hospitalisé à l'hôpital Foch de Suresnes était sorti du coma dimanche, mais se trouvait toujours en réanimation. Une femme d'un cinquantaine d'années, victime d'un traumatisme thoracique important, et dont l'identité n'a pas été communiquée, était, elle, aussi toujours en réanimation à l'hôpital Marie-Lannelongue de Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine). L'état des autres voyageurs toujours hospitalisés, sera jugé satisfaisant.

Alors que l'enquête de la police judiciaire et celle de l'inspection générale de sécurité de la SNCF continuent, on ignore encore, lundi, les causes exactes de l'accident.

LA PUISSANCE NE DOIT PAS SERVIR QU'À FAIRE DU BRUIT...  
ELLE DOIT PRODUIRE DE L'HARMONIE.



ET, POUR NOUS, L'HARMONIE PASSE PAR LA PRISE EN COMPTE SYSTÉMATIQUE DE TOUTES LES DONNÉES DE COMMUNICATION DANS L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE MÉDIA-ACHAT PAR L'OPTIMISATION PERMANENTE DES PLANS, PAR LA MAÎTRISE DES OUTILS LES PLUS PERFORMANTS, PAR L'EXPLOITATION DES MEILLEURES OPPORTUNITÉS DU MARCHÉ. CETTE APPROCHE NOUS A PERMIS D'ATTEINDRE, EN TROIS ANS, 2,5 MILLIARDS DE CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE DEVENIR LA DEUXIÈME PUISSANCE DU MARCHÉ.

**CONCERTO**

SE VOUS PENSEZ QU'EN PENSANT AINSI, VOUS AIDÉZ APPREZ DANIEL BERTIN OU JEAN-FRANÇOIS LANCELIER 47.22.27.27



# Société

## MEDECINE

La crise à l'hôpital catholique Bon-Secours

### Le docteur Michel Chartier a démissionné

Le docteur Michel Chartier, chef du service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital Bon-Secours, à Paris, ainsi que le docteur Bernard Defois, responsable du département de diagnostic anténatal et de fœtologie, et Mme Janine Simon, surveillante générale du service de gynécologie, ont officiellement donné leur démission à la suite du conflit qui les a opposés au conseil d'administration de l'établissement.

Celui-ci avait interdit toute nouvelle pratique de fécondation artificielle dans cet hôpital catholique (le Monde du 15 octobre et du 4 décembre). M. Chartier précise qu'il avait été « contraint à cette démission en raison des injonctions du conseil d'administration de l'hôpital, contraires à sa conscience de gynécologue et de catholique ». Il quitte Bon-Secours, ainsi que ses deux collègues, avec des indemnités.

Dans une interview à l'«*Écho du 28*», le docteur François Forestier, chef de service de biologie au centre de diagnostic prénatal, a déclaré que « ce qui se passe tient uniquement à la pression très forte de l'archevêché de Paris ». Le Vatican a condamné, le 10 mars

1987, toute forme de procréation médicalement assistée. Or, plus d'une dizaine de naissances *in vitro* ont eu lieu depuis dix-huit mois à Bon-Secours. Par ailleurs, le cardinal Lustiger avait écrit en novembre 1986 aux médecins catholiques de son diocèse pour leur rappeler qu'il se prononçait pour le diagnostic prénatal à la condition que celui-ci ne provoque pas d'interruption de grossesse.

S'il est représenté dans le conseil d'administration de l'hôpital Bon-Secours, l'archevêché de Paris dément toute intervention directe du cardinal Lustiger dans la polémique. Président du conseil d'administration de l'hôpital, M. Moroselli a jusqu'à présent refusé de s'exprimer publiquement sur cette affaire.

■ **PRÉCISION.** — M. Bery nous demande de préciser que, contrairement à ce qui figure dans le rapport établi par le docteur Bernard Serru à la suite de l'enquête de l'inspection générale des affaires sociales sur la gestion du Comité français d'éducation pour la santé (le Monde du 18 décembre), il n'a pas perçu un salaire de 28 866 francs au sein de cette association.

## SCIENCES

### Mort du physicien Jean-Jacques Trillat

Le physicien Jean-Jacques Trillat, membre de l'Académie des sciences, est mort le jeudi 24 décembre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, à Versailles (Yvelines), où il résidait.

Ancien président de l'Académie des sciences et de l'Institut de France, Jean-Jacques Trillat a travaillé entre les deux guerres avec M. Louis de Broglie et son frère, Gabriel. Cet homme de sciences passionné par l'étude de la matière a réalisé le premier microscope électronique français.

[Né le 8 juillet 1899 à Paris, Jean-Jacques Trillat a fait ses études à l'école supérieure de physique et de chimie de Paris et à la faculté des sciences de la capitale. Après avoir travaillé avec le duo de Broglie et son frère, il est devenu professeur de 1925 à 1933, il est devenu professeur à la faculté de Besançon, puis à celle de Paris. Après la guerre, il est nommé directeur du laboratoire de rayons X et d'électronique du Centre national de la recherche scientifique. En 1959 il a rejoint l'Académie des sciences au Palais de l'Académie en 1974, année pendant laquelle il a succédé à son père à la présidence de l'Institut de France. Spécialiste de la structure des métaux et alliages, Jean-Jacques Trillat a été conseiller scientifique de nombreuses sociétés industrielles. Grand officier de la Légion d'honneur, il était aussi un passionné de photographie dont il présidait la Société française.]

## PATRIMOINE

### Un gros cadeau

Les Français sont généreux. Ils l'ont prouvé récemment encore avec les engagements pris dans la lutte contre la myopathie. Mais le don n'est pas toujours simple. Encore faut-il quelque chose pour le recueillir. L'association qui connaît en ce moment Alfred Sauvy est symptomatique. Elle possède une bibliothèque... exceptionnelle d'ouvrages anciens, amassés volume par volume en trente ans. Valeur inestimable : 1 200 livres reliés pleins peu publiés de 1500 à 1789. Ils portent tous sur l'économie et la population, de Jean Bodin à Nodding, en passant par Caution, Dupont de Nemours, Mirabeau, etc.

Cette collection, sans égale dans le monde, pourrait être vendue dès demain par son propriétaire à des Japonais ou à des universités américaines, et Alfred Sauvy a éconduit également un libraire français prêt à l'acheter « très cher », parce qu'il voudrait que cet ensemble soit mis à la disposition d'une bibliothèque plus ou moins spécialisée.

Mais ce cadeau... coûte, paraît-il, trop cher. Il faut environ 50 mètres de rayons et une ou deux personnes pour la conservation et la mise à la disposition des lecteurs. L'Institut national d'études démographiques (INED) a renoncé, faute de moyens, ainsi que l'Académie des sciences morales et politiques. Qui parle en France de sauvegarde du patrimoine ?

P.D.

## RELIGIONS

### Un entretien avec le grand rabbin de France

(Suite de la première page.)

« Mais c'est un travail de fond considérable qui doit être ici engagé. Car je ne crois pas que l'éducation seule doive être promue comme la priorité des priorités. Je lui préfère la culture. »

« S'il faut s'occuper des enfants qui vont à l'école juive, il faut suivre aussi ceux qui n'y vont pas, ceux qui sont à la crèche, les adultes, le troisième âge, etc. C'est tout le peuple juif qu'il faut mettre ou remettre en relation, le plus étroitement possible, avec son patrimoine spirituel. »

« Ma priorité sera donc la création d'un véritable courant, capable de susciter là où elle n'existe pas, la motivation religieuse la plus profonde. Et cela ne se fait pas à coup de gros budgets. Il faut redonner aux juifs, dans toutes les couches de la communauté, l'envie de retrouver ou de mieux connaître le message de leur peuple. Cette culture passe par l'école, mais aussi par tous les aspects de la vie sociale, professionnelle, intellectuelle, artistique, par les loisirs, etc. Depuis des années, j'organise en cette saison, à la neige, des séminaires de culture juive. »

#### « Un paradoxe permanent »

« Dans cet appel à la renaissance d'une véritable culture juive, n'y a-t-il pas une sorte de hantise devant l'assimilation galopante de la communauté par l'école laïque, par les mariages mixtes ? Chacun sait que l'assimilation est un processus en termes sociologiques. Votre « combat » n'est-il pas d'abord un contre-combat ? Une réaction de survie ? »

« Je réponds qu'à la fois on naît juif et on le devient. Si je me contente d'être juif de naissance sans être juif d'essence, alors je suis un paradoxe permanent. Le judaïsme porte en lui une conception qui englobe tous les domaines de l'existence. Doit-il pour autant être un système coercitif ? Si on oblige un homme à être ce qu'il ne veut pas être, on va de conflit en conflit. En revanche, notre responsabilité est de donner au juif l'envie et la fierté de le rester, lui expliquer que le judaïsme est une appartenance qui l'enrichit et enrichit la nation qu'il enrichit autour de lui. »

« Dans ses tensions actuelles, la société israélienne est-elle jusqu'à un certain point une question existentielle. Ici en Occident, la communauté juive ne mourra pas. Le seul danger qu'elle se révèle la porte trop facilement ouverte à la culture environnante — sans le contrepoint de notre propre culture — est provoqué dans notre communauté des bouleversements qui ont pu paraître naturels à certains, mais que je déplore profondément. Le réajustement a commencé à se faire. Il faut l'accroître en quantité et en qualité. »

« Dans vos premières interventions, vous insistiez sur la Loi. Vous lui attribuez une importance capitale. Parce que l'essentiel de notre culture est la Loi. Il refuse de me laisser entendre dans le schéma qui distingue la Loi, avec son contenu soc. réformateur, voire conservateur, du reste de la culture, connoté en termes de progrès. La culture juive, pour moi, a un contenu spirituel. Elle est un ensemble de connaissances bibliques, talmudiques, capables de donner à tout juif envie de rester, sans concession sur son identité mais sans fermeture aux non-juifs. »

« Cocktail explosif ? Mais la vie n'est pas autre chose qu'un risque couru en permanence. Celui qui refuse ce risque n'a qu'à décider de sa propre mort. Le suicide est un refus de vivre. Si on accepte de vivre on accepte de prendre des risques. »

« Entre des tendances laïcarisées ou intégristes et des tendances libérales ou assimilationnistes, les risques de division ne manquent pas dans la communauté. Que comptez-vous faire pour maintenir son unité ? »

« Je laisse à Marseille la seule et, peut-être, la dernière communauté juive unie en France. Et dans

mon bilan, c'est le résultat dont je reste le plus fier. A Marseille, il n'existe pas deux communautés, deux rabbinnats, deux systèmes de cash-rout, mais une communauté avec toutes ses composantes. Le grand rabbin doit être, avec l'aide de Dieu, le point de rassemblement de toutes les sensibilités juives. Je ne veux exclure personne de ma démarche communautaire, mais au contraire associer, rassembler tous ceux qui veulent travailler, à leur manière, pour que vive le peuple juif. »

#### « Menaces sur la démocratie »

« En 1981, la communauté juive avait pris position dans une sorte de « vote-secrétion » visant M. Giscard d'Estaing. Faut-il s'attendre, pour l'élection présidentielle de 1988, à un engagement de votre part ? »

« En tant que communauté, nous devrions nous garder de tout électoralisme et de faire campagne pour ou contre un candidat quel qu'il soit. En revanche, il est normal qu'un juif, en tant que candidat à la présidence de la République — c'est ce que nous allons faire — sur son attitude à l'égard d'Israël, sur les questions du racisme et de la xénophobie, sur leurs intentions à l'égard du développement culturel et religieux de notre communauté. »

« On dit déjà que le vote juif ira cette année à Jacques Chirac ou à François Mitterrand. Qu'en est-il ? »

« Je peux vous assurer que la communauté n'a de sympathie exclusive pour aucun homme politique. Elle n'est ni mitterrandienne ni chiraquienne. Mais il est vrai qu'en raison de prises de position ou d'attitudes passées, elle a une certaine estime pour les deux personnalités dont vous avez cité les noms et qui ont montré une grande attention aux problèmes de notre communauté. »

« Vous n'avez vous-même jamais caché votre amitié pour M. Gaston Defferre, de son vivant, et M. Sraï pour le président de la République. »

« Je n'en ai jamais abusé non plus. Je crois avoir gardé le sens de l'intérêt collectif. Ce serait un amalgame déplacé de dire que M. Sraï et moi-même avons des sympathies socialistes, parce que nous avons eu, l'un et l'autre, des rapports chaleureux et de qualité avec des personnalités socialistes. Quel que soit le prochain président de la République, j'envisage d'avoir avec lui les relations les plus amicales et les plus saines. »

« Et quelle sera votre attitude par rapport au Front national, que vous considérez comme antisémite ? »

« Il faudrait être naïf pour ne pas voir le danger que font peser les théories du Front national sur la communauté juive. Autant certains de ses responsables peuvent se taxer d'une honnêteté qui n'est pas usurpée, autant d'autres d'extrême-droite qui affichent une réelle xénophobie et font peser une réelle menace sur la démocratie. »

« J'ose espérer que la grande majorité des électeurs sauront garder la tête froide et faire preuve de la sérénité et de la maturité nécessaires pour que jamais la France, ni même une région ou une mairie — le

danger est à chaque niveau — ne bascule dans l'extrémisme. Il faut tout faire pour éviter de déformer le caractère pluraliste et démocratique de la France. »

« Pensez-vous que le temps soit venu pour un authentique dialogue entre les religions ? »

« La société a besoin de l'éclairage donné, dans leur pluralité, par les autorités religieuses du pays. S'agissant des questions dogmatiques et doctrinales, il va de soi que chaque Eglise ou chaque religion doit exprimer sa spécificité. Mais, sur les droits de l'homme, sur l'accueil de l'étranger, nous pourrions plus souvent nous exprimer ensemble. Tout ce qui peut être mis en commun et peut donner aux croyants le sentiment qu'ils vont dans le même sens me paraît de nature à faire diminuer les tensions sociales, la xénophobie, l'intolérance et le racisme. Le seul danger serait de faire des amalgames et de tirer des conclusions trop hâtives d'un dialogue interreligieux, jusqu'à dire que toutes les religions sont identiques, se valent, et que vive la religion unique ! »

#### « Le deuxième souffle du sionisme »

« On perçoit une double désaffection à l'égard du sionisme. L'enthousiasme est en effet moins grand aujourd'hui pour aller s'installer en Israël («*alyah*»). Et les événements en Cisjordanie et à Gaza risquent de ternir son image. Qu'en pensez-vous ? »

« Il est impossible de nier cette désaffection, statistiquement prouvée. Le nombre de juifs, et de juifs français, qui vont s'installer en Israël est en nette diminution. Je crois pourtant qu'il s'agit seulement d'un passage. L'enthousiasme qui avait suivi la création d'un Etat pour les juifs est retombé, et le sionisme est à la recherche d'un deuxième souffle. »

### Jésus a-t-il marché sur le « toit du monde » ?

NEW-DELHI de notre correspondant en Asie du Sud

C'était donc ça ! A l'époque, en 1894, lorsque M. Nicolas Notovitch, journaliste russe, avait affirmé, personne ne l'avait cru. Et pourtant ce globe-trotter avait ramené d'un voyage en Tibet en 1887 des preuves « irréfutables » permettant d'écarter un épisode bien mystérieux de la vie de Jésus.

Celui qui en effet était le Christ entre sa première apparition au temple de Jérusalem, à l'âge de quarante ans, et le début de sa vie publique, lorsqu'il avait vingt-huit ans ? Question apparemment insoluble à laquelle seul M. Notovitch avait répondu : Jésus était... en Inde.

A Lhasa, la capitale du Tibet, ce journaliste-historien avait vu un ancien manuscrit bouddhiste attestant que celui que les lamas appelaient «*Issa*» n'était autre que le fondateur du christianisme.

« Je pense que l'idée sioniste n'est pas en perte de vitesse, mais que, en raison de difficultés concrètes, la décision de s'installer en Israël est plus complexe qu'hier. Certains sont capables de les surmonter, et, en un sens, l'*alyah* est plus qualitative aujourd'hui que plus quantitative d'hier. Cela dit, c'est d'une *alyah* quantitative dont Israël a besoin, pour son existence même. »

« Quant aux images de la répression menée en Cisjordanie et à Gaza, je ne crois pas qu'elles soient dissuasives. Dans ces événements, la solidarité des juifs à l'égard d'Israël n'est pas inconciliable, mais logiquement, il y a un tel amour de la vie, que le juif a grand besoin de l'existence des autres, que le fait de tirer dans une foule, qui heurte profondément notre sensibilité, ne peut être considéré comme un acte de légitime défense. Nous déplorons tout autant la méthode qui consiste à attaquer les Israéliens, militaires et civils — car n'oublions pas les innombrables crimes commis contre des civils Israéliens désarmés — puis à envoyer en première ligne des femmes et des enfants. »

« Les incidents répétés de nature religieuse en Israël ne traduisent-ils pas l'incertitude d'une société qui se cherche ? »

« Vous avez raison, et ce problème de l'équilibre interne à trouver dans un Etat qui est encore jeune est aussi grave que le précédent, lié aux menaces venant de l'environnement géographique. Mais comment voulez-vous que, avec un tel passé et des disparités internes aussi grandes, la société israélienne ne soit pas encore en train de se chercher ? Je suis convaincu que, sur cette question de l'équilibre, les communautés en exil, qui elles aussi ont dû résoudre des problèmes de coexistence, peuvent donner l'exemple. »

Propos recueillis par HENRI TINCO.

## CALIXTHE BEYALA

Calixthe Beyala  
C'est le soleil qui  
m'a brûlée

la rage  
d'être aimée



roman / Stock

Le Monde  
sur minitel

MINI JOURNAL

Le Tour du Monde en 10 écrans

3615 TAPEZ LEMONDE



سكنا من الاجل

10 Le Monde • Mardi 29 décembre 1987 •

## Le Carnet du Monde

### Décès

— Pélouse, Montpellier, Barcelone, Paris, Athènes.

Enio Anastasi, son mari, Nicolas et René Boviatzis, ses parents, Alexandre Boviatzis, son frère, Ariane Boviatzis, sa sœur, Nicolas Villodre, son beau-frère, Toute la famille, Et tous ses amis, ont l'immense douleur d'annoncer la mort, survenue à Pérouse (Italie), le 17 décembre 1987, de

**Marietta BOVIATZIS-ANASTASI**, docteur en sciences politiques, enseignante à l'université de Sizane, âgée de quarante ans.

— Michel et Mireille Dauphin, ont la profonde tristesse de faire part du décès, le 23 décembre 1987, de leur grand-mère

**Jeanne MASSIER.**

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

19, rue Victor-Hugo, 92240 Malakoff.

— M<sup>me</sup> Jean Parizel, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Patrice Hensault-Parizel, M<sup>me</sup> Dominique Hensault-Parizel, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Parizel, Et toute la famille, vous font part du décès accidentel de

**M. Jean PARIZEL.**

leur époux, père, frère et parent, survenu le 13 décembre 1987, à l'âge de soixante ans, à Paris.

Le service religieux sera célébré le mardi 29 décembre 1987, en l'église Notre-Dame-des-Oranges, 81, rue Haxo, 75020 Paris, où l'on se réunira à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Thiais-Parisien, dans la caveau de famille.

9, rue Irène-Blanc, 75020 Paris.

— Gerry Pons, son épouse, Marie-Christine Pons, Jean-Didier et Annie Pons, ses enfants, Stéphanie Pons, sa petite-fille, Et toute la famille, vous prient d'assister aux obsèques de

**Victor PONS,**

qui s'est endormi dans la paix du Seigneur le 26 décembre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 décembre, à 9 h 30, en l'église de Saint-Rémy de Gif-sur-Yvette (Essonne).

Selon sa volonté, vos offrandes seront transmises au mouvement ATD-Quart-Monde.

Ni fleurs ni couronnes.

58, rue de Paris, 78740 Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

— Le président-directeur général, la direction, Et l'ensemble du personnel de la Société des produits du lait, font part du décès de leur ancien collaborateur

**Victor PONS.**

### CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal, 7, r. de Valenciennes, 75427 Paris Cedex 03. Tél. MONPAR 950 572 F. Télécopieur : 45-22-06-81. Renseignements : Tél. 42-47-85-03. Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 68 F  
Abonnés (avec justificatif) ..... 50 F  
Communications diverses ..... 72 F  
Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

— Nous apprenons le décès de **François SAULIEU de la CHOMONERIE,** survenu le 25 décembre 1987.

(Né le 18 février 1907, à Lugey-le-Libre (Belle), France de Sauleu - de son nom de plume - a consacré son existence à la défense des conducteurs de poids lourds et des activités de presse. Secrétaire de la Confédération des chauffeurs-routiers et des salariés de France, et président de l'Union internationale des chauffeurs-routiers, il dirigeait le mouvement des transports depuis 1973.)

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Hélène SPITZER**

rapportée à Dieu dans sa centième année. Les obsèques seront célébrées le mercredi 30 décembre 1987, à 16 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul à Ivry (mère Marie d'Ivry).

11, rue Raspail, 94300 Ivry-sur-Seine.

### Anniversaires

— Louise ERUIMY.

Il y a un an, quittait les siens.

Son merveilleux souvenir restera toujours présent.

— Il y a un an nous quitte

**Jacques LANDAULT.**

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

— Pour le premier anniversaire de la mort de

**Henri LEVI,**

ingénieur civil des Mines, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

78290 Croissy-sur-Seine.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des vendredi 25 et samedi 26 décembre 1987 :

#### DES DÉCRETS

— N° 87-1032 du 21 décembre 1987 portant publication de l'échange de notes des 11 février 1986 et 8 avril 1987 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume d'Espagne complétant les accords sous forme d'échanges de notes des 25 août 1969 et 25 juin 1971 relatifs à la création d'un bureau à contrôles nationaux juxtaposés en gare de Carbière.

— N° 87-1033 du 21 décembre 1987 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada relatif à la navigabilité aérienne.

— N° 87-1034 du 22 décembre 1987 portant publication de la convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, faite à Vienne le 11 avril 1980.

— N° 87-1036 du 24 décembre 1987 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux offices publics d'aménagement et de construction.

— N° 87-1037 du 22 décembre 1987 modifiant le décret n° 86-571 du 14 mars 1986 fixant les modalités d'ouverture et de clôture de la chasse.

#### UN ARRÊTÉ

— Du 23 décembre 1987 relatif à l'admission dans les écoles préparant aux diplômes d'Etat d'ergothérapie, de laborant d'analyses médicales, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de masseur-kinésithérapeute, de pédicure-podologue et de psychomotricien.

#### UNE CIRCULAIRE

— Du 12 octobre 1987 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (application de la directive communautaire CEE n° 86-280 du 12 juin 1986 relative aux rejets de tétrachlorure de carbone, de DDT et de pentachlorophénol).

## Communication

Polémiques autour de « Questions à domicile »  
« L'Humanité » accuse TF 1 d'avoir « censuré » un témoignage de résistant

L'Humanité des 26 et 28 décembre a lancé une polémique contre l'émission de TF 1 « Questions à domicile », reprochant à TF 1 d'avoir « censuré » un interview de Roger Le Hyaric, ancien chef des FTP du Morbihan, qui assurait que Jean-Marie Le Pen n'avait jamais été résistant. L'Humanité fait le même reproche au Monde, qui avait publié dans ses éditions du 17 décembre un portrait du chef de file de l'extrême droite et n'avait pas donné la parole au commandant des FTP du Morbihan. « Qui a pris la décision d'éliminer le témoignage de Roger Le Hyaric ? A la demande de qui et pourquoi ? », s'insurge Gilles Seneje, tandis que Claude Cabanes, rédacteur en chef de L'Humanité, assure dans son éditorial que le fait que Jean-Marie Le Pen soit passé deux fois, depuis la création de cette émission, à « Questions à domicile » relève d'une entreprise de pilotage programmée au plus haut niveau de l'Etat. Anne Sinclair a précisé de son côté que Roger Le Hyaric avait été sollicité comme beaucoup d'autres pour la réalisation d'un portrait de l'invité qui tenait en huit minutes, et que cette interview-là, comme beaucoup d'autres, n'a pas été utilisée.

Claude Cabanes livre lui-même, dans son éditorial, le texte d'un tel scénario : « On a décidé d'éliminer l'interview. Une fois de plus, il s'agit de démontrer que... le PS n'est pas à droite : « Le Pen est allé au Parti socialiste, écrit-il. Il fait usage de sa notoriété pour son opération d'alliance avec le droite dite résistante, comme on l'a vu récemment en Champagne-Ardenne et en Ile-de-France... » J.-M.C.]

— M. Robert Maxwell envisage l'achat du New York Post. — M. Robert Maxwell, président de Maxwell Communication Corporation, vient de déclarer qu'il envisageait d'acheter le quotidien le New York Post, actuellement contrôlé par le patron de presse australo-américain M. Rupert Murdoch. Les deux géants de la communication se sont rencontrés à ce sujet. M. Maxwell a indiqué que ce rachat se ferait si le prix était juste : le groupe du magnat britannique, qui dispose de 8 milliards de francs directement mobilisables, a besoin d'une acquisition majeure aux Etats-Unis, a-t-il déclaré. M. Maxwell, il a précisé en outre que le territoire américain lui semblait idéal pour lancer « un tabloïd couleur de meilleure qualité que USA Today », qu'il voulait concurrencer. Mais il a ajouté que la décision concernant ces deux projets exigeait du temps.

— N° 87-1033 du 21 décembre 1987 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada relatif à la navigabilité aérienne.

— N° 87-1034 du 22 décembre 1987 portant publication de la convention des Nations unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, faite à Vienne le 11 avril 1980.

— N° 87-1036 du 24 décembre 1987 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif aux offices publics d'aménagement et de construction.

— N° 87-1037 du 22 décembre 1987 modifiant le décret n° 86-571 du 14 mars 1986 fixant les modalités d'ouverture et de clôture de la chasse.

— N° 87-1038 du 22 décembre 1987 relatif à l'admission dans les écoles préparant aux diplômes d'Etat d'ergothérapie, de laborant d'analyses médicales, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de masseur-kinésithérapeute, de pédicure-podologue et de psychomotricien.

— N° 87-1039 du 22 décembre 1987 relatif à l'admission dans les écoles préparant aux diplômes d'Etat d'ergothérapie, de laborant d'analyses médicales, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de masseur-kinésithérapeute, de pédicure-podologue et de psychomotricien.

— N° 87-1040 du 22 décembre 1987 relatif à l'admission dans les écoles préparant aux diplômes d'Etat d'ergothérapie, de laborant d'analyses médicales, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de masseur-kinésithérapeute, de pédicure-podologue et de psychomotricien.

— N° 87-1041 du 22 décembre 1987 relatif à l'admission dans les écoles préparant aux diplômes d'Etat d'ergothérapie, de laborant d'analyses médicales, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de masseur-kinésithérapeute, de pédicure-podologue et de psychomotricien.

— N° 87-1042 du 22 décembre 1987 relatif à l'admission dans les écoles préparant aux diplômes d'Etat d'ergothérapie, de laborant d'analyses médicales, de manipulateur d'électroradiologie médicale, de masseur-kinésithérapeute, de pédicure-podologue et de psychomotricien.

## Transports

La remontée des chantiers navals finlandais  
De super-ferries

STOCKHOLM  
de notre correspondante

De plus en plus grands, de plus en plus spacieux, de plus en plus luxueux, véritables palaces flottants, brillant de tous leurs feux dans le silence de la nuit de la Baltique, adaptés à un trafic sans cesse croissant entre la Finlande et la Suède, les plus grands car-ferris du monde et leurs ancêtres scandinaves de la fin des années 50 sortent presque tous des chantiers navals finlandais de Wärtsilä, qui « fait du brise-glace à la porcelaine ».

Wärtsilä-Marine-Industries, avec ses huit mille employés, ses deux chantiers navals d'Helsinki (spécialisés dans les brise-glace) et de Turku (navires de passagers), deux ateliers de réparations et deux usines, est l'une de ces industries finlandaises qui a dû faire un sérieux effort de restructuration pour maintenir, avec une flexibilité accrue, une place de leader. Devant la concurrence étrangère, malgré le succès passé, le carnet de commandes s'était fortement réduit, et les difficultés s'annonçaient. La solution de la fusion à la fin de l'année 1986, avec Valmet, apparaissait la bonne. Mais des mesures d'assainissement s'imposaient : la première, douloureuse mais inévitable, la fermeture des chantiers Nordsjövarv d'Helsinki (spécialisés dans la construction des navires de transport pour les zones arctiques). Mille deux cents personnes étaient licenciées, mais presque toutes ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

La supériorité de Wärtsilä dans la construction des brise-glace se double de celle, qu'il fallait encore affirmer, dans la construction des car-ferris. Le « terrain » Finlande-Suède est particulièrement propice au développement de produits de ce genre : deux pays liés par une longue histoire commune, qui se séparent, à l'extrême, par des distances énormes, mais qui ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

La supériorité de Wärtsilä dans la construction des brise-glace se double de celle, qu'il fallait encore affirmer, dans la construction des car-ferris. Le « terrain » Finlande-Suède est particulièrement propice au développement de produits de ce genre : deux pays liés par une longue histoire commune, qui se séparent, à l'extrême, par des distances énormes, mais qui ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

La supériorité de Wärtsilä dans la construction des brise-glace se double de celle, qu'il fallait encore affirmer, dans la construction des car-ferris. Le « terrain » Finlande-Suède est particulièrement propice au développement de produits de ce genre : deux pays liés par une longue histoire commune, qui se séparent, à l'extrême, par des distances énormes, mais qui ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

La supériorité de Wärtsilä dans la construction des brise-glace se double de celle, qu'il fallait encore affirmer, dans la construction des car-ferris. Le « terrain » Finlande-Suède est particulièrement propice au développement de produits de ce genre : deux pays liés par une longue histoire commune, qui se séparent, à l'extrême, par des distances énormes, mais qui ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

La supériorité de Wärtsilä dans la construction des brise-glace se double de celle, qu'il fallait encore affirmer, dans la construction des car-ferris. Le « terrain » Finlande-Suède est particulièrement propice au développement de produits de ce genre : deux pays liés par une longue histoire commune, qui se séparent, à l'extrême, par des distances énormes, mais qui ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

La supériorité de Wärtsilä dans la construction des brise-glace se double de celle, qu'il fallait encore affirmer, dans la construction des car-ferris. Le « terrain » Finlande-Suède est particulièrement propice au développement de produits de ce genre : deux pays liés par une longue histoire commune, qui se séparent, à l'extrême, par des distances énormes, mais qui ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

La supériorité de Wärtsilä dans la construction des brise-glace se double de celle, qu'il fallait encore affirmer, dans la construction des car-ferris. Le « terrain » Finlande-Suède est particulièrement propice au développement de produits de ce genre : deux pays liés par une longue histoire commune, qui se séparent, à l'extrême, par des distances énormes, mais qui ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

La supériorité de Wärtsilä dans la construction des brise-glace se double de celle, qu'il fallait encore affirmer, dans la construction des car-ferris. Le « terrain » Finlande-Suède est particulièrement propice au développement de produits de ce genre : deux pays liés par une longue histoire commune, qui se séparent, à l'extrême, par des distances énormes, mais qui ont déjà retrouvé un emploi dans la capitale. Aujourd'hui, plus maniable, avec une efficacité accrue de 30 % et avec des commandes assurées jusqu'en 1991, Wärtsilä estime qu'elle peut faire une pause dans son ménage interne.

### PARIS

#### Le plan LAMES

### La capitale n'a plus peur de la neige

La Ville de Paris ne veut plus courir le risque de se trouver prise de court en cas de chutes de neige abondantes. Un plan LAMES (lutte active mobilisant des engins spéciaux) a été mis au point. Il sera déclenché si, les prévisions étant pessimistes et les moyens habituels insuffisants, la couche de neige dans la capitale dépasse 5 centimètres.

La direction de la propreté dispose désormais de dix-huit gros camions équipés de lames-étraves, de vingt et un plus petits, d'un engin poussoir appelé « crabe » et d'un engin muni d'une fraise remaneuse-souffleuse. Ces matériels interviendront sur les voies rapides et les voies urbaines. Pour débayer les rues étroites, les petits engins de nettoyage des trottoirs seront mobilisés, leur rampe de lavage ayant été remplacée par une lame ou une espèce de fraise en caoutchouc, semblable à un pneu.

A situations exceptionnelles, moyens exceptionnels : les fortes chutes de neige sur la capitale verront aussi un renforcement en personnels. Aux trois mille ouvriers du service de nettoyage se joindront un millier d'agents venus des parcs et jardins, de différents services de la Ville ou de sociétés privées.

Enfin pour mieux prévoir et connaître l'évolution des intempéries, les services municipaux pourront interroger Météotél, service informatisé en liaison téléphonique permanente avec la météorologie nationale.

Les leçons des hivers précédents et particulièrement de l'an dernier, quand des chutes de neige de 14 centimètres se sont conjuguées, au grand froid de - 8 degrés à - 10 degrés, ont donc porté. Le sel n'a pas suffi alors à faire fondre la neige ; il reste toutefois utile à des températures moins rigoureuses, et la Ville en a stocké 10 000 tonnes. Il ne sera pas utilisé sur les trottoirs plantés d'arbres.

Les particuliers, rappelle la mairie de Paris, ont la charge du déneigement du trottoir sur le long de leur habitation ou de leurs locaux sur une largeur de 4 mètres. Si le meilleur moyen est le recours à la pelle et à la raclette, d'autres méthodes s'imposent lorsque la neige a été tassée et que le verglas menace. Aussi deux journées de vente de sel, de sable et de sciure conditionnés en sacs de 25 kilos ont été organisées pour les Parisiens les 5 et 6 décembre.

Ch. V.



**Le Nouveau Plantu Est Paru**  
EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE : 85 F

**La Librairie du Monde**  
AVEC LA PROCURE

FAITES VOUS LIVRER TOUS LES LIVRES CITÉS PAR LE MONDE  
36.16 TAPEZ LM16

**Le Monde**  
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

## TIMBRES ET COLLECTIONS

Pour découvrir et tout savoir sur la philatélie

- Connaître toutes les formes de timbres et d'oblitérations : série courante, commémoratives, roulettes, carnets, blocs-feuilles perforés.
- Que collectionner : les timbres classiques, modernes, thématiques, neufs, oblitérés, dentelés ou non, les marques postales.
- Comment commencer une collection ? Avec quel matériel, selon quelle méthode ?
- Acheter, vendre, échanger : les clubs, les négociants, les ventes.
- Le coin de l'expert : les variétés, les faux.
- L'histoire de la Poste jusqu'à P et T modernes.
- Un glossaire des termes philatéliques.

UN OUVRAGE CONÇU ET RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DU MONDE DES PHILATÉLISTES.  
UN VOLUME INDISPENSABLE AUX COLLECTIONNEURS CHEVRONNÉS, COMME AUX DÉBUTANTS.  
VOLUME CARTONNÉ, 22,5 x 28 CM, 96 PAGES ENTIÈREMENT EN COULEURS, 170 F.

**TIMBRES ET COLLECTIONS**

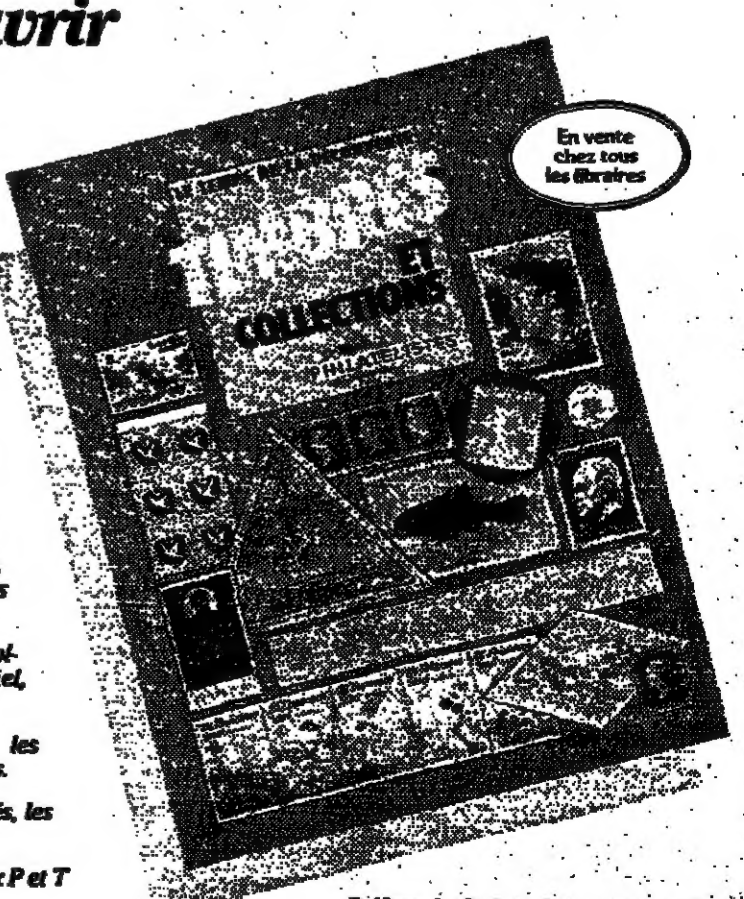
NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Nombre de exemplaires ..... X 120 F (Frais d'expédition inclus) TOTAL .....

Je tiens à remercier M. Jacques Le Monde, directeur de la vente des timbres, 5, rue des Beaux-Arts, 75001 Paris-Cedex 01.



Éditeur de SAS le Prince Rainier III de Monaco. Une collection Le Monde des philatélistes - Hachette Jeunesse.



## LES MARCHÉS FINANCIERS EN 1987

## La fin d'une époque

**S**TL est une amorce dont l'histoire conservera longtemps la trace, ce sera bien 1987. Marqueur du saccage de la crise, la plus formidabile depuis le début du siècle, elle a été terrible à tous égards. Le système boursier n'a épargné aucune place. Après avoir ravagé New-York, l'onde de choc s'est propagée à la vitesse de l'éclair sur tous les marchés, la simultanéité du phénomène indiquant très clairement que l'interconnexion des Bourses était parfaitement au point. Les dégâts ont été considérables. Globalement, la contraction de la capitalisation boursière mondiale, à savoir la perte virtuelle subie par toutes les grandes places internationales, est évaluée à 2 000 milliards de dollars, dont la moitié pour Wall Street.

Les causes du désastre sont connues. Elles prennent leur source dans les grands déséquilibres structurels, commerciaux et financiers des pays industrialisés. L'annonce d'un déficit commercial américain record pour le mois d'août n'a donc pas seulement été un prétexte. Elle a été le véritable détonateur d'une crise qui recherchait la moindre occasion pour éclater et que les ordinateurs en folie ont grossie désastreusement. La hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et la menace brandie par M. James Baker, secrétaire au Trésor, de laisser plonger le dollar ont fait le reste. Sans compter les facteurs aggravants.

Vertueuse au temps de hausse, l'interdépendance des marchés s'est révélée perverse en jouant les caisses de résonance. La sophistication des instruments financiers et l'arrivée de nouveaux produits ont également contribué à accélerer une chute que la baisse continue du dollar et les déclarations intempestives de diverses personnalités entretenaient déjà suffisamment. Bref, la crise a découffé d'une conjonction assez rare d'éléments aussi nombreux que divers, propice au déclenchement d'un cyclone, au

point que, en pleines tempêtes, les gouvernements, désarmés, n'ont pour la plupart pas osé intervenir. Seules les autorités de Hong-kong décidèrent brutalement de fermer la Bourse de la colonie pendant une semaine. Solution radicale mais bien inutile. L'expérience l'a démontrée comme elle a également prouvé, autre danger du décloisonnement, que la libre circulation des capitaux n'était pas inoffensive. La nature a horreur du vide, c'est bien connu. La formidable dépression enregistrée à New-York a fait le ménage.

Pour régler leurs dettes, souvent astronomiques, les investisseurs américains se sont massivement dégagés des marchés européens et asiatiques, où ils enregistraient encore des plus-values, les asséchant ainsi littéralement. Résultat de cette retraite précipitée : insuffisamment préparées, de taille souvent trop modeste, les Bourses du Vieux Continent n'ont pas fait le poids, encaissant le coup de plein fouet. Francfort a baissé de 37 %, Amsterdam de 31 %, Zurich et Milan de 28 %, Paris de 27 %. En revanche, leur dimension colossale a préservé du pire les deux grandes places anglo-saxonnes : New-York (+ 4 %) et Londres (+ 11,6 %) ont été soulagés, mais sont restés debout. Grâce à ses structures quasi tribales et à un certain sens du devoir national, Tokyo est sorti la tête haute, et l'on peut prendre le pari que, sans les ventes étrangères, la place nipponne aurait réalisé une plus belle performance encore.

Mais au-delà du bilan de cette année terrible, un constat, presque une réalité, s'impose : avec la récession qui se profile derrière

le krach, une époque s'achève. Après cinq années glorieuses, la Bourse-casino passe la main. Le temps de l'ingénierie financière arrive. Ruinés, les « yuppies » (*young urban professionals*) sont devenus des « puppies » (*poor urban professionals*). Eux et les autres « golden boys » n'ont plus qu'à laisser la place aux « rocket scientists », ces jeunes diplômés des grandes écoles formés à la discipline du placement savant.

Singulièrement, cette ère nouvelle arrive — est-ce pure coïncidence ? — au moment où, sur presque tous les grands marchés, somme l'heure du grand chambardement. Londres a eu son « Big Bang ». Paris, plus modestement, est en pleine réforme. Francfort est pris par les démantèlements de la modernité. Dans cinq ans jour pour jour, les frontières disparaîtront entre les douze pays membres de la Communauté européenne.

La crise financière qui vient de secouer le monde a peut-être eu cela de bon : en stoppant net une bodinie de hausse qui devenait suicidaire et en effectuant un dramatique réajustement, elle redonne aux Bourses du Vieux Continent l'opportunité de se réorganiser dans la perspective de l'ouverture du « supermarché » européen.

De toute façon, le choix de la voie à suivre n'est désormais plus possible. Grandir ou mourir. En l'an 2000, il n'y aura plus de place pour les faibles dans l'industrie du titre. La baisse de la capitalisation boursière va déjà favoriser les mutations en facilitant le travail des grands prédateurs, qui ont des liquidités et entendent s'en servir.

Dossier établi par ANDRE DESSOT et DOMINIQUE GALLOIS  
avec la participation d'ERIK IZRAELEWICZ...  
de FRANÇOIS KOCH et de FRANÇOIS RENARD:

# Bourse de Paris : la cassure

**A**FFREUX! Avec 27 % de baisse entre la liquidation du 22 décembre 1986 et celle du 22 décembre 1987, la Bourse de Paris a démontré, après quatre années glorieuses, qu'elle était aussi capable du pire. Depuis 1974 (- 30,8%), elle n'avait pas reçu pareille correction. Et ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. La tornade, et c'est bien le mot, a non seulement effacé toutes les traces de gains de l'année écoulée, mais a en même temps laminé toute la hausse de 1986.

1986. L'action CSF (- 51%) a été littéralement jetée à terre et avec elle SPIR Barignolles (- 56 %). Nord-Est (- 60%), Crédit national (- 56%), Midi (- 30%) et Michelin (- 27%). Peugeot s'en

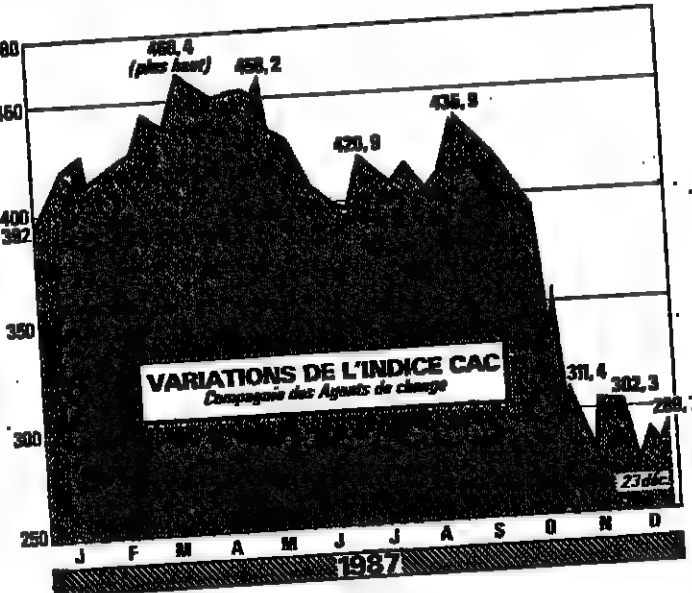
est tiré avec une perte de 23 %. La Bourse renversée, c'est bien le spectacle que l'on a pu découvrir rue Vivienne. Car tous ces dégâts ont été commis en un laps de temps très court : trois semaines et un jour très exactement, entre le 19 octobre et le 10 novembre 1929. — 24 % de hausse au bout.

Étrange coïncidence : ce krach, car c'est bien de cela qu'il s'agit, s'est produit trois jours exactement après un phénomène météorologique rarissime, qui, avec un vent de force inouïe (12 dans certains points) avait couché la forêt bretonne et ravagé tout le sud de l'Angleterre dans la nuit du 15 au 16 octobre.

A bien des égards, 1987 restera comme l'année de la cassure rue

Vivienne, avec quand même des records de transactions : 3 000 milliards (+ 44%) au total, dont 463 milliards (+ 40%) sur le R.M., 2 415 milliards (+ 44%) sur le marché obligataire et... 58 milliards sur le second marché (+ 152 %). Devenu, lui, un champ de ruines.

Malgré le rajustement des parités monétaires dans le SME le 12 janvier, l'année n'avait pourtant pas trop mal commencé. Sur l'impulsion donnée par Wall Street, la Bourse de Paris, après quelques hésitations, avait battu de nouveaux records d'altitude. Quand même, tanné par le doute avec le redoublement des turbulences monétaires, le marché en avait éprouvé du ressentiment et la liquidation de février avait été négative (- 0,8%). Mais, bon ! les accords du Louvre paraissaient être de nature à résoudre en partie les problèmes de chances du moment.



honnête plaçait la Bourse à son plus haut niveau de toujours (460,4 à l'indice CAC). Il était enfin le dernier d'une des plus longues séries de hausses de tous les temps commencée cinq ans auparavant. Mais cela, personne ne le savait encore.

« En avril, me te découvre pas pas d'un fil », assure le dicton. La Bourse suivit cet avis judicieux. Elle marcha même sur des œufs à cause des nouveaux remous créés sur le front des monnaies par les représailles américaines sur les pucés japonaises. La liquidation d'avril passa inaperçue (-0,5 %). Mais, assez désabusés, déjà, les professionnels commençaient à recommander des achats d'or. Les premières grandes ventes britanniques ne leur disaient rien qui vaille et les « zinzins » lançaient leurs premières patrouilles. Bon gré mal gré, la Bourse manifesta une certaine résistance.

Courant mai, Peugeot augmenta son capital. L'opération lui rapporta 2,87 milliards de francs. Rétrospectivement, elle apparut être une excellente affaire.

(Lire la suite page 14.)

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

COMPTES IMPARTIS	2 juv. 1987	Plus haut 1987	Plus bas 1987	18 déc. 1987	Détail %
<b>INSEE</b>					
<b>Indiceur globalisé de base 100 : 31 déc. 86</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	98,4	114,2	78,4	73,2	- 23,6
Valeurs indiennes	98,2	118,6	75,5	78,1	- 24,4
Valeurs étrangères	100,1	123,4	82,1	82,3	- 24,1
Pétrole, énergie	98,9	122,4	73	72	- 26,9
Chimie	97,5	115,3	72,1	76,6	- 26,6
Métallurgie	98,2	122,1	83,4	84,8	- 23,7
Électronique	98,3	116,3	69,4	71,9	- 32,1
Mécanique et matériaux	98,2	128,7	83,6	86,6	- 19,3
Ind. de consommation	97,4	125,1	72,4	85,6	- 12,2
Agro-aliments	98,1	121,1	80,9	89,8	- 25,4
Services	97	116,7	63,5	69,8	- 25,7
Distribution	97	116,7	79	73,1	- 24,1
Transport, infra., services	97	107	69,1	69,7	- 28,6
Assurances	99,3	109,9	58,5	59,1	- 40,6
Crédit	98,8	99	70,3	68,7	- 12,2
Sicoms	98,2	104,5	70,9	68,7	- 12,2
Immobilier et finances	96,2	114,4	57,6	60,7	- 38,6
Investissements et portefeuilles					
<b>Base 100 : 31 décembre 1986</b>					
Valeurs françaises à revenu fixe	99,8	101,9	93,1	97	- 28,1
Emprunts d'État	99,9	103,7	93,1	98,5	-
Emprunts garantis et assimilés	99,8	101,9	92,6	96,5	- 6
Sociétés	99,8	108,7	92	95,7	- 6
<b>Base 100 : en 1980</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	2 398,4	3 322	2 359,8	2 453,6	- 2
Valeurs étrangères	3 634,7	4 985,9	3 367,3	3 443,1	- 2
<b>Base 100 : en 1972</b>					
Valeurs françaises à revenu variable	476	532,4	346,5	354	- 2
Valeurs étrangères	491,6	674,4	455,5	465,7	-
<b>Base 100 : 31 décembre 1980</b>					
Indice des valeurs franc. à revenu fixe	119	121,6	111	115,7	-
Emprunts d'État	115,1	120	107,7	114	-
Emprunts garantis et assimilés	120,2	122,2	116	116,1	-
Sociétés	122,5	127,6	111,9	116,5	-
<b>Comptabilité des agents de change</b>					
<b>Base 100 : 31 décembre 1981</b>					
Indice général	392	460,4	278,3	281,7	-
Profits de base	393,9	509,1	179,7	182,7	-
Capital	382,6	399,5	289,5	316,6	-
Biens d'équipement	502,3	712	305,2	304,9	-
Biens de consommation durables	477,7	595,2	373,5	381,8	-
Biens de consommation non durables	487,7	511,8	375,8	375,4	-
Biens de consomm. alimentaires	374,3	432,9	326,4	340,9	-
Services	578,2				-
Sociétés financières	357	495,6	256,7	292,2	-
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	357,7	436,6	261,2	270,9	-
Valeurs industrielles					-
<b>Revenus régionaux</b>					
<b>Base 100 : 31 décembre 1981</b>					
Indice général	308,7	400,4	225,4	225,4	-

## Des transactions records

**D**ANS le désastre, la Bourse de Paris peut garder une consolation : cette année, comme les années précédentes, tous les records de transactions ont été battus, et de loin. Le volume total, qui avait presque triplé en 1986, a encore augmenté de près de 40 %. Il avait dépassé 2 000 milliards de francs l'an dernier : le voilà qui frôle les 3 000 milliards de francs.

Ce sont les obligations qui ont fourni le plus clair de l'augmentation, avec un volume de 2.400 milliards, devenu grande l'actualisé sur un marché où il n'étonnera personne, tantant pour des raisons le plus souvent techniques que d'arbitrages constants de la part des gérants de portefeuilles, toujours soucieux de limiter leurs risques et d'améliorer les rendements et les performances.

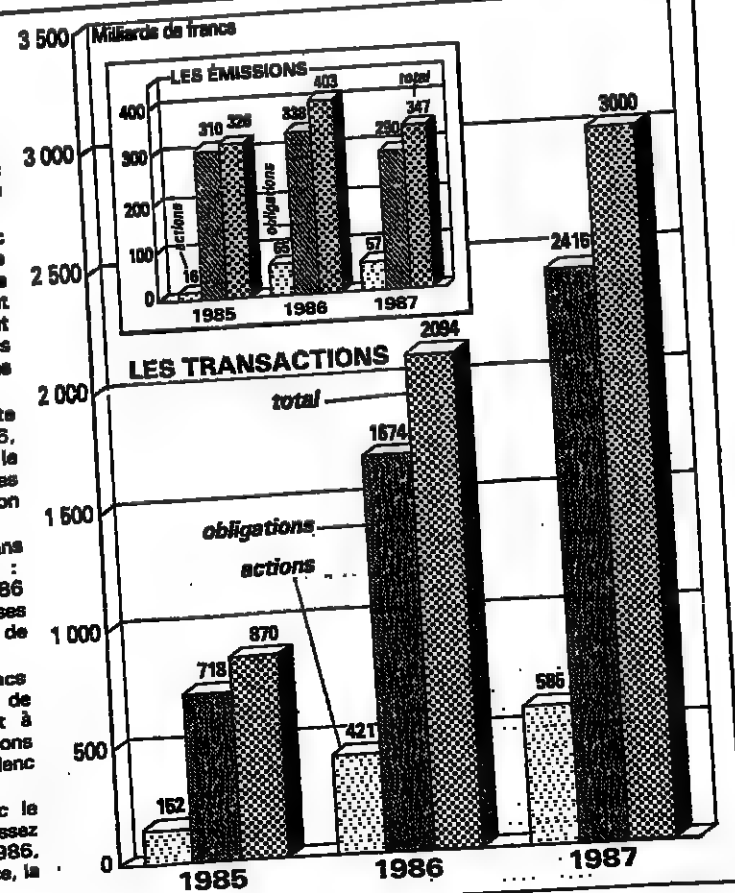
L'augmentation du volume est plus modeste

En ce qui concerne les actions, l'augmentation du volume des émissions a été de 100,7 % en 1986, passant de 1 à un peu plus de 500 milliards de francs. Cette année-là, le marché boursier français a été particulièrement actif, les actions ont été très recherchées par les actionnaires, le rendement a été très spectaculaire, mais aussi très volatil, avec des fluctuations énormes. Cette année, les performances ont été très médiocres, les rendements ont été très faibles, les cours ont été très bas, ce qui a entraîné une baisse de la demande de nouvelles émissions. Les émissions ont été de 100,7 % en 1986, passant de 1 à un peu plus de 500 milliards de francs. Cette année-là, le marché boursier français a été particulièrement actif, les actions ont été très recherchées par les actionnaires, le rendement a été très spectaculaire, mais aussi très volatil, avec des fluctuations énormes. Cette année, les performances ont été très médiocres, les rendements ont été très faibles, les cours ont été très bas, ce qui a entraîné une baisse de la demande de nouvelles émissions.

Quant aux actions, le record de 1986 - 65 milliards de francs d'augmentation, véritable bond par rapport aux 16 milliards de francs de 1985 - n'a pas été égalé, les augmentations de capital venant à 1986 de 56 milliards de francs environ, dont une bonne partie fournie par des maisons comme Renault, Peugeot, Bouygues (10 milliards), Rhône-Poulenc (5,5), Bouffes du Louvre (5), Bouffes du Nord (5), Bouffes du Nord (2,5) et BSN (1,6) - concurrentement avec le secteur bancaire qui a abondamment sollicité avec le Crédit Lyonnais (10 milliards) et le Crédit Commercial de France (10,6) le déferlement des privatisations.

Après Saint-Gobain à l'automne 1986, sensiblement « pompé » par le marché, la Société générale, le Crédit commercial de France, l'Etat a vendu l'usine Serr, la CGE, la Sogeval, la BIMP, la Banque du BTP...

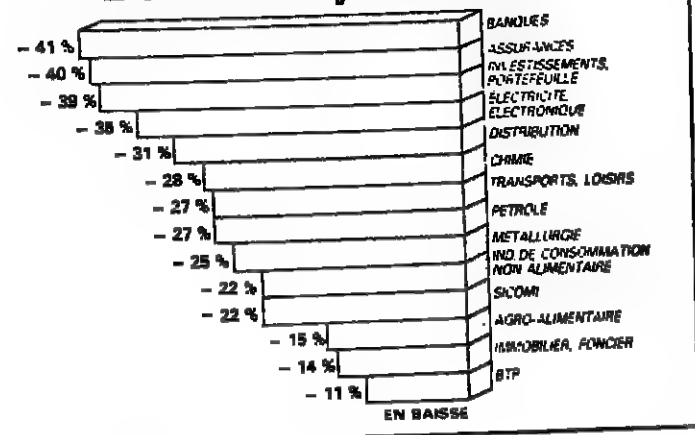
Il est vrai que ce dernier a été très abondamment déferlement des privatisations, 67 milliards de francs au total, qui ont assez sensiblement « pompé » le marché. Après Saint-Gobain à l'automne 1986, l'Etat a vendu Paribas, la Société générale, le Crédit commercial de France, la Financière de Suez, la CGE, la Sogeval, la BIMP, la Banque du BTP...





صكزا من الاصل

L'évolution par secteur



INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Un carnage

LES sociétés de portefeuilles et les holdings sont traditionnellement les plus maltraitées en cas de baisse des cours. Cela a été le cas cette fois-ci, avec des plongements impressionnants sur des valeurs comme Schneider, qui a chuté des deux tiers, ou comme la Navigation Mixte, qui en cours d'année a racheté Ficht-Bauche. L'exercice a été marqué par la bataille infructueuse que

les Chargeurs livrèrent pour emporter le contrôle de Prouvost, qu'ils se retournèrent vers d'autres entreprises de textile, comme Roudière, rachetée en fin d'année. La Compagnie du Midi s'est signalée en rachetant la compagnie d'assurances britannique Equity And Law pour quatre milliards de francs, et en faisant l'objet de rumeurs d'OPA, plusieurs fois démenties.

Valeurs	Fin 1986	Plus haut	Plus bas	Fin 1987
Chargeurs SA (1)	1 615	1 978	645	789
CGIP (2)	1 315	1 680	615	775
Emirance (3)	3 100	3 300	976	1 398
La Hénin	740	940	377	441
Marine Wendel	422	600	178	250
Midi (Cie du)	1 670	1 735	750	1 210
Navigation mixte	1 062	1 280	672	744
Paribas (1)	910	549	268	323
Schneider	665	710	195	257
Suez	-	294	25	279

(1) Attribution gratuite : 1 pour 10. Cours du droit : 120 F.  
(2) Emision : 1 pour 1 900 F. Cours du droit : 103,55 F.  
(3) Division au titre par 2.

ASSURANCE

La fin de l'euphorie

APRÈS quatre années successives de véritable explosion, les cours des sociétés d'assurances ont baissé de presque 40 % en 1987. L'avance prise en 1986 (plus 60 %) a été pratiquement effacée. Plusieurs sociétés de ce compartiment retrouvent ainsi à la fin de 1987 leur niveau de fin 1985 (La France SA, Groupe Victoire...).

Les privatisables du secteur ont connu de fortes variations, liées aux incertitudes du programme de M. Balladur. Les Assurances générales de France avaient été dopées par la perspective d'une privatisation rapide. Celle-ci ayant été repoussée, le ministre de

l'économie préférant mettre d'abord sur le marché l'UAP, cette dernière (Union des Assurances de Paris) a à son tour connu une belle envolée, atteignant 3 500 francs à l'automne.

Ayant été les principaux bénéficiaires de l'euphorie boursière des dernières années, les assureurs ont été également les principales victimes du krach du 19 octobre. Leur portefeuille de valeurs mobilières comme leurs perspectives de plus-values s'en trouvent réduits. La baisse des cours des sociétés de ce compartiment, engagée avant le 19 octobre, s'est poursuivie en fin d'année.

Valeurs	Fin 1986	Plus haut	Plus bas	Fin 1987
AGF	865	915	405	433
AGP SA (1)	1 355	1 385	901	901
Concorde	1 100	1 350	566	730
Drouot Assurances	544	648	400	488
France SA	8 010	8 160	3 400	3 900
GAN	1 100	1 375	625	648
Réassurance (Fr. de)	1 238	1 790	730	829
Rhin et Moselle	1 825	1 950	1 430	1 500
UAP (2)	2 371	3 500	188	236
Victoire (Groupe) (3)	3 800	4 050	372	372

(1) Attribution gratuite (1 pour 10) à 1 150 F.  
(2) Division du titre par 8.  
(3) Division par 5.

VALEURS A REVENU FIXE

Un repli limité

A tout seigneur, tout honneur : l'emprunt 7 % 1973 va disparaître de la cote, remboursé le 16 janvier 1988. Il aurait dû être dopé par la hausse du prix de l'or, mais ce prix est libellé en dollars, dont le cours a baissé de 15 % à Paris, d'où une stabilité finale. Le 4 1/2 % 1973 a été mieux traité et termine l'année en progrès d'un peu moins de 10 %, tandis que le cours de l'énergie est resté stable.

Sur le front des obligations, l'année se termine sur un repli

presque général, dont l'ampleur, très forte en octobre lorsque les taux d'intérêt à long terme dépassaient 12 %, a été réduit en fin d'année par le retour de ces taux un peu au-dessus de 10 %. L'année 1987, globalement, n'a pas été bonne pour les valeurs à revenu fixe, mais leurs porteurs ont pu s'estimer heureux par rapport aux malheureux actionnaires, et, en fin d'année, on notait un intérêt plus vif pour les obligations.

Valeurs	Fin 1986	Plus haut	Plus bas	Fin 1987
4 1/2 % 1973	1 523	1 990	1 511	1 745
7 % 1973	8 780	9 615	7 560	8 835
C.N.E. 3 %	4 240	4 410	3 770	4 150
8,80 % 1977	122,50	127,45	121,10	124
9,80 % 1978	101	103,30	97	99,95
10,80 % 1979	104	106,15	97,40	102
16,20 % 1982	118,10	119,50	108,70	112
14,60 % 1983	117,80	120	107	113
12,90 % 1984	112,60	114,85	102,80	108,60
11 % 1985	112,60	117	98,30	106,35
7,50 % juillet 2001	88,90	92,30	66,60	86,45
8,50 % juin 1997	-	98,90	79,70	91,30

BANQUE

L'effondrement

LES valeurs bancaires ont été les champions de la baisse. Après deux années de flambée (plus 60 %, puis plus 55 %), les cours des titres bancaires ont chuté de plus de 40 %. Les banques avaient réalisé en 1986 des bénéfices records. L'environnement s'est complètement transformé.

Alors qu'ils s'engageaient dans la renégociation des prêts immobiliers contractés entre 1981 et 1984, de nombreux établissements ont eu à subir le mouvement de hausse des taux d'intérêt, amorcé dès le mois de mars. Dans une situation de concurrence de plus

en plus vive, les banques, et en particulier les établissements spécialisés de crédit, ont donc souffert de cette situation nouvelle. Les cours du groupe Compagnie bancaire (Cetelem, UCB...) et Sovac se sont littéralement effondrés. Le krach boursier du 19 octobre est encore venu accroître les inquiétudes sur la situation des banques. Les certificats d'investissement des grandes banques de dépôt (BNP, Crédit lyonnais, CIC...) ont en outre également beaucoup souffert. Le Crédit national pour sa part a perdu l'avance qu'il avait conquise en 1986.

Valeurs	Fin 1986	Plus haut	Plus bas	Fin 1987
Axa Banque	541	805	401	420
Banque d'investissement	1 845	1 894	648	994
Banque Courtois (1)	1 620	1 858	945	999
Banque C. (2)	1 080	1 185	342	342
BNP (certificat d'inv.) (4)	453	510	322	325
CETELEM (3)	472	619	256	262
CIC (certificat d'investissement privilégié)	1 339	1 830	453	634
Crédit lyonnais	267	401	280	224
Crédit national	215,10	296	180	208,70
Crédit foncier France	1 180	1 325	740	933
Crédit lyonnais (certif. d'inv.) (6)	1 660	2 297	510	510
Crédit national	1 418	1 634	561	628
Paribas de réassurance	835	927	288,80	375
SOVAC	1 285	1 490	491	560
VIA Banque	715	765	252	290,50

(1) Emision : (1 pour 5) à 370 F. Cours du droit : 13,50 F, attribution gratuite (1 pour 10). Cours du droit : 92 F.  
(2) Attribution gratuite (1 pour 5).  
(3) Emision (1 pour 6) à 260 F, attribution gratuite (1 pour 2) Cours du droit : 136 F.  
(4) Attribution gratuite : 1 certificat d'investissement pour 10 anciens. Cours du droit : 25,50 F.  
(5) Attribution gratuite : 5 actions nouvelles au nominal de 80 F pour 4 anciens au nominal de 100 F.  
(6) Attribution gratuite : 1 certificat d'investissement pour 10 anciens.

PETROLE

Grâce au brut

LES valeurs pétrolières ont replongé en 1987. Cette année, il est vrai, n'a pas été particulièrement brillante pour les compagnies. Mais le sentiment de suspicion à l'égard de cette industrie a certainement été beaucoup plus inspiré par les niveaux de prix, fragilisés par la crise et dont les experts craignent les chutes, que par les performances des compagnies. Car, d'une façon générale, les unes et les autres ont réussi à préserver leurs résultats d'une trop forte détérioration. Il n'y a pas de mystère : le phénomène provient de la réévaluation des stocks obtenue avec le maintien à 18 dollars du baril de brut.

La direction d'Elf Aquitaine estime que le groupe devrait retrouver les niveaux de profits des années 81-83, médiocres s'il en fut, avant les pics de 1985 et 1986. De son côté, Total est entré dans une zone plus résumée de 1 032 millions de francs (au lieu d'une perte de 471 millions). Mais ses prévisions de MBA pour l'exercice entier portent sur un chiffre de 3,7 milliards de francs (- 24 %).

Une fois encore le dollar a rendu la vie dure aux pétroliers.

Il n'empêche que les intérêts pétroliers suscitent encore des convoitises. Abu-Dhabi a profité de la crise pour entrer à hauteur de 5 % dans le capital de Total, un associé et ami il est vrai. Le Koweït a racheté, lui, 16 % des actions BP, privatisée en pleine bourrasque.

Le fait marquant de l'année a probablement été l'entrée de Total et d'Elf dans le champ gazier de Troll, en mer du Nord (Norvège), le plus grand du monde.

Pendant ce temps-là, BP France a pris les devants. En vue de l'entrée en vigueur en 1989 de la nouvelle réglementation européenne sur les carburants sans plomb, la compagnie a décidé d'investir 1 milliard de francs à Lavéra.

Les porteurs de warrants Total n'ont pas fait jouer leurs droits de souscrire à des actions au prix unitaire de 410 F et la compagnie pétrolière n'a pu encaisser les 2,2 milliards de francs escomptés.

Valeurs	Fin 1986	Plus haut	Plus bas	Fin 1987
Application des gaz	195	250	140	143
Elf-Aquitaine	315	399	195	230
Elf-Aquitaine	440	573	264	301,10
Francep	325	392	213	240
BP France	142	163	62	79,90
Raffinage et de distribution	134,90	178	61	79,90
Total	405	580	245	266
Elf Océan	410	572	302	351,10
Elf Océan	870	1 199	459	520

PRIVATISEES

De l'enthousiasme à la désillusion

PAS moins de dix firmes sont entrées en Bourse cette année. Stimulé par la réussite de la privatisation de Saint-Gobain, le retour dans le privé de Paribas en février fut un véritable succès tant par le nombre de titres demandés que par la prime à l'émission. Toutefois, au fur et à mesure de la réalisation du programme, le gain enregistré le premier jour de cotation par rapport à l'offre publique de vente (OPV) a largement diminué. Ainsi pour les trois dernières du premier semestre, l'Agence Havas, la Société générale et TF1, les plus-values réalisées au premier jour ont été inférieures à 10 %, contrairement à leurs devancières. Le record de

la série est donc détenu par la Sogénal avec une hausse de 80 %. Au fil des mois, jusqu'en octobre, les valeurs industrielles ont enregistré une meilleure progression que les bancaires. Ces dernières ont été victimes de la hausse des taux d'intérêt. La Sogénal, la Société générale, la BTP et Paribas revenaient même en dessous de leurs premiers cours cotés. Paribas pâtissait en plus de l'augmentation de capital de 4 milliards de francs décidée en juillet. Dans ces conditions, débuta la deuxième vague de privatisations, avec au programme Suez, Matra, Air France, ASCOR, l'UAP et une firme industrielle. Le krach du

19 octobre arrêta net l'élan, et ne revint en Bourse que la Compagnie financière de Suez. Le prix de 317 francs fut annoncé le 2 octobre, mais la cotation fut retardée en raison des événements. Prévue pour le 27 octobre, elle débuta le 9 novembre. Ce jour-là, le titre perdit 17,6 % en s'inscrivant à 261 francs. Du jamais vu. Mais les nouveaux actionnaires pourront payer la moitié de leurs achats en octobre 1988. Dans la tourmente, six autres valeurs privatisées tombèrent cette fois-ci en dessous de leur prix de vente. Saint-Gobain fut la plus résistante de toutes les valeurs, accusant même, au cœur de la tempête, un gain de plus de 13 % par rapport au prix d'OPV.

VALEURS	PRIX OPV	PREMIER JOUR de cotation	PREMIER cours	COURS le plus haut	COURS le plus bas	FIN 1987
Saint-Gobain	310	24 déc. 1986	369	524	251	428
Paribas (1)	405	12 fév. 1987	480	549	268	323
Sogénal	125	9 avril	225	225	90	93
BTP	138	27 avril	176	177	133	133
BIMP	140	11 mai	170	208	164	164
CCF	107	21 mai	125	153	107	107,50
CGE	290	3 juin	323	347,10	286	224,20
Agence Havas	500	10 juin	540	589	464	416
Société générale	407	9 juillet	432	437	290	292
TF1	165	24 juillet	178	210	149	173
Suez	317	9 novembre	261	294	255	279

(1) Augmentation de capital. Cours du bon de souscription : 15 F.

BATIMENT

Le mieux placé

Le cyclone n'a pas épargné le BTP. Remonté l'an dernier sur le podium, ce compartiment a toutefois remarquablement bien tiré son épingle du jeu. La conjoncture, il est vrai, l'a aidé avec ses 2 % de croissance obtenus.

Sauf exception, les prévisions de résultats faits par les grands groupes sont encourageantes. A tout seigneur tout honneur, Bouygues, qui a emmenagé dans son palais de St-Quentin-en-Yvelines, pompeusement appelé « Challenger », prévoit, lui, le maintien de son niveau de profits aux alentours de 481 millions de francs. Sorti de surprise! de Spie Batignolles, mais le groupe doit, quand même, digérer ses acquisitions. TFI en particulier arraché à Robert Hersant. Francis Bouygues est formel : une fois terminé le redressement de SCREG et, bien sûr, de TFI, les bénéfices se remettront à augmenter. Ce sera pour 1988 au rythme de 33 %. En attendant, pour 1987 son groupe fera un peu plus de 50 milliards de francs de chiffre d'affaires (+ 4,8 %).

L'autre grand, Dumez, qui, comme le rumeur en avait couru, a pris le quasi-contrôle (45 %) de GTM-Entreprise, table aussi sur un résultat sans grand changement (425 millions de francs) mais sur un chiffre d'affaires de 17 milliards (+ 80 %). Car en plus le groupe s'est diversifié et intégré

maintenant une activité de distribution au Canada avec Westburne. S'agissant de GTM, la situation s'éclaircit. Les comptes vont rentrer dans le noir avec 160 millions de francs de profits après 145 millions de pertes en 1986.

L'optimisme est de rigueur aussi chez Lafarge. Pour 1987, le bénéfice consolidé pourrait être de l'ordre de 1,6 milliard de francs (+ 40 %). Après cela, une croissance des résultats de 10 % l'an est encore attendue jusqu'en 1990.

Poliet se frotte les mains. La gestion rigoureuse paie et 31 % de profits en plus sont annoncés. Qui plus est : les perspectives pour Ciments français, dont le groupe détient 20 % du capital, sont bonnes avec une prévision de résultat en hausse de 20 %.

Une date dans le BTP : Auxiliaire d'entreprises s'est ouvert à la communication. Pour cause : le groupe avait besoin d'augmenter ses fonds propres pour être en mesure de financer les commandes en carnet (26 milliards de francs). Un bon éclairage n'est pas à négliger quand on procède à sa première émission depuis dix-huit ans. Les dirigeants du groupe prétendent que ses performances sont meilleures que celles de ses grands concurrents et que pour la première fois le chiffre d'affaires atteindra 20 milliards de francs.

Valeurs	Fin 1986	Plus haut	Plus bas	Fin 1987
Auxiliaire d'entreprises (1)	1 380	1 825	652	851
Bouygues	1 210	1 488	816	959
Ciments français (2)	760	1 290	725	878
Dumez	2 280	2 580	1 100	1 770
Colas	1 872	2 575	489	542
Dumez	490	843	389	397
GTM-Entreprise	1 341	1 775	760	1 270
Lafarge-Coppée	178	186	42	60,20
Maison Phébus (3)	2 530	306	346	445
Poliet (4)	86,20	118,40	27,30	32,95
SCIE	783	785	269,70	346
Spie Batignolles	-	-	-	-

(1) Emision à 1 000 F (pour 4). Droit : 80 F.  
(2) Emision à 520 F (1 pour 7). Droit : 30 F.  
(3) Emision à 50 F (1 pour 1). Droit : 15 F.  
(4) Division du nominal par quatre (1 ancien pour 4 nouvelles). Attribution : 1 pour 10. Droit : 230 F.

AUTOMOBILE ET EQUIPEMENTS

Le temps des fusions

DANS ce compartiment, qui s'est de nouveau relativement bien comporté cette année, les regroupements se sont développés dans l'équipement. A commencer par Peugeot SA, qui rassemble Agiers et Outillage Peugeot (AOP) et Cycles Peugeot (CP) dans une nouvelle structure Equipements et Composants pour l'Automobile (ECA). Cette fusion (échange de 5 CP contre 6 AOP) est à effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1987. Avec un

chiffre d'affaires prévu en 1987 de l'ordre de 2 800 millions de francs, un effectif de 5 770 salariés. ECA deviendra le quatrième équipementier européen.

Peugeot SA a d'autres raisons de se réjouir : une nouvelle et sensible augmentation de bénéfice net du groupe (3,6 milliards en 1986) est prévue ; la Peugeot 405 a été élue voiture de l'année en Europe ; et le dynamisme du marché français se poursuit avec, pour les onze premiers mois de

Valeurs	Fin 1986	Plus haut	Plus bas	Fin 1987
Europécime d'équipement	89	118	28,30	31
Jaeger	229,40	256	97	110,20
Michell	2 630	3 880	169	192
Peugeot (1)	1 221	1 694	993	915
Valco	325	710	388	424

(1) Emision à 1 700 F de 1 691 500 actions à boni de souscription d'actions. Ces bons donnent droit à la souscription de 1,2 action nouvelle pour un bon. Attribution (1 pour 5). Droit : 300 F.

l'année, une hausse de 10,4 % des immatriculations ; et 33,4 % de part de marché pour Peugeot SA (contre 30,5 % pour Renault).

Chez Valco, on ne s'ennuie pas non plus. Le numéro un français de l'équipement automobile a racheté à Paribas 99 % de Neiman, numéro trois français. Cette union devrait porter le chiffre d'affaires de Valco à 12,3 milliards de francs en 1987, et contribuer à son rétablissement financier : 203 millions de francs de bénéfices au premier semestre 1987 au lieu de 307 millions de pertes en 1986. Parallèlement, Valco a créé des activités « non stratégiques » (Isba, Soma, Sam, Send et Allevard) représentant 1,45 milliard de francs. Au début de l'année, le numéro deux européen avait fait disparaître de son organigramme FEA et SEV (1 Valco contre 6 SEV), alors que Bosch détenait 30 % de SEV.

Encore une fusion, celle de Jaeger et Soler (ex-Matra) avec Veglia (Fiat), ainsi que de leurs filiales respectives DAV, DAV Equipement et Cyclam (25 Jaeger pour 10 Veglia, 9 Jaeger pour 10 DAV, 6 Jaeger pour 11 DAV Equipement et 5 Jaeger pour 2 Cyclam). Ce rassemblement a un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1987. Le nouveau groupement commun à Fiat et Matra dans les carburateurs et l'instrumentation automobile s'appellera UFI/MA. Il réalisera un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs environ.







## LES BOURSES ÉTRANGÈRES EN 1987

## NEW-YORK

## La hantise de 1929

COMMENCÉE sur fond de scandale, l'année 1987 se termine ébranlée par le krach du 19 octobre. Au premier semestre, les retombées de « l'affaire Boesky » éclaboussaient d'autres financiers. La SEC interpellait plusieurs personnes pour usage illicite d'informations confidentielles. Ces péripéties n'empêchaient tout de même pas la Bourse américaine d'afficher une éclatante santé. L'indice Dow Jones volait alors de record en record et culminait à 2 722,42 le 25 août. Quelques jours auparavant, Wall Street était ses cinq ans de hausse (+ 243 %). A cette époque, ils étaient quelques-uns à rappeler qu'entre 1929 et 1929 les cours avaient monté sans interruption pendant cinq ans... et trois mois. Il débouchait sur le grand krach de 1929, qui débuta le jeudi 24 octobre (le Monde du 14 août). Mercredi 14 octobre 1987, le déficit du commerce

Valeurs	Cours fin 1986	Cours fin 1987
Alcoa	33 3/4	50 1/2
Allegra (ex-JAL)	54 1/8	72 1/8
AT&T	36 1/2	38 3/8
Bausch	54 1/8	39 1/2
Chase Man. Bank	37 1/8	21 1/2
Du Pont de Nemours	87 5/8	88
Eastman Kodak	69 7/8	50 3/8
Exxon	73 7/8	40 3/8
Fort	87 3/8	78 3/4
General Electric	87 3/4	46 3/4
General Motors	67	62 7/8
Goodyear	41 5/8	62
IBM	121 1/2	141 1/2
ITT	63 1/8	46 1/2
Mobile Oil	39 7/8	40 1/4
Pfizer	60 7/8	51 1/2
Schlumberger	32 1/8	32
Texas	36 1/8	38
Union Carbide	22 3/4	21 7/8
USX	21 3/4	32 7/8
Westinghouse	59 1/8	51 7/8
Xerox Corp.	63	59 1/8

extérieur des États-Unis pour le mois d'août (15,7 milliards de dollars), considéré comme catastrophique, s'affichait sur les écrans de milliers de terminaux dans le monde entier. Immédiatement, le dollar s'effondrait de même que l'ensemble des valeurs cotées. A New-York, l'indice Dow Jones enregistrait alors une baisse de 95 points (- 3,8 %). Ce n'était qu'un début. Le vendredi 16, la chute du Dow Jones s'accélérait et l'indice perdait 108 points. Ce n'était rien par rapport au « lundi noir » qui allait suivre. Le coup de grâce fut donné avant et pendant le week-end par des petites phrases incendiaires du secrétaire au Trésor, M. James Baker, menaçant l'Allemagne, coupable de relever ses taux d'intérêt, de représailles immédiates, à savoir une baisse supplémentaire du dollar. Instantanément, ces propos provoquèrent la crainte et la méfiance. Dès l'ouverture, le 19 octobre, Wall Street était saisi par la panique. Le Dow Jones perdait ce jour-là 508 points pour finir à 1 738,42. Cet effondrement de 22,4 % des cours est de près du double de celui enregistré

il y a cinquante-huit ans (12,9 %), au plus fort de la secousse, le 28 octobre 1929. « C'est le chaos le plus complet », soufflait un professionnel, et il faudra attendre encore quelques instants en fin de séance pour que l'électronique, débordée, absorbe l'afflux des ordres de vente.

L'informatique a contribué également à amplifier le mouvement avec l'entrée en action des programmes de ventes automatisées.

Un mouvement de yo-yo prit alors naissance. Wall Street réagissait aux différentes phases des négociations entre le président Reagan et le Congrès pour tenter de réduire le déficit budgétaire américain. Le 26 octobre, New-York eut droit à son deuxième « lundi noir ». L'indice Dow Jones perdait 157 points (- 8 %), effaçant totalement la reprise des jours précédents. Après une accalmie suivie d'une fragile reprise, la Bourse s'essouffait au début du mois de novembre. Cependant, le lundi 23 novembre, Wall Street accueillait avec scepticisme l'accord enfin intervenu entre le Congrès et la Maison Blanche. Après une médiocre semaine de réflexion et d'hésitation à propos de cet accord, la journée du lundi 30 novembre ne faisait que confirmer la méfiance des opérateurs financiers à l'égard du pouvoir politique. A l'issue d'une séance en dents de scie, le Dow Jones se dépréciait de près de 77 points. Cette chute de 4,4 % était encore l'une des plus dures de son histoire. Le jeudi 3 décembre, après deux journées plus calmes, un nouveau recul de 72 points était enregistré. Le baromètre se retrouvait ainsi à 1 776,53, presque à son plancher de 1 738,42, touché le 19 octobre.

Les investisseurs attendaient ensuite avec angoisse de connaître, le 10 décembre, le montant du déficit commercial d'octobre. Ce résultat (17,63 milliards de dollars), pire que prévu, ne provoqua pas de krach. Le Dow Jones ne perdit alors « que » 47 points. Puis, vers la fin du mois, Wall Street s'est repris à espérer, entamant doucement une progression et repassant même la barre de 2 000. La place new-yorkaise a ainsi gagné 4 % par rapport au début de l'année. Mais l'heure est au bilan, moins tragique qu'en 1929. Il a été sanglant non seulement pour des particuliers mais aussi pour les grandes maisons de courtage et les banques d'investissement. La banque Kidder Peabody est contrainte de se séparer de mille salariés. Shearson Lehman, qui applique également un plan de restructuration, a profité du krach pour acheter à moindre frais E. F. Hutton. Enfin, sur le front des replis et des recentrages, à signaler la décision de la banque Salomon Brothers d'abandonner son projet de déménagement.

## FRANCFORT

## L'année du « diable »

DE tous les marchés internationaux, Francfort est de ceux qui ont le plus trinqué en 1987. Bis repetita. Comme l'année précédente, cette fois à cause du krach, la place allemande s'est classée bonne dernière dans le peloton. Mais est-ce vraiment surprenant ? Cette année, qui restera dans les « annales du diable », comme l'on dit en Forêt-Noire, avait déjà mal commencé pour les valeurs allemandes. L'activité économique avait eu du mal à redémarrer outre-Rhin. En outre, la baisse du dollar avait sérieusement assombri les perspectives de croissance des entreprises à l'étranger. A la fin du premier trimestre, Francfort était en recul de 18 %. Néanmoins, la sous-évaluation des actions allemandes, leur rende-

Valeurs	Cours fin 1986	Cours fin 1987
AEG	332	210,60
BASF	275,30	263,30
Bayer	319,80	275,80
Commerzbank	310,50	226
Deutschebank	824	412,90
Hoechst	269,40	263,90
Karstadt	476,50	458
Mannesmann	175	111,50
Siemens	743	375,50
Volkswagen	433,20	234

ment nécessairement élevé, également les résultats, meilleurs qu'il n'était prévu, affichés par les grands groupes industriels, pourtant déjà douchés en 1986 par la dépréciation du billet vert, allaient favoriser une reprise de printemps (+ 11 % environ). Pour le premier semestre, les huit Bourses allemandes battirent tous leurs records de transactions, avec près de 1 000 milliards de deutschemarks de titres échangés.

Vedette du marché : Siemens, en annonçant une détérioration probable de ses résultats pour l'exercice 1986-1987, fit passer un vent glacé dans les traverses, à la veille de l'été. Pas longtemps. Grâce aux investisseurs étrangers, Francfort, collant à Wall Street « superstar », allait poursuivre son redressement jusqu'au cœur de l'été, pour finalement monter de 25 % en cinq mois. Toujours à cause du dollar, mais aussi des hésitations de son idole new-yorkaise, l'arrivée de l'automne fut plus fraîche. Ce n'était même pas les « zakouskis ». Début octobre, le resserrement de la politique monétaire décidée par la Bundesbank et l'instauration surprise d'un prélèvement à la source de 10 % mirent les Bourses germaniques littéralement KO. Celles-ci n'avaient encore rien vu. Avec le séisme qui devait secouer Wall Street le fameux 19 octobre, ce fut l'état de choc et la débâcle. Le vocabulaire devint alors wagnérien. Comme les dieux, les Bourses allemandes connurent un véritable crépuscule. En l'espace de trois semaines, leur baisse dépassa 26 %, dont 12 % dès la première. Interloqué, le gouvernement de Bonn ne comprit pas, ou feignit de ne pas comprendre, la gravité de la situation et ce que la communauté financière internationale attendait de la RFA pour détourner le mauvais sort qui s'acharnait sur toutes les places. Trop timides, les mesures de relance, avec les 21 milliards de deutschemarks de prêts bonifiés, vinrent aussi trop tard, comme la décision de la Bundesbank d'abaisser ses taux directeurs. Les nouvelles plus rassurantes venues de New-York fin novembre et début décembre ne réussirent pas vraiment à déridier les marchés allemands.

## LONDRES

## Un anniversaire détonant

TOUT comme les autres places internationales, la Bourse de Londres a connu un premier semestre particulièrement stimulant. Le Stock Exchange progressa ainsi de plus de 45 % depuis le début de l'année, lorsqu'il a atteint son sommet le 19 juillet. L'indice FT affichait 1 226,2. La tendance s'inversa au début du mois d'octobre et le 19 de ce mois, la Bourse perdait 10 %. Le krach fut ensuite d'une ampleur considérable. La chute des valeurs a été encore plus rapide qu'à Wall-Street avant qu'un net sursaut ne soit enregistré vers le mois de décembre. Le 9 novembre, l'indice FT se retrouvait à 1 232, soit 7 % en dessous de son début de l'année. A la fin du mois de décembre, le rebondissement se poursuivait, la Bourse de Londres dépassant son niveau de début de l'année.

Le krach est intervenu alors que la City s'appropriait à fêter le premier

	Cours fin 1986	Cours fin 1987
Beecham	440	454
Bovater	346	354
Brit. Petroleum	715	257
Charter	271	290
Courtauld	313	344
De Beers	7,50	9,625
Free Gold	117/16	12,875
Glaxo	1 044	1 054
Gr. Univ. Store	1 450	1 730
Imperial Chemical	1 084	1 148
Shell	979	1 045
Unilever	2 179	586
Vickers	390	620
War Loan	34 7/8	37,406

(\*) En dollars  
anniversaire du « big bang » le 27 octobre, cette dégradation qui d'habitude avait fait de nombreuses victimes. Beaucoup d'établissements financiers ont préféré jeter l'éponge et se retirer après

avoir essayé des pertes. La secousse d'octobre a achevé d'en décourager d'autres. Ce revers du marché fut terrible pour les célèbres yupies (young urban professionals), ces jeunes gens brillants qui devant leurs consoles d'ordinateurs dans les banques et les charges d'agent de change étaient devenus le symbole de la réussite professionnelle en Grande-Bretagne. Certains ne manquant pas d'humour ont proposé de les rebaptiser « pappies » (poor urban professionals).

L'année fut marquée également par la recrudescence des OPA dans tous les secteurs d'activités. Si la plupart réussirent (la reprise de Equify and Law par la Compagnie du Midi...), elles furent souvent l'objet de batailles âpres.

Le secteur pétrolier ne fut pas épargné par cette vague de convoitises. Notamment BP. Cette firme, qui fut la plus grosse des privatisations du programme de Mme Thatcher, d'un montant de 7,5 milliards de livres, fut d'abord un échec lors de son retour au privé. Les banques n'arrivèrent pas à vendre tous les titres au public, et certaines rencontrèrent des difficultés financières. Sur les 2,1 milliards d'actions proposées correspondant à 31,5 % du capital encore détenu par l'Etat et à une augmentation de capital de 1,5 milliard de livres n'ont été souscrites que 3,5 % de l'offre. Au total 70,7 millions de titres ont été achetés par 270 000 petites souscriptions. L'opération intervint en pleine crise boursière et conduisit les pouvoirs publics à faire acheter les actions par la Banque d'Angleterre à un certain niveau pour éviter l'effondrement des cours. Ce fil de sécurité ne sera pas prolongé au-delà du 6 janvier. Depuis le retour au privé de BP, le Kowit achète régulièrement des actions. Sa part dépassait à la fin de l'année les 16 %.

## D'UNE PLACE A L'AUTRE

Places	Fin 1986	Fin 1987	%	Plus haut	Plus bas
Tokyo	1 946,40	1 717,51	+ 9	2 258,56	1 587,46
Londres	1 272,10	1 419,40	+ 11,6	1 926,20	1 232,00
New-York	1 928,25	2 085,63	+ 4	2 722,42	1 738,42
Hongkong	2 983,77	2 325,55	- 7,1	3 949,73	1 894,94
Brauxelles	4 834,98	3 579,37	- 11,3	5 415,27	3 503,84
Milan	782,67	584,97	- 25,1	761,53	476,27
Zurich	671,00	479,10	- 28,6	734,20	453,90
Amsterdam	97 (1)	67,00	- 30,9	108,80	59,00
Frankfurt	2 038,70	1 349,40	- 33,8	2 059,20	1 220,90

(1) Nouvelle indice : base 100 déc. 1985.

## HONGKONG

## L'échec de la fermeture

L'ANNÉE aura été particulièrement mouvementée à la Bourse de Hongkong, deux secousses entourant une hausse de plus de 56 % de l'indice Hang Seng : la fermeture pendant quatre jours du marché et la nomination d'un nouveau président. A la mi-janvier, cette place perdait brutalement 3,7 % traumatisée par la mort du gouverneur de Hongkong et surtout par le limogeage du secrétaire général du Parti communiste. Le départ de M. Hu Yaobang pouvait laisser craindre un arrêt de la politique d'ouverture économique de la Chine. Les craintes se dissipèrent progressivement après l'intervention des autorités de Pékin assurant que le système capitaliste serait maintenu à Hongkong conformément à l'accord sino-britannique de 1984.

Les cours s'envolaient alors stimulés par une arrivée massive des investisseurs étrangers. L'indice Hang Seng atteignait son plus haut niveau à 3 949,73 points (+ 56 %) le 1<sup>er</sup> octobre. Le krach mondial du lundi 19 octobre se traduisait par une chute spectaculaire de 11 % de l'indice. Craignant un effondrement total de la place, les autorités ont alors décidé de fermer la Bourse pour le reste de la semaine.

Hélas, le jour de sa réouverture, le 26 octobre, la Bourse perdit 33 % entraînant dans sa chute l'ensemble des places internationales.

Sur cette place hyperspéculative, la crise a été amplifiée par la fragilité du marché à terme créé en mai 1986 et qui, basé sur l'indice Hang Seng, permet de réduire les risques à long terme encourus par les investisseurs. Chaque mois on y traite 27 000 contrats d'un montant de 5 milliards de dollars de Hongkong plaçant ce marché au deuxième rang après celui des États-Unis.

L'onde de choc se poursuivait jusqu'au 7 décembre, jour où la Bourse toucha son plus bas de l'année (1 894,94). Depuis, elle passe ses journées.

## PARIS

## La cassure

(Suite de la page 11.)

Les titres émis étaient en effet assortis de bons de souscription d'actions à 1 700 francs pièce. Quand on regarde aujourd'hui le cours de Peugeot... Les bons, il est vrai, sont valables jusqu'en 1990. Bref, il était temps que la firme de Sochaux passe à la caisse. Les premiers craquements se firent entendre rue Vivienne. Avec la hausse des taux d'intérêt, le MATIF retomba en chute libre à la case départ (100 en février 1986). Souffrant déjà d'un « overdose » et de plus en plus inquiet sur la santé du dollar, mis au piquet par la FED elle-même, également sur la situation économique en France, la Bourse acheva de vomir ses derniers gains de l'année (17 % au plus haut le 26 mars).

Si j'ai eu fat exécrable (- 12 %), juillet se termina sur une note un peu plus gaie (+ 4,5 %). Ce ne fut pas sans mal. « On fardait la Bourse pour les grandes vacances », entendait-on. Pendant le long week-end du 14 juillet, la corbeille prit sa retraite et, à la fin du mois, les premiers mariages entre les banques et les agents de change se célébrèrent. La BNP avec du Bouzet, la Société générale avec Delahaye-Ripault. Sir James Goldsmith défraya également l'actualité en se retirant, à surprise, des affaires. Était-ce un signe prémoniteur ?

Début août, les événements sanglants de La Mecque mirent le marché en émoi et des rumeurs de remaniements ministériels dans le SME alourdirent encore une atmosphère déjà tendue par la hausse des taux. Pourtant Wall Street pulvérisait régulièrement tous ses records. Malgré un MATIF revenu pitoyablement à deux chiffres, Paris se laissa séduire par la hausse. Le mouve-

## TOKYO

## Le civisme récompensé

Le civisme a payé. Le Kabuto-Cho peut se vanter d'avoir remarquablement résisté à la tourmente de 1987 (+ 9 %). Tokyo Stock Exchange (TSE), le dernier paradis boursier ? N'exagérons rien. Certes, à l'exemple de New-York, l'année avait débuté en fanfare. Malgré de multiples difficultés, à commencer par le problème monétaire et celui d'un yen dont l'appréciation incessante vis-à-vis du dollar n'arrêtait pas de créer des difficultés à l'exportation, le marché nippon s'offrait le luxe de faire un parcours presque parfait jusqu'au seuil de l'été, avec 30 % de hausse.

Vu côté occidental, le phénomène pouvait apparaître surprenant. Il ne l'était pas pour les Asiatiques. Remplis de fierté par un yen devenu plus fort que le dollar, les Japonais n'arrêtaient pas d'acheter. Tant et si bien que, dès les fêtes de Pâques, Tokyo était devenu la première place mondiale en termes de capitalisation : 2 740 milliards de dollars, sans compter les parts de l'Etat dans Nippon Telegraph et Telephone (NTT) et dans la Japan Airlines (2 580 milliards pour Wall Street).

Qui ne se serait pas laissé tenter ? Les étrangers ont versé leur obole à la puissance financière nipponne. Jusqu'aux institutions japonaises elles-mêmes, dont on disait qu'elles avaient sur leurs portefeuilles d'obligations et de bons du Trésor américains des moins-values estimées à 35 milliards de dollars, qui, confiantes dans leur propre marché, ont ramassé du papier. C'était pour compenser les effets adverses de la baisse du dollar. Au pays du Soleil-Levant, ça s'appelle le « zaitech ». Les entreprises industrielles ont été les premières à se livrer à ce petit jeu. Tateho Chemical s'y est brisé les ailes.

L'effet conjugué de tous ces achats allait permettre au Kabuto-Cho de franchir la passe estivale de l'inévitable consolidation sans trop de dommage. Les 10 % de baisse du facteur technique rencontré un peu brutalement début juillet étaient effacés début octobre.

Le 10 du même mois, la Bourse de Tokyo battait tous ses records d'altitude avec le Nikkei au niveau sans précédent de 26 646,43 (+ 42 % depuis le début de l'année). Logiquement,

le cyclone boursier aurait dû dévaster le Kabuto-Cho. Singulièrement, il s'est heurté à un véritable mur de béton.

Au Japon, la solidarité n'est pas un vain mot. Devant le péril, les maisons de titres, les institutions, les ministères des finances, tous se sont serrés les coudes pour éviter un désastre. Jusqu'aux particuliers, qui ont emprunté de l'argent pour racheter des titres. Résultat : Tokyo, au plus fort du séisme, ne lâcha que 16 % de sa substance. Et encore, c'est la faute aux étrangers, dont les ordres de vente en octobre ont dépassé 2 000 milliards de yens pour couvrir leurs pertes aux États-Unis et en Europe. Même si l'archaïsme du TSE a constitué également un sérieux rempart, le civisme a été récompensé. Il reste que le retour des « Geijins »

Valeurs	Cours fin 1986	Cours fin 1987
Alcatel	370	425
Bridgepoint	733	1 210
Canon	1 840	940
Fuji Bank	1 810	1 300
Honda Motor	1 400	1 540
Mitsubishi Electric	2 160	2 230
Mitsubishi Heavy	426	560
Sony Corp.	3 500	4 870
Toshiba	2 250	1 890

(soûl) désignant les étrangers au Japon) ne résout rien. De l'avis général, Tokyo reste surévalué. NTT, en particulier, est encore capitalisé 270 fois.

Beaucoup redoutent un « Hiroshima » financier au Japon. Aura-t-il lieu ? Rien n'est moins sûr. Les Japonais ont des ressources en imagination. Comme au Japon rien ne s'y fait comme ailleurs, le particularisme du TSE, encadré par ses quatre pachydermes (Nomura, Daiwa, Nikko, Yamach), maitres d'œuvre de la résistance, adossés d'ailleurs part à une économie vigoureuse, pourrait donner des résultats surprenants en 1988.

Le 1<sup>er</sup> avril prochain, l'exemption fiscale sur les petits dépôts bancaires à terme sera supprimée. Et, à l'heure actuelle, l'argent accumulé par les particuliers sur ces comptes atteint 600 000 milliards de yens (1 400 milliards de francs). Assurément, une partie non négligeable de ces capitaux pourrait ruisseler vers le TSE. Quant au Japon, on sait que 50 % du capital-actions émis est détenu par les banques, toutes liées entre elles, et que vendre une action amie est une trahison.

soir du neuvième jour, qui suivit l'éclatement de la crise, les valeurs françaises avaient fondu de 27 %. De jamais vu. Le séisme eut de nombreuses répliques.

En novembre, le marché parisien boucla sa onzième semaine de baisse avant de voir apparaître la première éclaircie. Constituée rue de Rivoli dans le plus grand secret, l'Etat-major de crise intime l'ordre aux « zinzins » de tenir le marché à tout prix jusqu'au 31 décembre. Ils s'exécutèrent en rachetant à chaque jour, à carnes, ouvertures vingt minutes avant la clôture du composant l'indicateur. Les professionnels, du moins, l'affirmèrent. Le syndic, lui, se borna à démentir qu'il y ait eu action « systématique ». N'importe ? Rien n'y fit vraiment.

Mais comme les crises, elles ne plus, ne sont pas éternelles, petit à petit le calme revint. Les apaisements vinrent de New-York, mais aussi du front monétaire avec une baisse généralisée des taux d'intérêt. Quelques mois mauvaises nouvelles domestiques, comme la forte réduction du déficit commercial pour novembre, détendirent l'atmosphère.

La liquidation de décembre fit jeu presque égal (- 1 %). La trêve de Noël fut respectée. Mais nul ne se hasarda maintenant au jeu des pronostics. Tous tablaient sur l'abondance des liquidités début 88 (70 à 80 milliards de francs dont 30 milliards au moins proviendront du remboursement de l'emprunt 7 % 1973 le 16 janvier) pour fortifier la Bourse. Tout dépendra de l'aptitude des pays industrialisés à trouver un motif vivant économique, financier et monétaire. La Bourse s'élève encore un avenir ? La question se posait sérieusement en fin d'année.







CINÉMA

« Les Innocents », d'André Téchiné

Celle qui venait d'ailleurs

Comme dans la plupart de ses films, André Téchiné raconte comment, quand on ne connaît pas les règles du jeu, on provoque le malheur.

Jeanne (Sandrine Bonnaire) arrive dans une ville portuaire du Midi de la France pour assister au mariage de sa sœur Mariette (Christine Paoletti) avec un Arabe et revoir son jeune frère Alain (Stéphane Onofrey), dont elle s'occupe. Alain s'exprime par gestes, il ne parle pas, n'entend pas. Jeanne souhaite le reprendre et le rendre heureux. Mais le gamin préfère la liberté avec son ami Saïd (Abdel Kaciché) et s'enfuit. Jeanne part à sa recherche.

La plupart des films d'André Téchiné, et surtout les trois derniers écrits avec Olivier Assayas et — ou — Pascal Bonitzer, racontent l'histoire d'un être venu d'ailleurs apportant le trouble dans les milieux pour lesquels il n'est pas fait et dont il ne connaît pas les règles. Comme Juliette Binoche dans *Rendez-vous* et Wadec Stanczak dans *Le Lieu du crime*. Sandrine Bonnaire dérange, provoque une crise et se trouve elle-même atteinte. Ici, le contraste, le mystère sont plus forts. Car Jeanne est une fille du Nord, véritablement

« déplacée » au bord de la Méditerranée, sous le soleil qui chauffe à blanc des passions, des rapports de frustration, d'agression.

La noce chez les travailleurs immigrés, dans un coin de quartier à ses propres lois, est le lever de rideau d'une tragédie. En cherchant son frère, Jeanne déniche Stéphane (Simon de La Brosse), jeune bourgeois tout juste guéri d'une grave blessure et surveillé par une mère abusive (Tanya Lopert). Stéphane entretient une relation ambiguë avec son père, Klotz (Jean-Claude Brialy), chef d'orchestre amoureux de ce Saïd qui apparaît et disparaît sans qu'on sache bien pourquoi.

Du quartier arabe à la villa des Klotz isolée au bord d'une plage, il y a pourtant un lien de violence et de mort dont Saïd porte le secret, enfoui dans la tête folle de Stéphane. En découvrant ce lien au fil de son errance, Jeanne, qui est claire, qui est pure et veut effacer les ombres, provoque la tragédie.

La volonté de réalisme psychologique et social apportée d'une part au thème trop évident de l'homosexualité, d'autre part à une démonstration antiraciste certes louable mais trop appuyée, rendent une fantasmagorie rappelant *Barocco*, œuvre de 1976. Pourtant, lorsque cette fantasmagorie éclate, le film prend ses plus beaux accents, sa lumière la plus étrange. Si Jeanne

avance dans un univers réel, elle n'accepte pas forcément les cadeaux empoisonnés du hasard. Elle se déplace dans une atmosphère onirique, elle est partagée entre Stéphane et Saïd qui, s'ils ne se ressemblent pas physiquement comme Depardieu et son double dans *Barocco*, n'en ont pas moins une fonction semblable.

Chaque fois que la mise en scène épouse le point de vue de Jeanne parcourant le labyrinthe d'un monde inconnu, le style de Téchiné flamboie et nous entraîne aux profondeurs des hantises et des obsessions venant de l'amour, du désir, de la jalousie, de la vengeance.

Lorsque la narration est seulement objective (la description sociopolitique, les tensions entre communautés), le film se banalise en mettant les points sur les i. On aime ce qui sollicite l'imagination, le heurt violent des pulsions et des sentiments, la folie dont font preuve, jusqu'à s'y briser, les personnages. Voilà le véritable univers de Téchiné, ce qui inspire la composition de ses plans, les mouvements de caméra, les éclairages. Et Sandrine Bonnaire est formidable parce qu'elle devient le médium de cet univers où les brisures affectives poussent les hommes malades de leur masculinité jusqu'au bout de leur déclinement.

JACQUES SCLIER.

Mehdi Charef achève « Camomille », son troisième long métrage

L'homme qui marche

Après le *Thé au harem* d'Archimède et *Miss Mona*, deux regards sombres sur la marginalité de la France d'aujourd'hui, Mehdi Charef achève *Camomille*.

Paris, porte d'Italie, treizième arrondissement. Depuis vingt ans bientôt, l'armée des ombres d'immenses tours se qui fut l'un des plus authentiques, des plus industriels quartiers de la capitale

l'était bloqué, lâche. Avec ce film, j'essaie de me rattraper. *Camomille* est l'histoire d'un mec qui ne sait pas ce qu'il est et d'une fille qui ne veut plus en avoir. Lui est mitron, elle est d'une famille chic. Quand j'ai écrit ces personnages, je ne savais pas très bien ce que ça voulait dire, et puis après, j'ai aperçu ce thème de classes différentes que je ne rente pas mais qui n'est pas essentiel.

Après le *Thé au harem* d'Archimède et *Miss Mona*, deux films assez noirs sur les exclus de la société contemporaine, on aurait pu

moral de Mehdi Charef ni son envie de faire du cinéma. « Je me doutais que le sujet du film ne plairait pas. Les gens n'aiment pas voir ce qui se passe sous leur nez. En allant au cinéma, ils allaient pousser une porte qu'ils n'avaient pas envie de pousser. Le film marche bien à l'étranger parce que les gens peuvent se dire que ça se passe en France. » Avec la confiance renouvelée de sa productrice, Michèle Ray-Gavras, celle de techniciens et de comédiens qui font partie depuis le début de sa « famille », comme Patrick Bouchier, le directeur de la



Philippe Leroy-Beaulieu, Patrick Bouchier et Mehdi Charef (de gauche à droite)

ne cesse de recruter. Là où s'élevaient les longs murs de briques rouges, les toits en verrière, les hauts cheminées des usines Panhard, le long du boulevard Masséna, s'est établi aujourd'hui un peuple mélangé de commerçants chinois et d'employés anonymes.

De la belle époque seuls demeurent deux ou trois ruelles, une école, quelques bistrot et un atelier habité par une artiste-peintre dont les plumes ont remplacé les clés d'acier du regrettable constructeur automobile. Elle a prêté son repaire pour quelques semaines au cinéaste Mehdi Charef, qui l'avait découvert par l'entremise d'un ami. Il fallait faire vite. Dans quelques jours ce vestige du Paris d'hier sera livré aux démolisseurs puis aux jardiniers de la ville qui y dessineront un « parc ».

Restent les images de *Camomille*, le troisième film de Mehdi Charef, dont le tournage vient de s'achever. Dans un quartier populaire de Paris vit un jeune mitron, Martin (Rémi Martin), qui n'a qu'une seule passion : une Panhard 58 qu'il construit dans son grenier. Un jour, le hasard lui fait rencontrer, dans des circonstances dramatiques, une jeune femme aisée, connue pour ses émissions de radio, Philippine Leroy-Beaulieu dans un personnage complexe, torturé, loin de Trois hommes et un couffin, qui s'accrochera à lui.

Mehdi Charef, écrivain et cinéaste né au début des années 50 à Marius, en Algérie, venu rejoindre son père en France en 1963, a écrit *Camomille* en huit jours, après y avoir pensé pendant plus de deux ans et demi. « Je suis parti d'une histoire réelle, confie-t-il, celle d'une copine vraiment mal pour laquelle je n'ai rien pu faire. J'aurais voulu la sauver mais

s'attendre que Mehdi Charef continue son investigation douloureuse dans un univers qu'il connaît bien, lui qui a vécu dans le bidonville de Nanterre. Mais « *Camomille* est quelque chose de nouveau pour moi, un regard un peu extérieur sur les autres, explique-t-il. J'observe des gens que je connais moins bien mais que j'aime autant. J'ai envie de servir la main à des gens et pas seulement à mes proches. Je n'ai plus envie de me situer et de situer mes personnages. Une sorte de désespoir : à force de chercher une chaise et de ne pas la trouver, on se dit qu'il ne faut peut-être pas la chercher.

« Jusqu'à présent, j'ai gardé de mes racines des émotions, une sensibilité différente. Je ne pourrais pas rester encore longtemps en France car je vais finir par penser et voir comme ici. L'œil, l'oreille vont s'habituer. Je ne veux pas qu'ils s'habituent. La terre est faite pour être foulée. J'ai envie d'aller partout, en Allemagne, en Australie. Je n'ai pas peur d'être étranger, c'est plutôt une force. »

Des histoires pleines d'images

Ce voyage pourrait bien commencer par l'Algérie. « J'ai envie de raconter mon enfance là-bas, pendant la guerre, quand ma mère nous reconstruit, pour se rassurer et nous faire dormir, de longues histoires pleines d'images. Dans la culture arabe, tout est image. Les mots, les sons, même les sons, bougent dans ma tête. Il faut absolument que je fasse un film là-dessus : c'est comme *Miss Mona*, c'est un barbaque que j'avais sur le dos. Je n'aurais pas pu partir sans l'avoir fait. »

L'échec commercial de son deuxième film n'a pas ébranlé le

photographe, et Rémi Martin, il a donc réalisé *Camomille*, pour 5,5 millions de francs, en trente jours de tournage sur cinq semaines.

Il s'est entouré d'une toute petite équipe de douze personnes. « Avec l'accord de tous, nous avons décidé de faire des économies sur les postes de travail afin de mettre beaucoup plus d'argent dans l'image, explique Michèle Ray-Gavras. Je suis productrice et directrice de production du film, cela permet à Mehdi de faire plus de prises. Nous n'avons pas d'habilleuse, c'est la maquilleuse ou l'assistante qui aide l'un ou l'autre à passer ses vêtements. Je pourrais multiplier les exemples. Tout le monde fait tout pour la réussite du film. Sur un budget de 5,5 millions de francs, 4,5 millions sont donnés à la technique, donc à l'image. Bien sûr, on aurait bien voulu disposer de plus d'argent. Mais nous n'avons pas obtenu l'avance sur recettes parce que les membres de la commission savaient que, de toutes les façons, je ferais le film. A part Canal Plus, qui a acheté un droit de passage, nous n'avons rien obtenu non plus des télévisions, qui ne cherchent qu'un seul et même produit, casting béton, type 20 à 30. Mais Mehdi a les moyens de faire l'image qu'il veut et de rassembler les comédiens qu'il a choisis. »

Rémi Martin, jeune acteur « physique » avec une gueule à la Gabin, paraît ravi de retrouver la caméra de Mehdi Charef. Il a recruté un copain à lui, figurant dans le film et assistant décorateur, et tous deux dorment sur le plateau après le tournage. Les décors du film, c'est la maison, l'univers de Rémi Martin, dont on a envie de dire qu'il brûle la pellicule.

OLIVIER SCHMITT.

MUSIQUE

Sur Jean Barraqué

Dans les ruines du génie

Janvier marquera le soixantième anniversaire de Jean Barraqué, et la revue *Entretemps* consacre opportunément un numéro spécial à ce compositeur, qui est sans doute, avec Pierre Boulez, le plus grand des sériels français.

Ainsi que le dit dans son liminaire François Nicolas, « la musique de Barraqué, quinze ans après sa mort (en 1973), continue d'être mal étudiée », peut-être qu'elle est trop peu jouée, car chaque exécution d'une de ses rares œuvres (1) crée une vive impression sur le public, même peu averti.

Les spécialistes ne manquent pas d'être satisfaits par ce numéro qui réserve une large place aux études techniques de Bill Hopkins (*Barraqué et l'idée sérielle*), André Riotte (*Les Séries proliférantes*), Herbert Heinrich (*Le Temps restitué*), François Nicolas (*Le Souci du développement*), Joël-François Durand (analyse de la *Sonate*).

Mais ce ne sont pas les spécialistes qui feront rayonner le nom de Barraqué, dont la personnalité humaine mériterait d'être plus largement connue. *Entretemps* nous offre au moins une bonne chronologie de sa vie et de son œuvre par Rose-Marie Lantier, où figurent des lettres et des écrits précieux. Une étude de Patrick Ozard-Low met en rapport la recherche de Barraqué, consacrant les dix-huit dernières années de sa vie à la *Mort de Virgile*, de Hermann Broch, avec la philosophie de Heidegger : « Lui qui avait un sentiment constant de ce qu'Heidegger appelle « être-pour-la-mort », prit le dialogue intime de Virgile avec la mort comme s'il avait été écrit spécialement pour lui. »

C'est à travers les témoignages de ses amis fidèles, André Hodeir et Michel Fano, qu'on commence à découvrir le vrai visage du musicien : « Chez Barraqué, écrit Fano, il y avait un goût de l'austérité musicale dont il ne s'est jamais départi. C'est une chose très singulière, car il était dans la vie ordinaire un grand joueur. Il était très fine gueule, aimait beaucoup le plaisir, en même temps qu'il en a toujours eu peur. Il s'est progressivement mis au plaisir sonore, ce qui explique son amour pour Debussy. »

Ce lien entre la musique et l'existence apparaît davantage encore à propos de Beethoven : « Le grand modèle et même l'idole de sa vie musicale était Beethoven. Le côté dramatique de la vie de Beethoven était également un modèle pour lui ; il avait en effet la volonté de dramatiser sa vie personnelle et, s'il ne l'avait pas eue, il pourrait sans doute être aujourd'hui encore parmi nous. »

On reste fort insatisfait devant ces confidences feutrées, masquées, qui en disent trop ou pas assez. L'intensité de la musique, son

« impudeur » fort romantique parfois, nous font souhaiter d'en savoir davantage sur la vie intime de Barraqué, sur ses dernières années et sur cette attirance de l'abîme qui semble l'avoir hanté :

« La musique, écrivait-il dès 1969, c'est le drame, c'est le pathétique, c'est la mort. C'est le feu complet, le tremblement jusqu'au suicide. » Mais dans le même texte, il faisait aussi cette extravagante confidence (non reprise dans *Entretemps*) : « Si je suis le musicien que certains pensent et que je pense, c'est dans cinquante ans qu'on le dira. Mon concerto, à mon avis, va plus loin que les derniers quatuors (de Beethoven). Je le pense. Je ne sais pas. Je suis sûr qu'il n'y a de place maintenant que pour un grand musicien : le reste sera rejeté. En ce que je suis celui-là, je ne suis pas. Mais je suis bien sûr qu'il n'y en aura pas deux. »

Quinze ans après

Pourtant, quelques mois plus tard, il écrivait à un ami : « Je suis las et douloureux. Ne m'accablez pas de consolations. Vous ne savez pas où peut mener une conduite créatrice implacable, surtout quand, dans une souffrance éprouvée, on a inventé l'insoluble — inachèvement sans cesse... »

Sans doute faut-il lire, dans cette alternance d'idées lasses ou suicidaires, et de délirantes super-égotiques, le lourd tribut payé au mythe de la *Mort de Virgile*, tel que l'analyse finement François Nicolas :

« La fragment et l'inaccomplissement sont bien des marques capitales de l'œuvre de Barraqué. Il est symptomatique que sa vocation de compositeur ait surgi à la lueur de la Symphonie inachevée de Schubert ; il est encore plus frappant de constater que la grande œuvre de son existence, la *Mort de Virgile*, reste parcellaire et incomplète : l'ampleur démesurée du projet initial indique d'ailleurs bien qu'il n'y a eu nul accident en cet inachèvement, mais qu'il en allait de l'essence même du projet de Bar-

raqué que cette œuvre comporte plus de plans esquissés que de fragments réalisés. A l'évidence, le désir de Barraqué était que son œuvre nous parvienne ainsi en jachère et se présente à nous telle une architecture en ruine. »

Le temps est venu de rassembler, avant qu'il ne soit trop tard, un maximum de témoignages sur le personnage et son art (comme l'avaient déjà fait en 1974 Paul Melano et le Collectif musical de Champigny, dans un cahier ronéotypé fort émouvant). Quinze ans après sa mort, cette recherche du vrai visage, à découvrir, d'un génie, semblerait impudique ? Elle paraît indispensable pour que chacun puisse prendre l'ampleur d'une pensée et d'une œuvre que peu de gens sembleraient vraiment se soucier d'attaquer ou de défendre, et qui restent victimes de l'incompréhensible ostracisme dénoncé par André Riotte :

« Sa manière d'échapper à toute mesure, de se situer au-delà de tout jugement, sa certitude orgueilleuse de ne pouvoir combler l'immensité d'un projet qui pourtant l'habitait tout entier, ont dû irriter bien des positions acquises. Et ce n'est évidemment pas un hasard si un silence, par mégarde déchiré, a été ensuite entretenu autour d'une œuvre dangereuse, au-delà de sa littéralité, par la dimension quasi éthique qu'elle donnait à une attitude d'existence radicale, en marge de l'orthodoxie post-sérielle. »

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Séquences* (1950-1955), *Sonate pour piano* (1952), *Le Temps restitué* (1953-1968), *Avant-début du hasard* (1959), *Chant après chant* (1966) — ces trois dernières partitions sur des textes de la *Mort de Virgile* de Hermann Broch —, *Concerto pour clarinette* (1968). L'ensemble de ces œuvres achevées ne dépasse pas trois heures et demi.

\* Jean Barraqué, numéro spécial de la revue *Entretemps*, diffusion Jean-Claude Lattès, 140 pages, 80 F. Les Signatures dans les numéros précédents des dossiers sur Lachenmann, Donatoni, Ferneyhough et Carter (42, rue de Montmorency, 75003-Paris).

La semaine du mélomane

Grâce aux fameuses plaques du docteur Roux, dont il a retrouvé et avalé une boîte perimée, le mélomane a retrouvé le sentinier. Mais c'est le vie musical qui ne va pas fort... Heureusement, quelques spectacles ont encore bon pied bon œil :

Be-ta-clin, d'Offenbach, au Théâtre Déjaret, mis en scène par Guy Courtaud, avec Maryse Castets, Vincent Vittoz, Michel Hubert, Bernard Van Der Meer et l'Ensemble instrumental de Basse-Normandie (direction : Dominique Debort), jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier : lundi, mardi, mercredi et jeudi à 21 h, vendredi à 17 h et 21 h (tél. : 42-74-20-50).

Le Pont des soupis, d'Offenbach au Théâtre de Paris, mis en scène par Jean-Michel Ribes,

avec Pierre Catala, Valérie Chevalier, Philippe Khorsand, Maurice Stéves, Franck Cassar, Yves Besson, etc., direction musicale John Buderkin : mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, mercredi et dimanche à 16 h 30, dimanche lundi (tél. : 42-80-09-30).

Les Plaies du palais, chansons gaillardes, guillemots et pillardes du XVI<sup>e</sup> siècle autour d'une table (d'époque) bien garnie, par l'excellent ensemble vocal Clément Jarnagin, une danseuse, un jongleur... mis en scène par Mireille Laroche, à bord de la Péniche-Opéra amarrée sur le canal Saint-Martin face au 200 qui quai de Jermappes, à 21 h, le dimanche à 17 h, dimanche le lundi (tél. : 42-45-18-20).

EXPOSITION

Au musée de Chambéry

Le retable du général

Le musée de Chambéry accueille la collection italienne de Paul Bourget, plus les œuvres siennoises mises en dépôt par l'Etat, avec le retable de la Trinité.

Le brave général Daille a bien mérité de sa petite patrie savoyarde. Héritier, par sa femme, de Paul Bourget, grand collectionneur de peinture italienne, il avait souhaité laisser à Chambéry le fonds constitué par l'écrivain. Avant de mourir presque centenaire, il avait confié à son neveu, l'amiral Daille, le soin de mener à leur terme les longues négociations entreprises avec la municipalité par l'intermédiaire des conservateurs successifs du musée des Beaux-Arts. Elles ont abouti à une dation en bonne et due forme, l'Etat maintenant en dépôt à Chambéry trois autres œuvres siennoises et le retable de la Trinité, de Bartolo di Fredi.

Il est été accueilli avec quelque solennité dans un musée dont les locaux — au dernier étage de la bibliothèque — ont été, à l'occasion, restaurés, réaménagés, et où les collections ont été accrochées des attributions contestables.

Il faut déterminer aussi précisément que possible l'origine du retable, sur lequel les archaïques de Paul Bourget restaient muettes. Des investigations érudites de Sienna aussi bien que de lents et minutieux travaux de restauration des quatre panneaux qui le composent — dégagés de ses repeints, un évêque mitré et à la croix s'est révélé être saint Dominique aux fleurs de lys, ont permis d'affirmer — qu'il s'agit bien du retable commandé par dame Minocchia pour l'autel des Malavolti dans l'église Saint-Dominique de Sienna. La date de 1397 a été retenue.

Si Bartolo di Fredi n'est pas l'égal des premiers maîtres siennois du Trecento, comme Duccio, Simone Martini ou les Lorenzetti, du moins combine-t-il assez bien, avec quelques traits d'originalité, les influences de ces grands prédecesseurs dont les artistes de la seconde moitié du quatorzième siècle ont souvent reproduit les schémas. On décèle à la fois de la raideur byzantine et quelque chose de la douceur du gothique siennois dans les quatre panneaux rapportés d'Italie par Paul Bourget et son épouse.

Si le panneau central du Trône de Grâce : la Trinité — qui, dans une hypothèse, de montage apparaît

comme la lunette de couronnement du retable — est encore d'une rudesse des premiers siècles, les autres tableaux ne manquent pas de ce charme propre aux Siennois : la Visitation — la Vierge aux yeux en amande saluant sainte Elisabeth — enlève sur l'architecture rose ou bleutée d'une cité-décor. Une sérénité harmonieuse émane de saint Dominique. Il y a, enfin, de la bonhomie et une sorte de réalisme populaire dans le robuste saint Christophe, l'enfant sur les épaules, les pieds dans une cande où frétille les poissons de différentes espèces.

Le prestige du retable doit contribuer à l'éclosion du musée de Chambéry, où le fonds italien et la collection des paysages du dix-neuvième siècle sont loin d'être négligeables. « Ceux des visiteurs qui rebouteront le hiératisme religieux du Trecento connaîtront des plaisirs plus charnels en s'attardant sur les manifestations voluptueuses de l'extase de sainte Thérèse telle que l'a peinte, dans une belle harmonie de bruns et de gris, le Florentin Sigismond Coccyani dans la première moitié du dix-septième siècle.

JEAN-JACQUES LERRANT.

« Des études de Judith de Botton et Denise Boucher de Lapparent font le point sur l'histoire du retable de la Trinité dans le catalogue savant qui vient d'être publié par le musée. »



# Spectacles

Lundi 28 décembre

## théâtre

### SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de jeunesse sont toujours  
entre parenthèses.  
YVETTE MARTELL, CHAUVET  
Théâtre du Lucernaire (45-44-57-94)  
(Dim.), 21 h 15 (16).  
LE FAISEUR, Vigneron, Théâtre  
Danton-Sorano (45-44-57-94), 21 h,  
les mercredi, jeudi, vendredi, à 18 h,  
le dimanche (16).  
MON FAUSSE COMPAGNE des Champs-  
Élysées (47-25-37-21) (Dim. soir,  
18h), 20 h 45; Dim. 15h 30 (22).  
NE RESTE QUE L'AMOUR  
Arctique-Théâtre (45-44-57-94),  
20 h 15 (22).

### Les salles à Paris

ANTOINE - BERNARD-HERIAU (45-  
40-77-11), 19 h 30; 20 h 30.  
ARTISTE-ATHLÈTE (45-40-36-02),  
19 h 30; 20 h 30.  
BATACLAN (45-40-36-12), 19 h 30; 20 h 30.  
CARRÉ SILVIA MONFORT (45-41-  
25-34), 19 h 30; 20 h 30.  
CENTRE WALLONNE-MUSÉUMS (45-  
40-12-27), La Route Paris-Orléans  
(Festivals d'automne à Paris), 21 h.  
COMÉDIE - CAUMARTIN (47-42-  
41-41), 19 h 30; 20 h 30.  
COMÉDIE DE PARIS (45-41-09-11), 19 h 30;  
20 h 30.  
COMÉDIE-FRANÇAISE (45-40-15-15),  
Salle Richelieu, 19 h 30; 20 h 30.  
DAUNOU (45-41-09-14), 19 h 30; 20 h 30.  
DEJAZET-T.L.P. (45-44-30-50), 19 h 30;  
20 h 30.  
EGEAL (45-40-45-11), La Route  
Paris-Orléans, 19 h 30; 20 h 30.  
BUCHETTE (45-40-36-02), 19 h 30; 20 h 30.  
LE GRAND ÉDGAR (45-40-40-08), 19 h 30;  
20 h 30.  
LES DÉCHÂTEMENTS (45-40-40-08), 19 h 30;  
20 h 30.  
LEONARDO FORUM (45-44-57-94), 19 h 30;  
20 h 30.  
MARAIS (45-40-40-08), 19 h 30; 20 h 30.  
MARGNY (45-44-57-94), 19 h 30; 20 h 30.

MARGNY (45-44-57-94), 19 h 30; 20 h 30.  
MICHEL (45-44-57-94), 19 h 30; 20 h 30.  
MONTMARTRE (45-44-57-94), 19 h 30; 20 h 30.  
OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART  
(45-40-12-11), 19 h 30; 20 h 30.  
PALAIS DES GLACES (45-40-40-08), 19 h 30;  
20 h 30.  
PALAIS ROYAL (45-40-36-12), 19 h 30;  
20 h 30.  
POCHE-MONTMARTRE (45-44-  
57-94), 19 h 30; 20 h 30.  
SALLE CHOPIN-FLEXEL (45-41-  
06-30), 19 h 30; 20 h 30.  
SWEETED SAINT-MARTIN (45-40-  
12-27), 19 h 30; 20 h 30.  
THÉÂTRE DE DIX HEURES (45-44-  
57-94), 19 h 30; 20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OEUVRE (45-40-  
12-27), 19 h 30; 20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA PLUME (45-40-  
12-27), 19 h 30; 20 h 30.  
THÉÂTRE DES CINQUANTE (45-40-  
12-27), 19 h 30; 20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA RUE (45-40-15-15), 19 h 30;  
20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA RUE (45-40-15-15), 19 h 30;  
20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA RUE (45-40-15-15), 19 h 30;  
20 h 30.

### Le music-hall

OLYMPIA (45-40-36-12), 19 h 30; 20 h 30.  
THÉÂTRE DE DIX HEURES (45-44-  
57-94), 19 h 30; 20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OEUVRE (45-40-  
12-27), 19 h 30; 20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA PLUME (45-40-12-27), 19 h 30;  
20 h 30.  
THÉÂTRE DES CINQUANTE (45-40-12-27), 19 h 30;  
20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA RUE (45-40-15-15), 19 h 30;  
20 h 30.  
THÉÂTRE DE LA RUE (45-40-15-15), 19 h 30;  
20 h 30.

### Les opéras

OPÉRA-COMIQUE, Salle Favart (45-40-  
12-11), 19 h 30; 20 h 30.  
OPÉRA, Salle de la Bastille (45-40-12-11),  
19 h 30; 20 h 30.  
OPÉRA, Salle de la Bastille (45-40-12-11),  
19 h 30; 20 h 30.  
OPÉRA, Salle de la Bastille (45-40-12-11),  
19 h 30; 20 h 30.

### Région parisienne

SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD  
PHILIPPE) (45-41-17-17), 19 h 30; 20 h 30.  
SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD  
PHILIPPE) (45-41-17-17), 19 h 30; 20 h 30.  
SAINT-DENIS (THÉÂTRE GÉRARD  
PHILIPPE) (45-41-17-17), 19 h 30; 20 h 30.

## cinéma

### La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (45-44-30-50), 19 h 30;  
20 h 30.  
CENTRE GEORGES POMPIDOU (45-40-12-27),  
19 h 30; 20 h 30.  
La Chute libre (1973), de Pierre  
Léaud, 15 h; 19 h 30.  
SALLE GARANCE, CENTRE  
GEORGES POMPIDOU (45-40-12-27),  
19 h 30; 20 h 30.

### Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al., v.),  
Gautier-Les Halles, 19 h 30; 20 h 30.  
LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al., v.),  
Gautier-Les Halles, 19 h 30; 20 h 30.  
L'AMI DE MON AMI (Fr.), Laca-  
zette, 19 h 30; 20 h 30.

### PARIS EN VISITES

MARDI 29 DÉCEMBRE  
« Une heure au Père Lachaise »,  
11 heures, boulevard Ménilmontant,  
face à la rue de la Roquette (V. de Lan-  
glade).  
« Cinq siècles d'art espagnol »,  
10 heures, Petit Palais, dans le hall  
(Jeanne Angot).  
« Une journée au Musée des Inva-  
lides », 11 heures, « La salle des  
armures et celles de Louis XIII à la  
Révolution », 14 h 30.  
« Salle du Premier Empire et le tom-  
beau de Napoléon », tour d'honneur, au  
pied de la statue de Napoléon (Monsieur  
historique).  
« De Greco à Picasso », 11 h 30, dans  
le hall du Petit Palais (Mathilde Hager).  
« Art espagnol », 12 heures, Petit  
Palais, avenue Winston Churchill, dans  
le hall (Approche de l'art).  
« L'impressionnisme au Musée  
d'Orsay », 13 h 15, devant l'entrée  
(Christiane Morle).  
« La Mosquée. Histoire de l'islam »,  
14 h 30, place du Palais-de-l'Érmitage  
(Michèle Polver).

57-57; UGC Danville, 19 h 30; 20 h 30.  
57-57; UGC Danville, 19 h 30; 20 h 30.  
57-57; UGC Danville, 19 h 30; 20 h 30.  
57-57; UGC Danville, 19 h 30; 20 h 30.  
57-57; UGC Danville, 19 h 30; 20 h 30.

LES KEURS (Fr.): Forum Arc-en-Ciel,  
19 h 30; 20 h 30.  
LES KEURS (Fr.): Forum Arc-en-Ciel,  
19 h 30; 20 h 30.  
LES KEURS (Fr.): Forum Arc-en-Ciel,  
19 h 30; 20 h 30.  
LES KEURS (Fr.): Forum Arc-en-Ciel,  
19 h 30; 20 h 30.

### LES FILMS NOUVEAUX

INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.  
INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.  
INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.

BOYANNE (A. v.): Clichy, 19 h 30; 20 h 30.  
BOYANNE (A. v.): Clichy, 19 h 30; 20 h 30.  
BOYANNE (A. v.): Clichy, 19 h 30; 20 h 30.  
BOYANNE (A. v.): Clichy, 19 h 30; 20 h 30.

### LES FILMS NOUVEAUX

INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.  
INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.  
INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.

KING KONG II (A. v.): Hollywood  
Boulevard, 19 h 30; 20 h 30.  
KING KONG II (A. v.): Hollywood  
Boulevard, 19 h 30; 20 h 30.  
KING KONG II (A. v.): Hollywood  
Boulevard, 19 h 30; 20 h 30.

### LES FILMS NOUVEAUX

INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.  
INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.  
INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.

LES KEURS (Fr.): Forum Arc-en-Ciel,  
19 h 30; 20 h 30.  
LES KEURS (Fr.): Forum Arc-en-Ciel,  
19 h 30; 20 h 30.  
LES KEURS (Fr.): Forum Arc-en-Ciel,  
19 h 30; 20 h 30.

### LES FILMS NOUVEAUX

INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.  
INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.  
INGRID ET LES HENRIOTTE  
Film américain de William Des-  
tiney, 19 h 30; 20 h 30.

Théâtre de la Bastille 43 57 42 14  
MEREDITH JUDEO-EUROPEENNE (Chansons Yiddish)  
LES 29, 30, 31 DÉCEMBRE  
76, rue de la Roquette - 75011 Paris

CHATELET  
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS  
présente  
du 16 décembre 1987 au 24 janvier 1988  
A CHORUS LINE  
Production originale conçue,  
mise en scène et chorégraphiée par  
MICHAEL BENNETT  
EUROPE 1  
Informations: 43 33 00 00 Location par correspondance: 2, rue Edouard  
Belin 75001 Paris. Location aux caisses: 14, rue de la Vierge, 1 place du  
Châtelet de 11h à 19h (sauf dimanche). 42 61 93 83 de 11h à 19h (sauf dimanche).

Le Monde  
sur minitel  
ABONNEZ-VOUS  
RÉABONNEZ-VOUS  
au Monde et à ses publications  
3615 TAPÉZ LEMONDE puis ABO











# Economie

## SOMMAIRE

Le dollar a de nouveau baissé à Tokyo, atteignant, malgré l'intervention de la banque du Japon, le niveau jamais atteint de 123,55 yens. Après deux jours de fortes baisses, la Bourse de Tokyo s'est stabilisée lundi à la veille de la traditionnelle semaine de fermeture (lire ci-contre).

La consommation française de produits pétroliers est restée stable en 1987 par rapport à 1986. En huit ans, elle a baissé de 27 % (lire ci-dessous).

La réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale a été reportée au 12 janvier. Avec un « trou » moins élevé que prévu pour la fin 1987, le régime général a meilleure mine, mais les difficultés structurelles, qui expliquent aussi le déficit, demeurent (lire ci-dessous).

## La chute du dollar à Tokyo et en Europe

### Les investisseurs japonais s'inquiètent de la dévalorisation de leurs actifs

La déclaration des sept pays industrialisés, rendue publique le 23 décembre, n'aura eu aucun effet sur les marchés des changes. Ce document affirmait qu'une « baisse supplémentaire du dollar » serait « contreproductive » pour la croissance mondiale. Malgré cela, le billet vert, déjà en forte baisse le vendredi 25 décembre à Tokyo, a poursuivi inexorablement sa chute, le lundi 28 décembre. Il a chuté, à Tokyo, lundi, à 123,55 yens (contre 125,20 à la fermeture vendredi), son plus bas niveau historique. La Banque du Japon a pourtant intervenu à hauteur d'une centaine de millions de dollars, d'après les cambistes.

En Europe, malgré le soutien des banques centrales (Bundesbank, Banque nationale suisse, Banque de France), le dollar s'est également effondré. A Francfort, il enregistrait un record de baisse, perdant 3,5 pfennigs. Il cotait, à l'ouverture, 1,60 deutschemark (contre 1,63 le 23 décembre avant la trêve de Noël). La devise américaine atteignait ainsi ses plus bas niveaux historiques depuis le début des années 40. A Paris, au cours des premiers échanges entre banques, le dollar perdait 5 centimes, à 5,43 francs français (contre 5,51 à la fermeture jeudi dernier).

Les opérateurs doutent de la détermination des Sept, et en particulier des Américains, à défendre le dollar. Y a-t-il un seuil à partir duquel les conséquences de la chute du dollar pourraient être dramatiques pour l'économie mondiale ? C'est la question que l'on se pose désormais dans les salles de marché

du monde entier. Les échos sont bruyants vers le Japon. Il ne s'agit pas seulement d'évaluer la résistance de l'économie nipponne à une nouvelle revalorisation du yen. C'est également le comportement des investisseurs japonais qui est suivi avec attention.

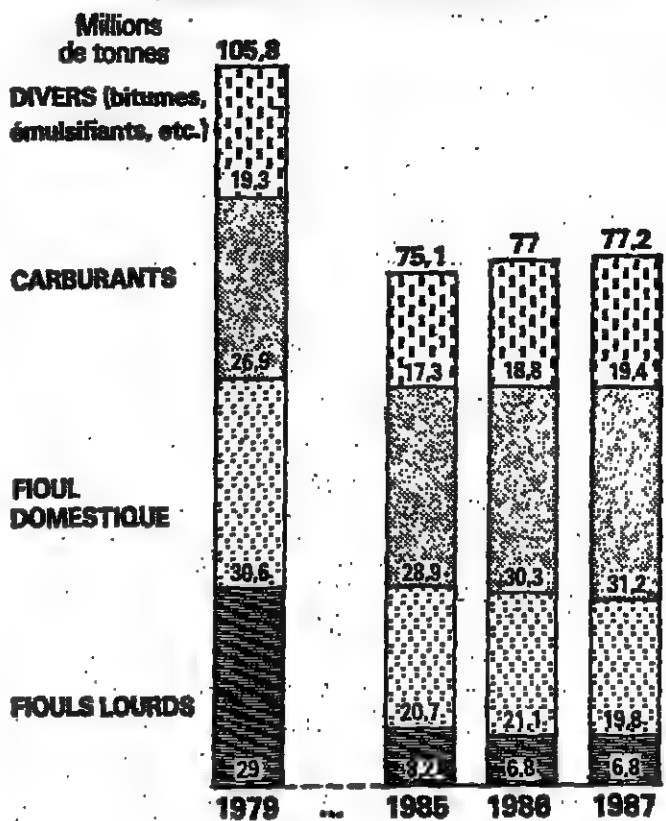
L'économie japonaise a, certes, bien résisté, jusqu'à présent, à la forte hausse du yen (le Monde date 27-28 décembre). Depuis le début de 1987, la monnaie japonaise a gagné plus de 27 % par rapport au dollar. Malgré cela, la croissance est restée soutenue. Les entreprises nipponnes ont réussi à s'adapter à cette nouvelle donne. Le pourcentage des exportations, si la devise américaine continue à se déprécier et à tomber à 110 yens, voire 100 yens, comme le prédisent — ou le souhaitent — de nombreux économistes américains ?

L'interrogation la plus urgente porte aujourd'hui sur les conséquences de la chute du dollar sur le comportement des investisseurs internationaux. La crise des marchés boursiers a déjà provoqué un repli des investisseurs sur leurs marchés nationaux. La place de Paris, par exemple (voir le bilan annuel sur les marchés financiers, dans le Monde de l'Economie) a particulièrement souffert de ces désengagements. La Bourse de Tokyo est, elle aussi, affectée par le départ des étrangers. En novembre, les investisseurs étrangers ont réduit leurs placements sur le Kabuto-Cho de 8,4 milliards de dollars, après les avoir diminués de 13,1 milliards en octobre. Apprendra-t-on dimanche 27 décembre au ministère des Finances japonais.

Avec un dollar en chute libre, les investisseurs japonais continueront-ils à accepter de financer les besoins américains ? En novembre, les achats nets d'actions réalisées par les fonds japonais à l'étranger ont été en forte contraction. Ils n'ont atteint que 779 millions de dollars, contre 2,38 milliards en octobre. Les assureurs japonais — les plus importants investisseurs mondiaux — commencent, pour leur part, à s'inquiéter de la dévalorisation de leurs actifs en dollars. Au début de 1987, ils détenaient des titres du Trésor américain et des obligations d'entreprises américaines pour un montant estimé à plus de 100 milliards de dollars. A la fin du mois de mars prochain (fin de l'exercice fiscal au Japon), ils risquent de devoir enregistrer d'importantes moins-values sur ces actifs. Dans ces conditions, de nombreux experts se demandent si, malgré les recommandations insistantes du gouvernement japonais, les investisseurs nippons accepteront encore d'acheter massivement des actifs en dollars. A Tokyo, les analystes estiment que les assureurs limiteront, en 1988, leurs achats de bons du Trésor américain à cause des risques de pertes de change. Pour rendre plus attractifs leurs produits, les Américains pourraient être amenés à augmenter leurs taux d'intérêt, ce à quoi ils se refusent actuellement. Ils disposent, néanmoins, d'un avantage non négligeable : les investisseurs japonais recommandent qu'ils n'ont bien souvent pas d'autre choix pour leurs placements.

ERIK IZRAELWICZ

## La consommation française de produits pétroliers a baissé de 27 % en huit ans



Source : Comité professionnel du pétrole.

Après avoir atteint son point le plus bas en 1985, la consommation française de produits pétroliers est restée en 1987 quasiment au même niveau qu'en l'année précédente (+ 0,2 %). La baisse des ventes de fioul domestique, due à un chauffage et de plus en plus concurrencé par l'électricité et le gaz, a été en effet compensée par une progression des livraisons de carburants, notamment de gazole (+ 0,9 %), ainsi que par la hausse des ventes de produits divers (+ 0,6 %), surtout les huiles pétrochimiques. Pour la première fois depuis dix ans, les ventes de fioul lourd destinées à l'industrie et aux centrales électriques n'ont pas régressé, en dépit d'une taxation pénalisante. Le point minimum constaté dans ce secteur est intervenu en 1985. Il faut noter que la consommation totale en 1987 a été inférieure de 27 % à celle de 1979, et que la demande de fioul lourd a chuté des trois quarts dans l'intervalle, grâce à la montée en puissance du programme nucléaire, qui a quasiment éliminé le fioul des centrales électriques.

## La situation de la Sécurité sociale

### Le déficit est-il prévisible ?

La bonne surprise de 1987 et les prévisions moins sombres pour 1988 (le Monde du 22 décembre) peuvent susciter l'incompréhension ou du moins le scepticisme : le régime général était-il si mal en point ? Craignant qu'on veuille leur doré la pilule comme en décembre 1985, plusieurs organisations (FO, la FEN, la Fédération nationale de la mutualité française) ont demandé et obtenu que la réunion de la commission des comptes de la Sécurité sociale, prévue le lundi 21 décembre, soit reportée afin de pouvoir examiner plus attentivement le rapport et de disposer d'évaluations plus précises sur certaines mesures surajoutées (retraite anticipée des médecins, retraite progressive (1), ou même non chiffrées (le « Statut de la mère de famille »).

La meilleure mine du patient (sans les fards utiles) ne doit pas faire oublier ses maux durables (les « difficultés structurelles ») que l'on peut voir en prenant du recul et en examinant l'évolution sur quinze ans (voir le Monde du 30 juin). Rappelons-les.

C'est d'abord le chômage qui continue de grignoter les recettes, après les avoir entamées à coups de 4 milliards de francs par cent mille chômeurs, et accentué le retard de

l'entrée des jeunes dans l'emploi, provoqué par la prolongation de la scolarité.

Côté dépenses, c'est surtout l'assurance-vieillesse qui est la plus touchée par la maturation des régimes de retraite — accentuée par l'effet des lois Boulin de 1971-1972 — les modalités de calcul des pensions, enfin l'avancement de l'âge de cessation d'activité, sanctionné non pas par la retraite à taux plein à soixante ans (2). En même temps qu'augmente le nombre de retraités et que s'améliore leur pension, la durée de versements s'accroît avec l'allongement de la vie humaine. Ces facteurs vont accroître encore pour plusieurs années (cinq ou six ans) le volume des prestations au rythme de 5 % l'an et tirent la branche vers le déficit.

Le vieillissement joue aussi mais de façon plus insensible pour les dépenses d'assurance-maladie par l'extension des maladies chroniques et dégénératives : les plus de soixante ans dépensent en moyenne quatre fois plus pour se soigner que les moins de soixante ans. Mais dès les années 60 et 70, des facteurs internes au système de santé sont venus peser plus gravement affectant l'assurance-maladie. D'abord le

développement de l'hôpital, dont on a voulu faire le pivot du système de soins : aujourd'hui on essaie de réduire son poids mais la vitesse acquise joue encore. En médecine de ville, le nombre de praticiens libéraux a beaucoup augmenté depuis la fin des années 70, répondant ainsi à l'aspiration des Français à être mieux soignés : la concurrence aiguë entre les médecins a renforcé cet « effet d'offre ».

#### De façon moins mécanique

Enfin l'explosion technique a accru le coût de certains soins, en ville comme à l'hôpital, et fait bénéficier certains actes d'une rente de situation grâce à des tarifs inégaux.

Tous ces facteurs poussent à la hausse mais dans une proportion nettement plus faible que les maux structurels de l'assurance-vieillesse et de façon moins mécanique. La « consommation médicale », sensible à la conjoncture, sanitaire (épidémie de grippe par exemple), économique (baisse du pouvoir d'achat des assurés) est de ce fait assez irrégulière. Comme l'est le comportement des médecins eux-mêmes en fonction de l'évolution des tarifs et

de la « nomenclature » des actes médicaux. Sur des sommes considérables (260 milliards de prestations par an pour le régime général), une faible variation en pourcentage — 1 % par exemple — difficilement prévisible, représente plusieurs milliards de francs de déficit ou d'excédent.

Aussi les deux branches ne retiennent pas de la même façon les « groupes homogènes de maladies » et l'évaluation des soins jouent, elles, sur le moyen terme. Pour l'assurance-vieillesse, on ne peut agir qu'à long terme parce que les réformes n'ont d'effet qu'au bout d'un certain temps — en raison de l'importance du « stock » de retraités et pour ne pas léser les retraités présents ou futurs. Réformer progressivement le calcul des pensions et inciter à retarder le

départ à la retraite ne peut éviter d'apporter de nouvelles recettes à l'assurance-vieillesse. D'autant que le chômage amène à avancer l'âge de départ via les différentes formules de préretraite.

C'est là que peut intervenir une réforme du financement. Un prélevement assis sur tous les revenus et en particulier ceux du capital, souvent évoqué au gouvernement comme dans l'opposition, rendrait le financement du régime général moins sensible au chômage ; mais il peut aussi se justifier par l'importance des avantages « non contributifs » de l'assurance-vieillesse (le Monde du 22 décembre).

GUY HERZLICH

(1) Ainsi l'effet de la retraite progressive est évalué à 500 millions de francs d'économies dès 1988 alors qu'il faudra au minimum six mois pour que les taxes additionnelles soient publiées ; le même chiffre est donné pour la retraite anticipée des médecins, alors que si le montant des ressources garanties n'est pas financé par la mesure sa source assurée.

(2) La proportion d'hommes de soixante-cinq ans encore en activité est tombée de 65,2 % à 33,6 % de 1971 à 1983 ; la retraite à soixante ans a peu abaissé ce chiffre.

## L'évolution de l'assurance-maladie

### Les questions d'un succès

Les données précises fournies par le rapport prévisionnel du régime général de sécurité sociale, graphiques à l'appui, confirment les indications publiées dans le Monde du 10 décembre sur l'évolution de l'assurance-maladie en 1987 et en 1988.

Cette année, les remboursements d'honoraires médicaux auraient augmenté de 5 % en francs courants (1,7 % en francs constants) contre 8,7 % en 1986 : ceux d'analyses biologiques de 4,5 % au lieu de 12,1 %, ceux d'aides médicaux de 4,2 % au lieu de 14,9 % et ceux de médicaments auraient baissé de 4,1 % (soit près de 7,5 % en francs constants), alors qu'en 1986, ils avaient augmenté de 10,3 % ! La réduction des taux de remboursement par le plan Séguin y a sa part de responsabilité, mais 60 % des économies sont dues à des « effets induits » : les courbes de remboursements et du nombre de consultations et de visites par jour « ouvré » montrent que la consommation médicale a très faiblement augmenté cette année ; les prescriptions ont suivi : contrairement aux années précédentes, les médecins n'ont

pas augmenté leurs prescriptions par acte.

Cela traduit des changements de comportement : on peut en voir la preuve dans la faible augmentation des remboursements d'honoraires dentaires. Aussi des taux de croissance modérés ont été retenus pour l'an prochain : 7,1 % pour les honoraires médicaux, 8,6 % pour les honoraires d'analyses, 5,5 % pour les médicaments. Les experts de la Caisse nationale d'assurance-maladie, pour une fois optimistes, estiment même que ces prévisions permettent d'élaborer le scénario de hausse des tarifs médicaux d'ici, avec les syndicats des praticiens (celle-ci entraîne un « effet-arrière » de 4,6 % au lieu des 2,5 % prévus). Milliers rémunérés pour chaque acte, les médecins, pensent-ils, en feront moins.

C'est effectivement ce qui s'est passé cette : année pour les généralistes, le nombre de consultations a augmenté que de 0,5 % (et celui des visites a diminué de 5,9 %), mais celui des spécialistes a augmenté de 7,7 %. De plus, on a constaté un certain redressement des consultations et

des visites en octobre, et avec elles des prescriptions, sans qu'il y ait une épidémie de grippe pour le motiver...

Les versements aux hôpitaux publics ont augmenté plus (de 0,5 % soit 1,8 milliard de francs) que ne le prévoyaient les comptes de juillet. Pour 1988, on a cependant choisi une progression plus faible (3,8 % au lieu des 4,5 % constatés cette année), par suite d'une moindre hausse des cotisations de retraite des personnels (3 points au lieu de 5), qui économiserait 500 millions de francs. D'autre part, le fait que le champ du « budget global » ne change pas en 1988 laisse moins d'occasions de dérapage. Pour cela, il faudra que l'administration suive les consignes de rigueur données par M. Séguin.

Pour les hôpitaux privés, la suppression de la TVA rapporterait 300 millions de francs l'an prochain. Elle est d'ordre économique 1 700 ; mais les cliniques ont déjà utilisé les failles de la réglementation pour réduire le montant de TVA qu'elles payaient... sans le répercuter sur l'assurance-maladie. Là encore, l'administration n'a guère défendu les deniers de la Sécurité sociale...

## REPÈRES

### Financement international

#### 1 milliard de dollars des banques pour la Colombie

La Colombie se verra accorder un crédit de 1 milliard de dollars par un groupe de cent quatre banques privées internationales, le 8 janvier à New-York, si — on s'attend, le dimanche 27 décembre, de la banque officielle à Bogota, l'accord de ce prêt, dont le premier versement aurait dû avoir lieu à la fin de cette année, a été retardé par certaines banques.

#### 30 milliards de dollars remboursés en cinq ans par le Venezuela

Le Venezuela a versé, entre 1983 et 1987, un total de 30 milliards de dollars à ses créanciers, au titre du remboursement de capital et des paiements d'intérêt sur sa dette extérieure, a annoncé, samedi 26 décembre, à Caracas, le ministre des finances. Cette somme est pratiquement égale à la dette externe totale actuelle (publique et privée) du pays, qui est d'environ 31 milliards de dollars. En contrepartie, le Venezuela n'a reçu en argent frais ou nouveaux prêts que 12,75 milliards de dollars. Ces chiffres montrent, estime-t-on à Caracas, que, malgré la détermination gouvernementale à limiter le service de la dette à 20 % ou 25 % des revenus d'exportation, le pays y a effectivement consacré plus de 35 % de ses revenus et environ la moitié de ses recettes pétrolières.

### Travaux publics

#### Le Japon pourrait ouvrir ses marchés

Le Japon pourrait ouvrir ses marchés de travaux publics aux entreprises américaines à condition que celles-ci créent des entreprises communes avec des partenaires japonais, a révélé, le dimanche 27 décembre, le quotidien Yomiuri Shimbun. Le premier ministre, M. Noboru Takeshita, devrait en tout cas faire cette proposition au président américain Ronald Reagan, à l'occasion de sa visite à Washington, en janvier prochain. Cette proposition pourrait mettre fin à un conflit commercial aigu entre les deux grandes puissances. Considérant que les marchés japonais sont fermés à leurs entreprises, les représentants du Congrès américain ont voté, le 22 décembre dernier, dans la loi de finances pour 1988 un amendement qui interdit aux compagnies japonaises de soumissionner sur les projets de travaux publics aux États-Unis. — (LFP).

## EN BREF

Amélioration des relations URSSAF-usagers. — Pour améliorer les relations avec les usagers, les URSSAF (chargées du recouvrement des cotisations sociales) devront à la suite du rapport de la commission Thomas (le Monde du 29 janvier) annoncer leurs contrôles huit jours à l'avance, en communiquer les conclusions, motiver les mises en demeure de payer et examiner rapidement les demandes de sursis à poursuites. La procédure de demande d'exonération des charges sociales pour les personnes âgées employant du personnel est simplifiée. Des textes réglementaires vont allonger les délais accordés aux entreprises pour leurs observations et assouplir l'application des majorations de retard et des pénalités.

Légère baisse du nombre de chômeurs indemnisés en novembre. — Selon l'UNEDIC (assurance-chômage), le nombre de chômeurs indemnisés a baissé de 1,2 % en novembre, en données corrigées des variations saisonnières, atteignant le chiffre de 1 789 300 (contre 1 791 500 en octobre). En données brutes, le nombre de personnes indemnisées est de 1 819 100, soit 4 % de plus qu'en octobre 1986 : 1 365 900 bénéficient d'allocations du régime d'assurance-chômage, 174 100 de l'allocation d'insertion et 279 100 de celle de solidarité spécifique à la charge de l'Etat, 4 900 de l'allocation de conversion.

Le nombre des préretraités (460 300) a baissé de 16,7 % en un an. En novembre, 375 505 dossiers d'indemnisation ont été déposés (soit 3,1 % de plus qu'en novembre 1986). La baisse saisonnière par rapport à octobre (14 %) est moins forte que les années précédentes.

Augmentation des retraites des cadres. — Le point de retraite de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite complémentaire des cadres) va passer à 1,973 franc au 1<sup>er</sup> janvier 1988, soit une augmentation de 2,33 % par rapport au 1<sup>er</sup> juillet 1987 et de 3,08 % par rapport au 1<sup>er</sup> janvier, et de 2,71 % en moyenne annuelle par rapport à 1987.

Alignement des retraites complémentaires des rapatriés. — Un accord vient d'intervenir à l'ARRCO (Association des régimes de retraite complémentaire), qui couvre tous les salariés, pour permettre à 50 000 rapatriés d'Algérie, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1988, de bénéficier d'une retraite complémentaire complète sans abattement. Les Français qui avaient été salariés en Algérie avant l'indépendance bénéficiaient, comme les autres salariés depuis le 13 janvier 1975 d'une validation rétrospective de leurs années d'activité (par la loi du 28 décembre 1972 généralisant la retraite complémentaire) mais avec un abattement de 10 %.



# Économie

## La chronique de Paul Fabra

### Conseil tenu par les rats

**P**OUR cadeau de fin d'année, le groupe des Sept (Etats-Unis, France, RFA, Grande-Bretagne, Japon, Italie, Canada) — ministres des finances et gouverneurs des banques centrales s'il vous plaît — s'est mis en frais. Après un long silence, ils ont produit une déclaration. Tout y est. Si j'étais financier, condamné, dit la fable, à peu dormir, je somnolerais encore, moins, moi, pourtant, que la rocade des marchés, de Tokyo à Londres, de Londres à New-York, de New-York à Tokyo, le Hongkong, dont des continents en éveil. Et si l'été s'avère, je chanterais de moins bon cœur, après pourtant avoir déjà perdu mes cent écus. Mais qui est encore assailli de nos jours ?

Admirez le ton et la substance des le premier paragraphe. Nos gouvernements y réaffirment leur conviction que les principaux objectifs et les principales orientations de politique économique convenus dans l'accord du Louvre restent valables. Ces principaux objectifs, de notoriété publique, n'ont pas été atteints, ni ces orientations suivies d'effets.

De deux choses l'une, quand un but a été fixé et qu'il a été manqué, ou bien on ne s'est pas donné les moyens de la fin ainsi proclamée, et la réaffirmation de cette dernière n'aurait de sens qu'à la condition de se donner ces moyens qui ont fait si manifestement défaut la première fois, ou bien c'est l'objectif lui-même qui était, vu les circonstances, hors de portée, et il conviendrait d'en rabattre, sinon de l'abandonner pour tenter autre chose de plus praticable. Apparemment, le document rédigé par les ministres et les gouverneurs ignore cette logique simple. A en lire attentivement le dernier paragraphe, qui en constitue le point fort (et porte le numéro 8), on soupçonne qu'il échappe aussi, comme son prédécesseur l'accord

du Louvre, à toute logique économique et financière quelque peu exigeante. Cette parenté dans l'incohérence explicite sans doute pourquoi le nouvel accord, destiné à se substituer à l'ancien, en reprend les thèmes dominants, bien que ceux-ci se soient révélés inopérants. Pour le reste, l'interprétation de « la coordination des politiques économiques », malgré le langage technique employé, relève plus des enseignements du fabuliste que de ceux de l'économiste.

En vue de participer à « l'action commune » visant « à la réduction des déséquilibres externes », chacun des signataires a fait connaître ses intentions et précisé ses engagements d'ici à la fin de l'année. Comme, entre-temps, les déséquilibres en question se seraient plutôt aggravés, on aurait pu penser que l'exercice aurait fourni l'occasion d'un sérieux réexamen. Le résultat est tout différent. On se serait cru à la conférence à laquelle, selon La Fontaine, Jupiter convoque « tout ce qui respire » pour que chacun puisse à loisir y exposer « ce qu'il trouve à redire ».

« Mon portrait jusqu'ici ne m'a rien reproché », dit le singe, aux yeux de qui c'est son frère l'ours qui a des raisons de ne pas être satisfait.

L'ours venant là-dessus, on crut qu'il s'agit de se plaindre.

Tout s'en fut : de sa forme, il se lous très fort.

Gloss sur l'éléphant, dit qu'on pourrait encore.

Ajouter à sa queue, ôter à ses orilles ;

**Que c'était une masse informe et sans but.**

Pour ne pas tomber dans le travers des animaux parmi les plus tous desquels, dit le fabuliste, « notre espèce excelle » (le Nous nous pardonnons tout, et rien aux autres hommes), parlons ici surtout des engagements pris par notre propre pays.

Le gouvernement français ayant « tenu globalement son engagement de réduire à la fois le déficit budgétaire et la pression fiscale », il est dit que le déficit du budget « sera réduit de 0,8 % du PIB entre 1986 et 1988 ». 1988 est une année électorale, elle n'est pas encore commencée, mais on fait de croire que ce qui a été prévu pour les douze mois à venir sera bien ce qui sera exécuté. Cette seule extrapolation juge de tout le reste, il est clair qu'on se trouve en présence d'un document de propagande destiné à la consommation interne.

Le seul chapitre dans lequel il n'en est pas tout à fait ainsi est celui consacré à la République fédérale d'Allemagne, la pression de ses partenaires ayant obligé celle-ci à promettre de « ne pas chercher à compenser les pertes de recettes budgétaires entraînées par les récentes dévaluations ». Mais la vérité oblige à dire que cette concession prétendument faite à l'ajustement international risque d'ajouter au désordre ambiant. En clair, on demande au Trésor allemand d'émettre un peu plus de titres d'emprunt... que les spéculateurs à la hausse du deutschemark s'empresseront sans doute d'acheter, étant donné que ces titres pourraient bien continuer à présen-

ter pour eux plus d'attrait que ceux du Trésor américain.

On s'en doutait déjà depuis un certain temps : les éminents experts de Washington nous avaient mis sur la piste. Les Sept Grands, et plus particulièrement le plus grand d'entre eux, risquent de voir leurs efforts de redressement troublés par la témérité de pays qui n'ont pas encore compris les beautés de la coopération internationale, tout occupés qu'ils sont encore à sortir du sous-développement. Il fut un temps bien révolu où la sécurité des Etats-Unis était, paraît-il, menacée par la Chine populaire, une des nations les plus pauvres du monde, qui avait au moins pour elle le nombre pour faire peur. Aujourd'hui, c'est Taiwan, 17 millions d'habitants, une capitale où il existe en plein centre-ville des restaurants où l'on sert des serpents tués sous vos yeux (les femmes stériles en boivent la bile toute fraîche, cela les guérit, paraît-il), qui met en échec la stratégie commerciale de Washington. On lit dans le texte de la déclaration que les excédents de « quelques pays nouvellement industrialisés exacerbent les déséquilibres globaux ».

Qui se rend si hardi de trouver mon bréviaire ?

En Europe, on connaît aussi l'histoire. Pour amener le lapin allemand à plus de compréhension, la belle et française dédicée négative de s'en rapporter au Rapprochement allemand. Celui-ci, pour faire cesser la querelle entre les « contre-tenants », fit mine de s'entendre avec eux sur la stabilisation du dollar (luu les accords du Louvre). Mais Grippeminaud attendait son heure, il mit les flicteurs

définitivement d'accord quelques mois plus tard en leur jouant à l'un et à l'autre le mauvais tour de laisser de nouveau le dollar chuter, obligeant notamment la France à relever son taux d'intérêt à quelques mois de l'élection présidentielle et l'Allemagne à découvrir sa garde au moment où montent les périls.

Cela, d'ailleurs, ne tranche pas le fond de l'affaire. En quoi la déclaration commune fait-elle preuve d'incohérence quand, dans son dernier paragraphe, elle stipule que « les Sept sont convenus de coopérer étroitement dans la surveillance et la mise en œuvre de politiques visant à améliorer les données économiques fondamentales, de manière à favoriser la stabilité des taux de change ». Données économiques fondamentales, c'est, on le sait, la traduction du terme anglais « fundamentals » supposé désigner, entre autres choses, l'état de la balance des paiements des principaux pays. Depuis de longues années, les gouvernements attendent d'une diminution des déséquilibres externes la stabilisation progressive des changes. Veine pour eux.

**T**ANT le raisonnement que l'expérience historique montrent que c'est sur la base d'un système de taux de change fixes qu'on peut espérer voir se rétablir, en général beaucoup plus rapidement que prévu, des courants commerciaux équilibrés. Aussi longtemps que règne l'instabilité des cours de change, c'est les mouvements de capitaux spéculatifs qui prennent le pas sur les mouvements de marchandises et de services. Il serait insensé d'attendre autre chose qu'un désordre croissant.

Ne faut-il que déballer, La cour en consilium foisonne ; Est-il besoin d'excuser, L'on ne rencontre plus personne.

## BIBLIOGRAPHIE

« La CFTC, comment fut maintenu le syndicalisme chrétien », de Jacques Tessier  
**Plaidoyer d'un croisé**

« Vous êtes complètement fous ! Vous n'avez pas une chance sur mille de parvenir à vos fins. » En faisant le récit de la « rupture » qui conduisit le 7 novembre 1964 à la déconfessionnalisation de la CFTC, Jacques Tessier éprouve visiblement un malin plaisir à rappeler cette phrase exprimant le scepticisme d'un journaliste sur les chances de la CFTC « maintenant ». Dans le livre qu'il vient d'écrire sur la CFTC, son ancien président, qui ne parle de lui-même qu'à la troisième personne, annonce clairement la couleur. C'est le plaidoyer raisonné que le fils du fondateur de la confédération chrétienne, Gaston Tessier, a tenu à livrer en faveur d'un syndicalisme chrétien, qui se primum au dementir de « tout risque d'empilement clerical ».

D'emblée, Jacques Tessier avertit son lecteur. Il ne va pas évoluer dans deux têtes. Avec la future CFTC, la divergence était insurmontable car les mainteneurs du syndicalisme chrétien n'ont jamais pu adhérer à l'idée selon laquelle il serait indispensable de faire quelques emprunts à l'erreur pour avoir de meilleures chances de conduire les hommes à la vérité.

On assiste au long combat — et c'est l'aspect le plus passionnant et souvent le plus poignant du livre — entre Reconnaissance de P. Vignaux et les équipes syndicalistes chrétiennes de Jacques Tessier (transférées en 1963 en « AGRESSIC »).

entre une minorité qui deviendra majoritaire et une majorité qui deviendra minoritaire. Un combat à coup d'écrits et de lettres. Jacques Tessier fera souvent figure de géant.

Certains lui reprochent d'être trop « naïf » et de vouloir l'égarer. Il rétorque, l'épiscopat penche visiblement, après Vatican II, pour la déconfessionnalisation. Tessier écrit aux évêques, s'indigne, se bat. Il refuse les fausses conciliations, les réconciliations sans lendemain, les « marchés de dupes ». Il en déduit, plus d'un dans son sillage, écrit dans un style alerte, qu'il a le don d'un homme plutôt intriguant. Pour « sa » bonne cause. Quitte aussi à maximiser l'influence des « militants du PSU » dans ces événements et à se montrer bien discret sur les liens entre la CFTC et le MRP après 1945.

Quelques écrits de Jacques Tessier, antérieurs à 1964, décrivent bien cet homme souvent présenté comme un syndicaliste moral : « Le syndicalisme chrétien ne peut qu'être fondamentalement opposé à la doctrine de la haine des classes. »

Il tient aujourd'hui le même langage, fusillant encore l'« orthodoxie » des médias, défendant ses convictions comme un croisé. Mais le monde ne s'est pas arrêté en 1964.

M. N.

★ La CFTC, comment fut maintenu le syndicalisme chrétien, de Jacques Tessier, préfète d'Henri Guillemin. Fayard, 214 pages, 85 F.

## AVIS D'APPEL DE CANDIDATURES

- MAITRE DE L'OUVRAGE : ETAT.**
- Dénomination et adresse, numéro de téléphone et le cas échéant, de l'Etat de la collectivité ou du service qui passe le marché.
  - Direction départementale de l'Équipement des Alpes-Maritimes, service équipement transports - Centre administratif départemental. Tél. : 93-83-81-83.
  - Objet du marché : RN 204 - Liaison Nice-Cuneo-Turin. Études préliminaires d'une liaison Nice-Breil-Tende.
  - Nature et quantités des produits ou des prestations à fournir, caractéristiques générales de l'ouvrage.
  - Études préliminaires au sens de la circulaire du 2-01-86 d'un mois six semaines (avec sous-variantes éventuelles) de liaison entre Nice et Tende.
  - a) Date limite de réception des candidatures : 18 janvier 1988 à 16 h.
  - b) Adresse où elles doivent être transmises : D.D.E. des Alpes-Maritimes.
  - c) Service équipement et transports - Centre administratif départemental. B.P. n° 3 - 06028 Nice Cedex.
  - d) Peuvent-elles être rédigées en langue étrangère ? NON.
  - e) Peuvent-elles être l'objet de sous-traitances ? Sans objet.
  - f) Renseignements et justifications demandés concernant les qualités et capacités techniques, techniques, économiques et financières des candidats (cf. art. 41 et 251 du code des marchés publics).
  - Références récentes pour des études portant sur des voies rapides et autoroutières. Le bureau d'études ou la société devra présenter à l'appel de sa candidature les noms et C.V. des membres spécialisés de l'équipe pluridisciplinaire (spécialistes en géologie, tracé, ouvrages d'art et travaux tunnels, hydraulique, environnement, environnement) qui réalisera l'étude et de l'ingénieur généraliste chargé de la pilotage.
  - Critères qui seront utilisés lors de l'attribution du marché : Sans objet.
  - Autres renseignements (souhaités) : Aucun.
  - Date d'envoi de l'appel de candidatures à la publication chargée de l'insertion : 16 décembre 1987.
  - Adresse du service où l'on peut demander des renseignements : M. ASCANI ITPE, chef de la subdivision études et travaux routes nationales. Tél. : 93-83-81-83, poste 44.65 - Direction départementale de l'Équipement des Alpes-Maritimes - Service équipement transports - Centre administratif départemental. B.P. n° 3 - 06028 Nice Cedex.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**LVM H**  
**MOÛT HENNESSY. LOUIS VUITTON**

Assemblée générale ordinaire du 23 décembre 1987

L'assemblée générale ordinaire du 23 décembre 1987 a donné son conseil d'administration la faculté d'acheter et vendre en Bourse des actions de LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, en vue de régulariser le marché, conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales.

Le nombre d'actions à acquiescer ne pourra pas dépasser 1 million, soit près de 10 % du capital de la société.

D'autre part, il a été décidé d'annuler le siège du nouveau groupe LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton au 5, boulevard de La Tour-Maubourg à Paris 7<sup>e</sup>, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1987.

Lors de cette assemblée générale, le président a confirmé les prévisions de résultat après impôt, annoncées au mois de juin dernier, de 1,3 milliard de francs.

**EUROPE 1 COMMUNICATION**

Le conseil d'administration d'Europe 1 Communication s'est réuni le 22 décembre 1987 sous la présidence de M. Frank Terrot pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1987.

Le résultat consolidé (encore provisoire) du groupe Europe 1 Communication ressort à 56 800 000 F contre 20 740 000 F au 30 septembre 1986.

Pour la part du groupe, il s'établit à 40 800 000 contre 642 000 F en 1986.

Le résultat net de la société mère Europe 1 Communication s'établit à 29 553 000 F au 30 septembre 1987, alors qu'il s'était élevé à 12 074 000 F au 30 septembre 1986.

Afin de marquer sa confiance dans le développement du groupe Europe 1 Communication, le conseil propose la reprise de la politique de distribution de dividende.

Pour cette année, il proposera à l'assemblée générale, dont la date est fixée au 14 mars 1988 à Monaco, la distribution d'un dividende de 6 F net par action, soit 30 % du résultat net de la société, représentant un revenu global de 9 F.

Il n'avait pas été distribué de dividende au titre du résultat arrêté le 30 septembre 1986.

**COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS ASTORG**

Le conseil d'administration de la Compagnie d'Investissements Astorg, réuni le 14 décembre, sous la présidence de Gérard Wicoms, a constaté qu'à la suite de l'augmentation de capital réalisée en septembre, la Compagnie dispose actuellement de liquidités d'un montant supérieur à 350 MF. Sans, bien entendu, pouvoir encore se préoccuper de la liquidité de l'exercice, qui dépendra notamment des cours moyens de décembre des participations cotées, le conseil a examiné les conséquences prévisibles pour Astorg de la crise boursière. Il a constaté qu'elles se traduiraient pour la compagnie par la constitution, en 1987, de provisions importantes dont le montant toutefois sera largement couvert par les plus-values de cession dégelées et les revenus courants de l'année.

Enfin, il a pris acte de l'entrée d'Astorg, à hauteur de 40 %, dans le capital d'Ambre, société d'assemblage et de distribution de montres dont le développement est rapide, et qui présente pour Astorg, compte tenu des modalités de la prime de participation, des perspectives de rendement et de rentabilité appréciables.

**La Banque Nationale de Paris crée NATIO EPARGNE RETRAITE**

NATIO EPARGNE RETRAITE est une nouvelle SICAV composée d'actions et d'obligations françaises diversifiées.

Réserve aux personnes physiques désireuses de se constituer un PLAN D'EPARGNE RETRAITE, cette SICAV a pour objet de permettre à ses actionnaires de bénéficier des avantages fiscaux offerts par la loi du 17 juin 1987 sur les Plans d'Épargne en vue de la retraite.

La valeur unitaire de l'action est à l'origine de F 100 et le droit d'entrée limité à 2,75 %, réduit à 2 % pour les souscriptions automatiques au PLAN D'EPARGNE RETRAITE B.N.P.

**BNP**  
LA BANQUE EST NOTRE METIER

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

**Schlumberger**

Schlumberger a annoncé le 23 décembre 1987, à New-York, la conclusion d'un accord avec le gouvernement des Etats-Unis sur le caractère impossible aux Etats-Unis des opérations de logging offshore effectuées de 1970 à 1986 au large des côtes nord-américaines.

A la suite de cet accord, Schlumberger enregistrera une reprise de provision nette d'impôts de 222 millions de dollars (soit 0,81 dollar par action).

Cette somme, qui correspond à la différence entre les provisions que Schlumberger avait passées dans ses livres et le montant de la transaction avec les autorités fiscales des Etats-Unis, viendra s'ajouter aux résultats de quatrième trimestre.

A partir de 1987, les opérations de logging offshore seront soumises à l'imposition en vigueur aux Etats-Unis.

**LOCATEL**

L'assemblée générale mixte de Locatel, qui s'est réunie le 23 décembre 1987, sous la présidence de M. Jacques Guggenheim, a procédé à la modification de l'article 17 des statuts afin de la mettre en conformité avec les dispositions de la loi du 17 juin 1987 relative à la possibilité offerte aux actionnaires d'opter pour le paiement en actions de tout ou partie de dividende en distribution.

L'assemblée a ensuite approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1987.

Après dotation aux amortissements et provisions de 128,6 millions de francs contre 153,8 millions de francs pour l'exercice précédent, le bénéfice de l'exercice s'établit à 9 428 205 francs contre 9 064 814 francs.

Le revenu affecté à chaque action a été fixé à 20,25 francs, ce montant comprenant un dividende distribué de 13,50 francs et le droit à récupération de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 6,75 francs ; ce dividende unitaire est équivalent à celui distribué au titre de l'exercice précédent mais s'applique à 610 831 actions contre 589 112, ce qui porte la distribution totale de 7,95 millions de francs pour l'exercice précédent à 8,25 millions de francs pour l'exercice 1986-1987.

L'assemblée générale a donné quittance entière et définitive pour leur gestion à MM. Marcel Blassat, Jean-Pierre Bourlier, Michel Dubail, Didier Lacroix-Javal, Pierre Lepage, Michel Ruppert et Jacques Rouze, administrateurs sortants. Elle a par ailleurs élu au poste d'administrateur M. Alain Bravo, directeur général adjoint de la division Télédiffusion de la Compagnie générale des Eaux, et M. François Gerin, directeur pour les activités audiovisuelles de la Lyonnaise des Eaux.

Le conseil d'administration de la société, qui s'est réuni à l'issue de l'assemblée, a arrêté la date de mise en paiement du dividende de l'exercice 1986-1987 au 30 décembre 1987.







## Marchés financiers

**BOURSE DU 24 DECEMBRE**

## Règlement mensuel

Compt. ann.	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compt. ann.	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	%	Compt. ann.	VALEURS	Cours préfé.	Prémier cours	Dernier cours	%
1000	A.S. 1013	1746				1000	Salvador	566	570	570	+ 0 88	1110	Salvador	566	570	570	+ 0 88
1000	C.M.E. 3%	4180				1000	Sanofi S.	516	516	502	- 0 58	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	R.M.P. T.P.	1170				1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	C.C.T. T.P.	1170				1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Compt. T.P.	1038	1038			1000	Sanofi S.	306	388	370	+ 1 37	1110	S.A.T. S. (S)	306	388	370	+ 1 37
1000	Com																

**Comptant** (selection)

[illegible]**SICAV** (s.d.l.)[illegible]

### Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or	
Cash	164 50
Cochery	135
Dogson	100

[illegible]

**Hors-cote**

Spain	1028 57	1009 64	Monte J.	27338 86	27338 86	Taiwan	5647
Switzerland	10023 28	10023 28	Monte L.	53883 13	53883 13	Taiwan	554
Swiss Reinsurance	5222 02	5209 89	Moscow	539 22	539 22	U.A.S.S.R.	554
Taiwan	455 78	455 88	Moskva Univ. St.	15697 94	15697 94	U.S.-American	558
East-Com	925 26	925 85	Moscow	15721 58	15721 58	Ukraine	558
East-Com	3658 67	3658 67	Moscow - Court	208557	208557	Ukraine	558
East-Com	518 80	503 78	Moscow - Court	586 70	586 70	Ukraine	558
East-Com	13428 83	13428 83	Moscow - Court	1188 75	1188 75	Ukraine	558
East-Com	13176 30	13176 30	Moscow - Court	535 08	521 34	Ukraine	558
East-Com	11023 92	11023 92	Moscow - Court	1247 76	1247 76	Ukraine	558
East-Com	240 05	229 17	Moscow - Court	85232 34	85232 34	Ukraine	558
East-Com	4835 94	4591 57	Moscow - Court	10769 57	11808 15	Ukraine	558
East-Com	229 92	229 92	Moscow - Court	165 80	57 82	Ukraine	558
East-Com	385 30	350 74	Moscow - Court	4651 83	4651 83	Ukraine	558
East-Com	122 16	121 68	Moscow - Court	1189 39	1187 15	Ukraine	558
East-Com	438 68	438 35	Moscow - Court	1260 52	1218 60	Ukraine	558
East-Com	356 72	371 20	Moscow - Court	1260 52	1218 60	Ukraine	558
East-Com	92 23	92 23	Moscow - Court			Ukraine	558

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ☆ : marché continu



